Convention nationale ordinaire
Pré-Saint-Gervais
28 mai 1983
sommaire

Le Président 1
Jean Poperen 4
Le Président 10
Jean-Paul Bachy 10
Paul Quilès 15
Jean-Pierre Chevènement 19
Michel Debout 26
Pierre Mauroy 27
Jacques Huntzinger 35
Nicole Bricq 37
Michel de la Fournière 40
Paul Quilès 43
Jean-Claude Routier 43
Jean Le Garrec 46
Alain Coquard 51
Didier Motchane 52
Le Président 58
Pierre Carassus 61
Alain Barrau 63
Lionel Jospin 67
Gérard Fuchs 81
Jean-Marie-Testu 83
Marie-Noëlle Lienemann 85
Daniel Vaillant 88
Jean-Pierre Worms 90
Jean Poperen 93
RESOLUTION FINALE 94
Michel Coffineau 96
Paul Quilès 97

PARTI SOCIALISTE CONVENTION NATIONALE
LE PRE-SAINT-GERVAIS
Samedi 28 Mai 1983 (Matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Marcel Debarge.

Le Président

Mes camarades, il m'appartient en tant que maire du Pré-Saint-Gervais, de vous accueillir dans cette ville qui est une ville Socialiste, à direction Socialiste, depuis très longtemps. Depuis 1905 le Pré-Saint-Gervais a un maire Socialiste…

Coll. Fondation Jean-Jaurès

(Applaudissements)... C’est donc une ville de tradition, c’est une ville, dans la mesure où l’on peut se compter d'une façon différente, ou même à travers toutes ces années, les Socialistes, au point de vue de leurs résultats électoraux, n’ont cessé, dans un premier temps de se maintenir, et dans un deuxième temps de progresser puisque, aux dernières élections municipales, la liste d'union de la Gauche a renforcé son pourcentage de 5,60 par rapport à 1977. Ce faisant, je ne donne absolument aucune leçon, il est plus facile d'avoir des résultats de ce type quand, depuis très longtemps, l’implantation Socialiste existe.

Le Pré-Saint-Gervais s’enorgueillit aussi d'un autre titre : celui d'avoir reçu à plusieurs occasions un homme qui reste une référence permanente pour les Socialistes, à savoir Jean Jaurès. Dans l’histoire du mouvement ouvrier, dans l’histoire tout court, un certain nombre de ses interventions dans cette ville ont fait date.

Comment ne pas évoquer le sens de la lutte de Jean Jaurès pour défendre la classe ouvrière et réaliser son unité, pour rassembler les forces de justice et de paix à un moment où se reposent, en une dimension; nouvelle, les enjeux de la Gauche et ceux de notre pays ?

Deux ans après le 10 mai, quelques mois avant le prochain Congrès qui traitera de la politique de notre parti, les données dans lesquelles s’inscrit notre action sont celles de la crise.

Celle-ci est multiple et profonde : crise du système capitaliste, crise des échanges, aggravation du déséquilibre Nord/Sud, crise des équilibres idéologiques et militaires résultant des extensions et des rétentions d'influence des deux diviseurs de la planète, crise à l’intérieur de la sphère soviétique au moment où celle-ci cherche à étendre son emprise, crise du premier pays capitaliste, crise de l’Europe où sans un commun espace de lutte contre le chômage, sans une organisation économique et politique, la "vieille Europe" ne sera plus que l’Europe des Etats-Unis, faute d'avoir su être "les Etats-Unis d'Europe".

Toutes ces failles d'un monde en plein bouleversement, sans conscience réelle de son devenir, faute d'une volonté politique d'instaurer de nouvelles relations économiques et monétaires plus justes, sur lesquelles le Président de la République a mis l’accent avec force, font du message de Jaurès, qui s’inscrivait lui aussi dans un monde travaillé par la crise et la menace de guerre, un message actuel.

Concernant les relations avec le tiers monde, concernant l’indépendance nationale, concernant la nécessité d'une Europe mettant en oeuvre de nouveaux espaces économiques et sociaux, concernant la démarche des forces populaires, concernant les rapports de forces engendrés par la lutte des classes, expression de la réalité sociale, sur tout cela les problèmes sont immenses et les issues difficiles, plus difficiles encore de par le degré de complexité qu’a atteint l’économie mondiale.

Dans un environnement qui nous est défavorable, ne pouvant compter que sur notre propre politique qui, confrontée à des attitudes plus que réservées de nos partenaires, fait cavalier seul contre le chômage, nous devons agir, et agir en

dépit des forces contraires à l'intérêt de la France.
Agir donc, malgré la gêne qu'occasionne la politique économique et monétaire des Etats-Unis, pesant de toute sa puissance en crise sur notre politique de redressement. C'est là, et ce n'est pas sans importance, que l'on peut mesurer ce que signifierait l'indépendance nationale sans notre force de dissuasion.
Non pas moindres sont aussi les contraintes de l'intérieur ; elles expliquent la résistance au changement et les difficultés à dégager un consensus national. Nous sommes un pays profondément inégalitaire sur lequel font poids bien des corporatismes, des réflexes économiques spéculatifs, soit par routine, soit par opposition de classe. C'est avec cette réalité que la Gauche est en prise, celle des tensions et des incompréhensions héritées souvent du passé et se projetant dans l'avenir par esprit de revanche. Il nous faut, nous Socialistes, nous opposer, dans un pays où l'expression est plus libre que jamais, à toutes les formes de violence et à ceux qui les exploitent. (Applaudissements) Toutes formes de violence, y compris un certain nombre d'appréciations, un certain nombre de phrases, un certain langage employés par les leaders de la Droite, notamment par un aristocrate qui apparaît plus comme un prince de basse-cour que comme autre chose !
A côte des contraintes extérieures et intérieures, à côté de l'hostilité des murs d'argent internationaux et nationaux, la Gauche doit faire face aux murs de haine rapidement édifiés, faisant fi de l'intérêt de la France.
L'alternance, la Droite la refuse, remettant en cause les acquis sociaux en même temps que la légitimité issue du 10 mai. Dans le même temps, elle mène une offensive idéologique basée sur une conception inégalitaire pénétrant de façon démagogique dans une partie de la population.
Il nous faut, face à cela, poursuivre et reprendre l'offensive idéologique. Aux Socialistes de mobiliser pour animer la politique du changement, qui exige l'adhésion populaire de toutes les forces vives du pays.
Nous sommes au pouvoir, ce n'est pas pour autant que nous avons le pouvoir économique et culturel. Il existe la formidable puissance de l'idéologie dominante qui conditionne largement les comportements de consommation, les réflexes des agents économiques, les diverses formes de résistance volontaire ou involontaire à l'application des réformes, qui conduit à une certaine incompréhension de notre politique.
Il nous appartient, à nous Socialistes, d'agir pour ébranler les pôles dominants de cette idéologie.
Il faut aussi comprendre que la défense de notre politique, une explication meilleure de celle-ci, passe par une défense et une explication de nos idées. Le Parti Socialiste, en permanence, doit affirmer ses buts, rappeler les valeurs dont le Socialisme est porteur.
Une vigoureuse riposte idéologique ne saurait suffire si elle n'est pas accompagnée, appuyée même, par une volonté politique de réforme, si sur le fond de notre politique elle ne trouve pas une illustration et une signification à long terme pour tous ceux qui ont mis leur espoir en la Gauche.
La lutte pour l'emploi est à cet égard exemplaire. Elle doit demeurer prioritaire

entre toutes les actions pour la seule raison qu'elle en commande beaucoup ; de cette stratégie pour l'emploi dépend, par exemple, notre système de protection sociale qui doit être garanti. Il s'agit là d'un choix économique déterminant pour redresser le pays.
Tous les moyens ne doivent ils pas alors être tendus vers ce but ? Mais les moyens, c'est aussi les militants, les acteurs à tous les niveaux du changement, ce sont les français par leur comportement responsable.
L'indépendance nationale qui signifie capacité à choisir et à conduire notre politique passe par la réussite du plan de rigueur, par la réduction de notre déficit extérieur en équilibrant mieux importations et exportations, par le reconquête du marché intérieur.
Le gouvernement lutte pour stabiliser le chômage et ralentir l'inflation. A son actif s'ajoute une oeuvre législative considérable et sans précédent. La tache des Socialistes n'est-elle pas alors de veiller à ce que les lois votées par le Parlement entrent dans le quotidien et trouvent leur application complète ?
Les nouvelles relations du travail ont à ce titre une portée immense, mais combien de portes à franchir encore ! La réduction des inégalités au regard du triste palmarès dont l'ancien régime a doté la France, doit être ardemment poursuivie à la fois par une exigence de morale Socialiste et par nécessité économique. C'est en étant en prise sans relâche sur le quotidien que la Gauche confortera le lien qu'elle a noué en mai 1981 avec les forces du travail et toutes les forces vives de la France et gagnera le pari qu'elle a eu, elle, le courage de tenter. (Applaudissements)
Je passe la parole à Jean Poperen pour le compte rendu d'activité.

Jean Poperen

Chers camarades, les Comités directeurs des 11 et 12 septembre, 20 et 21 novembre 1982 et 26 et 27 mars 1983 ont orienté et suivi l'activité du parti depuis la convention nationale de Cachan en juin dernier. Sur l'ensemble de cette période, notre Congrès, maintenant relativement proche, aura à porter un jugement d'ensemble, ce qui justifie la relative brièveté et la modestie des propos qu'au nom de la direction du parti je tiendrai ce matin devant vous.
Cependant dès maintenant nous avons à apprécier le passé le plus récent et la situation qui en résulte, et je crois que ces données balisent, délimitent ce qu'est l'objet, ce que sera le contenu de cette convention nationale ; c'est déjà très important.
Au cours de ces derniers mois, le parti a, au milieu d'une bataille politique importante, sur laquelle je reviendrai, fait face à ses tâches d'information, de formation, de réflexion, condition de sa progression. Il a également tenu à approfondir le dialogue et la concertation avec les divers représentants du monde syndical et les forces représentatives concernées par les réformes en cours, notamment celles de l'enseignement supérieur.
Enfin, le parti n'a pas relâché son effort de mobilisation ; des réunions régionales de travail ont eu lieu dans toute la France, une campagne dans les entreprises, une campagne d'adhésion, ont été ou sont sur le point d'être lancées.

Nos tâches d'information : faire connaître les positions du parti à travers toutes les occasions fournies par l'actualité, tels les objectifs que se fixe notamment le secrétariat national à la presse. Son action ne se borne pas à cela, ce secrétariat a préparé deux émissions officielles du parti sur T.F.1, France-Inter, organisé plusieurs conférences de presse et le porte-parole du parti rencontre tous les lundis la presse.
Enfin, le premier secrétaire a participa à "Face au Public" sur France-Inter le 28 mars, au "Grand Jury R.T.L.- Le Monde" le 8 mai, votre serviteur au "Club de la Presse d'Europe 1" le 20, le président du groupe Parlementaire au "Grand Jury R.T.L.- Le Monde", et ce soir le président de l'Assemblée Nationale, Louis Mermaz, participera également à cette émission.
Le Secrétariat National à l'information des militants a fait le bilan des diverses initiatives qu'il a menées : lettre aux adhérents, pendant la campagne des municipales, "Allô PS" diffusant régulièrement son message hebdomadaire. A partir de cette expérience apparaît soulignée l'utilité d'une information directe pour l'ensemble des adhérents.
Nos tâches de formation : le secrétariat national a préparé des actions de formation très considérables qui vont se dérouler au cours de l'été : deux forums, quatre stages, trois stages MJS., 2 stages entreprises, un stage luttes des femmes.
Le secrétariat national aux entreprises a prévu de son côté un stage réservé aux militants des entreprises nationalisées, qui se tiendra début juin, afin de préparer ces camarades à la prise de responsabilité dans le cadre de la loi de démocratisation du secteur public.
Tâche de réflexion : c'est naturellement d'abord le rôle des commissions d'études du parti.
La commission recherche a rencontré le nouveau Ministre de la Recherche pour une discussion approfondie.
La commission économique et la commission transports travaillent actuellement sur le IXème plan.
La commission affaires sociales mène une réflexion sur le budget social.
La commission défense approfondit sa réflexion sur les industries d'armement.
Un groupe de travail représentatif du Bureau exécutif a été chargé d'étudier la sécurité dans les villes et de populariser le rapport Bonnemaison pour répliquer à la campagne de la Droite sur la prétendue insécurité.
Le secrétariat national aux collectivités locales a apporté sa contribution à la réflexion sur le transfert des compétences, le secrétariat national à l'agriculture et au monde rural a quant à lui fait avancer plusieurs dossiers délicats :

- agriculteurs en difficulté
- pluralisme syndical
- offices par produits.

Le secrétariat national à l'action culturelle a organisé une journée de réflexion sur les thèmes "industrie des programmes et des services".
Le secrétariat à l'urbanisme, cadre de vie, environnement a animé trois journées de travail, celle de la commission nationale mer, celle de la commission

aménagement du territoire et celle du groupe logement.
Le secrétariat national au secteur public a consacré une journée à la réflexion sur les nouveaux moyens de communication et prépare pour les 4 et 5 juin les journées fonction publique, auxquelles je faisais allusion tout à l'heure.
Enfin la délégation à l'éducation tient en ce moment même un colloque international sur "Quelle école pour les 11-15 ans ?"
Maintenant les interventions du parti.
Le Parti Socialiste a d'abord été présent au récent Congrès de l'internationale Socialiste. Une délégation importante de notre parti, conduite par le premier secrétaire Lionel Jospin, a participé à l'ensemble des débats et chacun a pu constater l'importance des interventions et l'influence des interventions du Parti Socialiste Français.
Pour la première fois une résolution très complète sur le Moyen-Orient a pu être adoptée à l'unanimité.
Le secrétariat national aux relations internationales a en règle générale poursuivi son effort d'explication sur nos positions en matière de paix et de désarmement et, dans les circonstances dont chacun sait à cet égard l'extrême importance cette année, le secrétariat national aux luttes des femmes a participé quant à lui activement au Congrès de l'internationale des femmes, dont les résolutions finales soulignent le droit des femmes à la pleine citoyenneté, d'abord économique.
Le secrétariat aux Droits de l'Homme a constitué un dossier à l'intention des 36 délégations à la conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe, pour dénoncer les violations des accords d'Helsinki dans plusieurs pays, notamment la Pologne, l'U.R.S.S., la Tchécoslovaquie et la Turquie.
Parallèlement le parti, à l'intérieur, a joué son rôle de force de dialogue et de concertation.
Le secrétariat national aux relations extérieures a préparé les diverses rencontres ayant eu lieu entre les délégations de notre parti, conduites par le premier secrétaire et celles des grandes centrales syndicales : Force Ouvrière, le 20 avril, la CFDT le 27 avril, la CGT le 4 mai, la FEN le 5 mai, la CGC le 16 mai, la JOC également le 11 mai
Le sentiment général, mais peut-être d'autres précisions seront-elles apportées au cours de cette journée, notamment par le secrétaire chargé de ce secteur, Marcel Debarge, d'après le compte rendu adopté par le Bureau exécutif, est d'abord celui d'un bon climat de l'ensemble de ces rencontres, y compris avec les organisations dont le moins que l'on puisse dire est qu'elles ne portent pas à notre politique une sympathie particulière, et d'autre part dans tous les cas, y compris dans ces cas-là, un certain nombre de constats de convergence encourageants pour notre action en général.
Cela a été là une épreuve je crois très concluante quant à l'influence du parti, quant à nos capacités d'intervention dans des secteurs décisifs.
Enfin, dans cet ordre d'idée, il me faut rappeler ici l'événement important qu'a constitué - et sur lequel le Comité directeur de mars a bien entendu fait un rapport complet - en janvier dernier la rencontre des acteurs du changement, la

réunion préparée par toute une série d'initiatives régionales souvent très réussies, de forces diverses, proches ou moins proches du Parti Socialiste, et qui donc témoignent là encore de l'ampleur de notre influence. Cela a été l'occasion de débats, d'échanges, préparant ou assurant un certain nombre de conclusions et qui, comme vous le savez, portent au-delà de nos frontières, puisque cette rencontre de janvier a été l'occasion aussi de la réunion des principaux leaders des grandes forces Socialistes d'Europe et notamment des grandes forces Socialistes au pouvoir.

Tout récemment cette réunion a eu son prolongement par une nouvelle journée de travail qui a abouti à des conclusions dont chacun aura mesuré l'importance et qui, nous le sentons bien, marque que les Socialistes au pouvoir non seulement dans les pays dits de la Méditerranée mais également en Suède, sont de plus en plus en harmonie avec la politique que nous préconisons sur le plan international, notamment dans les rapports Nord/Sud, notamment dans la conception de la lutte pour sortir de la crise.

Dans les circonstances présentes, y compris à quelques heures de l'ouverture de la réunion internationale que vous savez, cet événement doit être considéré comme de très grande importance et sera, dans les mois et les années à venir, à coup sûr de très grande conséquence.

L'action du parti.

Elle est également marquée par l'activité du secrétariat à la jeunesse qui a participé notamment aux discussions avec les syndicats des étudiants de Gauche, sur le projet de réforme de l'enseignement supérieur, en liaison avec le groupe Parlementaire et le gouvernement ; le parti a été présent dans le débat hospitalo-universitaire, par son délégué général à la santé. Le parti a participé à toutes les discussions importantes et est intervenu comme principale force de soutien au changement, en parti majoritaire jouant pleinement son rôle.

Si, à l'heure qu'il est, d'une part au travers de la procédure Parlementaire, on peut juger longue et parfois pesante, mais mes chers camarades ce sont les contraintes salutaires de la démocratie, si aujourd'hui cette réforme au travers du débat Parlementaire s'achemine vers son adoption par l'Assemblée Nationale, si d'autre part, après une phase difficile, on peut dire que les éléments provocateurs de l'extrême Droite dans le milieu étudiant et universitaire ont été isolés, et je crois pouvoir avancer à l'heure qu'il est, politiquement battus, je ne dis pas nécessairement définitivement battus, mais ayant subi incontestablement un échec, je crois que les forces du Parti Socialiste, de la jeunesse Socialiste, de son secrétariat à la jeunesse y sont pour beaucoup et que ce doit être une indication sur le style de travail, la méthode de travail, l'orientation de notre activité de parti au pouvoir.

Enfin, le Parti a porté une grande part, en règle général, de son effort de mobilisation, d'abord sur les entreprises. Il a mené, comme le Comité directeur des 26 et 27 mars l'avait décidé, une campagne en direction des entreprises. Un récapitulatif des nouveaux droits des travailleurs a été adressé. Une campagne de recrutement, d'implantation dans les entreprises a été organisée pendant le mois de mai et continuera début juin, avec un temps fort dans la semaine du 6 au 10

Fondation Jean-Jaurès

juin, comportant notamment l'intervention de nombreux dirigeants du parti dans une série où, à proximité d'une série d'entreprises importantes dans tout le pays.
Le secrétariat national aux fédérations, en liaisons avec notamment le secrétaire à la communication propagande, a préparé la grande campagne d'adhésions que j'évoquais tout à l'heure et dont les modalités vous seront présentées aux cours de cette convention même.
Enfin, des réunions régionales de travail ont été tenues dans toute la France, regroupant les membres des commissions exécutives, les élus locaux, les membres du Comité directeur, en présence de représentants du Bureau exécutif.
Le secrétariat national à la coordination a assuré l'organisation de ces réunions régionales de travail destinées à faire le point sur la situation du parti, les perspectives qui s'offrent à lui dans l'ensemble du pays.
Le bilan dans l'ensemble sera analysé par le Bureau exécutif. Il eut été un peu prématuré de le dresser aujourd'hui, les dernières réunions ont eu lieu avant-hier seulement. Je tiens à dire dès maintenant, au travers de réelles inégalités quant à la réussite, à la participation à ces réunions, dans la majorité des cas elles ont montré le degré de conscience politique, de mobilisation de l'ensemble des forces du parti.
Le secrétariat national à la coordination, outre cette tâche, a, bien entendu, assuré ses tâches courantes de liaison entre les divers secteurs, les diverses campagnes d'action, et assuré l'information régulière, hebdomadaire, des divers secteurs d'activité du parti.
Voilà ce qui a été fait dans le contexte et dans l'évolution des événements que nous avons connus depuis notre dernière instance nationale.
Naturellement, depuis la rentrée de l'automne 1982, l'activité du parti s'est organisée essentiellement en fonction de la préparation des élections municipales. Puis il a dû tirer un certain nombre d'enseignements de cette consultation. Cette activité s'est toutefois inscrite dans le contexte qu'était l'effort d'assainissement économique, caractérisé par le train de mesures de juin 1982, puis par le nouveau train de mesures de mars 1983.
Sur le premier point, le Comité directeur de mars a approuvé l'analyse présentée par le secrétariat du parti sur la campagne des élections municipales et sur leurs résultats, telle qu'elle est exprimée dans le document qui vous est remis en annexe. Il appartient naturellement à la convention nationale, et c'est même son objet principal, je dirai régulier, statutaire, de donner à son tour son appréciation qui sera nécessairement de grande conséquence.
Les élections municipales sont en effet toujours un événement majeur de la vie. politique, et je dirais que celles-ci l'étaient particulièrement.
Les municipalités sont un moyen essentiel de notre enracinement. Ce type d'élection donne enfin une indication très affinée sur l'état de notre influence politique.
Or le Comité directeur de fin mars a considéré que compte tenu du moment difficile ou se situaient ces consultations, du fait de la persistance, voire de l'aggravation de la crise mondiale, du fait des résistances d'ailleurs inévitables au stade actuel à la politique du changement, des dispositions rigoureuses qui

avaient du être mises en oeuvre, du nouveau train de mesure qui dès ce moment étaient envisagées, sans faire de triomphalisme qui serait déplacé, nous avons su faire face.
Nous avons apprécié comme il se devait ce qu'a été le va et vient d'un certain nombre d'abstentionnistes de la Gauche entre les deux tours et nous e avons tiré un certain nombre de conclusions.
Les études qui ont été faites depuis confortent, en règle générale, les conclusions qui nous avions tirés il y a deux mois.
Je me permets pourtant, du haut de cette tribune, d'insister auprès de toutes les fédérations dont seule une minorité a pour le moment répondu à notre invite – mais je comprends bien qu'il y a beaucoup d'autres tâches – à procéder à l'analyse minutieuse, notamment dans les secteurs urbains et peri-urbains, des phénomènes électoraux qui se sont produits à ce moment là, et notamment là où il y a eu des reculs entre les deux tours.
Chers camarades, ce n'est pas là un travail académique, c'est un travail de grandes conséquences politiques pour la conduite, dans les prochains mois, de la politique du parti.
Comment en parallèle, si j'ose dire, apprécier à l'heure qu'il est l'effort d'assainissement économique et l'action du parti dans ce contexte ?
Comme toujours, partons des faits. Au moment ou intervenait le réaménagement monétaire de mars 1983 et les mesures dites d'accompagnement, le gouvernement de la Gauche avait réussi à faire reculer l'inflation tout en jugulant l'augmentation du chômage. Ce sont là deux constatations de base que nous avons faites il y a deux mois, qu'il nous faut renouveler aujourd'hui.
Seule des grands pays industriels de l'Ouest, la France avait obtenu dans ce contexte, en 1982, une croissance positive.
Bien entendu c'est le constat que nous avons fait, et qu'à coup sûr, le gouvernement d'abord a dû faire, ces succès ont eu leur contrepartie dans la détérioration de notre balance commerciale, et le dispositif mis en place fin mars a pour but d'y porter remède. Les résultats d'avril sont une indication encourageante, dont il ne faut naturellement pas surestimer la signification – on juge sur une courbe pas sur un chiffre, nous le savons tous – sur l'efficacité de ce dispositif.
Le Comité directeur, il convient naturellement de la rappeler au seuil de cette convention nationale, a donné fin mars une approbation unanime au dispositif gouvernemental, et les campagnes engagées doivent contribuer à donner, sur les lieux de travail notamment, les explications nécessaires.
Au cours même de cette journée, les secrétariats compétents, communication propagande, entreprises, fédérations, donneront toutes les précisions sur les campagnes en cours, ou en préparation.
L'effort pédagogique du parti a tout son prix, dans cette phase tendue, difficile, qui est un maillon rugueux de la continuité de notre politique. L'opinion attend beaucoup de nos explications. Notre soucis doit être, et lui aussi a été exprimé unanimement fin mars – et sans doute peut-on penser que la convention pourra renouveler cet engagement unanime – celui de la cohésion avec les forces

sociales et politiques qui ont fait le 10 mai et qui feront la réussite.
Observons que les chefs de la Droite, conscients au delà de certaines rodomontades auxquelles faisait allusion Marcel Debarge tout à l'heure, conscients pour les plus lucides et les plus responsables d'entre eux, que dans cette bataille difficile, oui, camarades, la Gauche a marqué des points, se montrent plus prudents dans leur expression. Mais observons en même temps que leur travail en profondeur, dont nous avons souvent eu l'illustration pendant la campagne des municipales, leur travail sur le terrain, leur travail dans les associations, s'intensifie.
Observons aussi qu'en parallèle, les éléments les plus extrêmes de la Droite dictent de plus en plus souvent son idéologie à l'ensemble de la Droite, et je fais allusion notamment au pilonnage de ces dernières semaines lancé par le club de l'horloge, mais repris par les organes les plus officiels de la Droite, sur le thème anti-égalitaire, et qui résume la résurgence des courants les plus réactionnaires de la Droite Française. Voilà la réalité de leur comportement aujourd'hui.
(Applaudissements).
Chers camarades, toutes nos forces sont tendues vers le succès de la politique de la Gauche, animée par les Socialistes. Nous aurons bientôt, dans le cadre de règles communes, à débattre des meilleurs conditions à réaliser pour assurer le succès.
Aujourd'hui, en convention nationale statutaire, nous avons à examiner ensemble, et c'est déjà une tâche importante, comment nous avons travaillé et comment nous allons travailler pour cette réussite commune.
(Applaudissements).

Le Président
Si vous le voulez bien, nous allons ouvrir le débat général à partir du rapport présenté par Jean Poperen.
Je salue l'arrivée de Pierre Mauroy.
(Vifs applaudissements).
Très rapidement, en saluant l'arrivée de Pierre Mauroy, je lui souhaite également la bienvenue de la part de cette ville du Pré-Saint-Gervais qu'il connaît pour y être venu à plusieurs reprises, notamment au moment de la campagne des élections présidentielles.
Donc, au nom de la ville du Pré-Saint-Gervais et des Socialistes du Pré-Saint-Gervais et de la Seine-Saint-Denis, et également au nom de la convention nationale, bienvenu à notre camarade Premier Ministre !
(Applaudissements).
Je prends les inscriptions des camarades pour le débat général…
Il ne semble pas y en avoir beaucoup, j'ai un inscrit !
Je donne la parole à Jean-Paul Bachy.

Jean-Paul Bachy
Chers camarades, dans le cadre du rapport d'activités, Jean Poperen soulignait toute l'importance que le parti et sa direction accordent au travail politique et en

Contribution Jean Jaurès

direction des entreprises. Je crois qu'effectivement c'est notre ambition sur ce terrain d'aller toujours plus loin.

La Droite a été évacuée du gouvernement et de l'Assemblée Nationale qu'elle dominait sans partage depuis des années, et minoritaire au Parlement, elle cherche manifestement sa revanche sur d'autres terrains. Elle mène un combat offensif et systématique au sein de l'appareil d'Etat, au sein de l'administration et à travers la presse où ses hommes sont en place.

Mais la Droite surtout se montre très active sur le terrain économique et social, et notamment dans l'entreprise, qui devient de ce fait le lieu essentiel de la bataille.

Pour ceux qui en douteraient encore, tout montre que l'entreprise n'est pas un lieu neutre politiquement, car la Droite y développe des stratégies très claires, l'accentuation systématique des divisions catégorielles. Là ou la Gauche, là où les Socialistes oeuvrent pour rassembler, pour mobiliser à travers un même fond de classe tous ceux qui ont adhéré au changement, la Droite au contraire cherche à exaspérer les corporatismes. Elle cherche à regrouper certaines catégories sur le privilèges ou leurs avantages acquis, et certaines manifestations récentes auxquelles Marcel Debarge et Jean Poperen faisaient allusion, celle des agriculteurs, puis celle des professions libérales, puis de petits patrons, puis des cadres, puis de certaines catégories d'étudiants montrent que cette entreprise, même si elle a un inégal succès, n'en est pas moins dangereuse par rapport aux efforts qui sont faits par la Gauche.

La Droite cherche également sans pudeur à retourner contre le gouvernement et contre le pouvoir Socialiste certaines de ses propres réformes. On l'a vu par exemple dans la mise en œuvre de certaines consignes patronales, lorsque les 39 heure sont été adoptées ou la 5ème semaine mise en œuvre. En interprétant de manière systématiquement restrictive les dispositions des lois et en mettant en cause les avantages acquis par les travailleurs les plus modestes, la Droite cherche à susciter des mouvements de mécontentement ou de rejet par rapport à la politique gouvernementale, de telle sorte qu'elle exploite de manière démagogique toutes les revendications encore non satisfaites.

Cette stratégie se développe aussi dans le secteur public et nationalisé où la Droite, chaque fois qu'elle contrôle la hiérarchie, cherche à bloquer le changement ou à le discréditer.

A cela s'ajoutent les appels ouverts au désordre, à la violence, au racisme, à une régression quotidienne, qui dans certains secteurs, dans certaines entreprises sont insupportables.

Tout cela rend prioritaire notre effort sur le terrain des entreprises, et cet effort est d'autant plus nécessaire que les décisions prises par le gouvernement avec raison ouvrent de nouveaux champs au débat politique. L'extension des droits des travailleurs, par exemple, permet de prolonger la démocratie politique par la démocratie économique. Mais il faut bien voir qu'en élargissant ces droits des travailleurs, nous élargissons aussi et nous multiplions d'une manière considérable les enjeux et les terrains du pouvoir, et il serait illusoire d'imaginer qu'en démocratisant d'avantage les entreprises, on ne crée pas en même temps

un débat politique beaucoup plus large encore que par le passé sur les lieux de travail.

Dans le secteur public et nationalisé où le gouvernement est directement responsable en tant qu'employeur, nous ne devons surtout pas donner le sentiment du retrait ou de la timidité. A cet égard un effort considérable reste à faire, car le secteur public ne joue que très imparfaitement encore son rôle dynamique d'entraînement sur le plan économique et social. Lorsque les travailleurs sont en butte à la répression ou au refus délibéré du changement dans les entreprises privées, ils le comprennent car ils se heurtent alors aux forces patronales traditionnelles qui se sont toujours opposés au progrès social.

Mais lorsque les résistances les plus vives se manifestent même dans les entreprises publiques, ils ne comprennent plus car c'est alors l'Etat qui est en cause et c'est pourquoi une large démocratisation des entreprises publiques et la mobilisation de toutes les forces organisées dont nous disposons dans ce secteur sont le meilleur moyen de réussir nos paris économiques et de gagner la bataille pour la reconquête du marché intérieur et pour le redéploiement industriel.

Faire accéder les travailleurs à la responsabilité économique, c'est l'une des grandes ambitions des Socialistes. Contrairement à ce que dit la Droite, il n'y a pas d'opposition entre la démocratisation des choix économiques et l'efficacité des entreprises. Au contraire, une intervention plus large des travailleurs, parce qu'ils connaissent bien les problèmes concrets qui se posent dans l'atelier ou le bureau, conditionne directement la compétitivité, donc la réussite économique des entreprises et notre effort par rapport à d'autres pays et à d'autres entreprises qui concurrencent les nôtres.

Nous avons, depuis deux ans, progressé dans notre implantation sur le terrain des entreprises. Nous avons aujourd'hui près de 2.000 sections et groupes Socialistes d'entreprises. Cette implantation est conforme aux objectifs que nous nous étions fixés lors de la Conférence nationale entreprise d'Epinay, au mois de mai de l'année dernière, mais nous pouvons aujourd'hui faire beaucoup plus et beaucoup mieux, si non seulement la Direction nationale du Parti accentue ses efforts, mais si l'ensemble des fédérations crée également les relais indispensables et fait le travail en profondeur nécessaire.

Toutes les fédérations, sur la base des fichiers d'adhérents et de sympathisants dont elles disposent, ainsi que leurs élus, doivent organiser un travail d'implantation systématique pour couvrir, branche par branche, l'ensemble des secteurs d'activité.

Une attention privilégiée doit être accordée dans ce travail d'implantation au secteur stratégique, dans le secteur nationalisé, notamment, mais aussi et peut-être davantage encore à tout le tissu des petites et moyennes entreprises où l'action est souvent plus difficile parce que les militants politiques et syndicaux y sont plus isolés et la répression patronale plus redoutable.

Dans le cadre de la campagne que nous organisons, nous constatons que, dans beaucoup de fédérations, un effort est entrepris, des objectifs sont définis. Nous suggérons, dans le cadre de cette campagne, que partout se tiennent des réunions de Commissions exécutives fédérales ou des Conventions fédérales consacrées à

l'action du Parti sur le terrain économique et social et consacrées à l'organisation de son travail de propagande et d'organisation en direction des travailleurs.

Nous suggérons que des bilans annuels soient établis, qu'un plan d'action soit arrêté par toutes les instances de la fédération. Pourquoi ne pas imaginer, par exemple, comme cela se fait dans quelques fédérations, des Conférences fédérales entreprises annuelles, comme cela se fait tous les deux ans à l'échelon national.

Enfin, des campagnes spécifiques doivent être organisées pour populariser l'un des aspects principaux, l'un des acquis essentiels de la politique du changement, à savoir les droits des travailleurs.

Sur ce point, les choses avancent dans le pays. Il y a actuellement sur le droit d'expression dans les entreprises environ 700 à 800 accords qui ont été négociés dans des entreprises publiques et privées. Pratiquement, 4.000 entreprises sont en cours de négociations. C'est bien peu par rapport aux objectifs qui doivent être atteints, mais cela montre que, contrairement à ce que l'on dit, il n'y a pas dans ce domaine indifférence de la part des organisations syndicales, de la part des travailleurs, mais il y a peu à peu et en profondeur un mouvement qui s'amorce et une prise de conscience qui se précise.

Nous avons, en tant que Parti Socialiste, notre contribution à apporter dans cette campagne d'explication des lois Auroux car nul n'est mieux placé que les Socialistes, les élus du Parti mais aussi ses militants, pour expliquer des lois qu'ils ont fait voter et dont ils ont lieu d'être fiers.

Notre travail, en ce domaine, n'est pas antinomique de celui que les confédérations syndicales qui apportent leur soutien à ces lois peuvent apporter par ailleurs. Il y a complémentarité, mais nous devons, quant à nous, prendre les moyens indispensables pour que, déjà, partout, dans les fédérations, nos propres adhérents, nos propres militants soient informés de ces textes. Pourquoi, par exemple, ne pas faire comme cela se fait dans le cadre de la campagne que la Direction du Parti a amorcée, des stages de formation spécifique sur ces droits nouveaux ces travailleurs ? Le Parti, Secteur entreprise et Secteur formation, met à la disposition des fédérations des moyens en ce domaine, des canevas types de stages, et des camarades pour aller sur le terrain les animer. Pourquoi ne pas imaginer que nos élus, dans les fédérations, canton par canton, circonscription par circonscription, suscitent des réunions d'information avec les comités d'entreprises dont ils rencontrent souvent les animateurs, lorsque ces entreprises ont des difficultés d'emploi, mais par rapport auxquels il faudrait peut-être qu'ils prennent aussi plus souvent les devants pour susciter des tables rondes et des discussions pour populariser ces textes ou analyser les difficultés que rencontrent les travailleurs ?

Pourquoi ne pas imaginer également qu'une documentation soit systématiquement diffusée par le Parti en ce domaine ? Nous comptons bien que, lors de la semaine du 6 au 10 Juin qui doit marquer le temps fort de cette campagne de popularisation des lois Auroux, dans toutes les fédérations, les militants, les secrétaires de sections et les élus iront sur le terrain, dans les

entreprises.
Le Secrétariat national du Parti et beaucoup de membres du Bureau exécutif ont répondu sur ce point à des demandes de fédérations pour aller faire des prises de parole à la porte des entreprises, animer des réunions de travail, faire des conférences de presse, multiplier donc les initiatives.
Le premier secrétaire du Parti lui-même, Lionel Jospin, ira pour sa part, d'une part, dans un département, devant les usines ALSTOM à Saint-Ouen, et d'autre part, quelques jours auparavant, en Moselle, dans une entreprise sidérurgique, SACILOR, pour avoir une rencontre avec les travailleurs et s'expliquer sur ces nouveaux droits.
L'ensemble des membres du Bureau exécutif, pratiquement, ont donné leur accord pour participer à des réunions de ce type dans toutes les fédérations qui nous en ont fait la demande. Là où il n'a pas été possible que les camarades du national soient présents, il est indispensable que les fédérations prennent d'elles-mêmes les devants et suscitent un certain nombre d'initiatives de ce genre. Nous pensons au niveau national que c'est absolument indispensable.
A l'occasion des élections présidentielles de 1981, les Socialistes ont réussi à démontrer que la classe ouvrière leur faisait confiance. Cela s'est traduit au premier tour des élections par le succès de François Mitterrand, qui est arrivé en tête de la Gauche et au second tour, par la victoire éclatante de la Gauche contre Giscard d'Estaing.
Pour nous, aujourd'hui, il s'agit de consolider cet avantage en termes d'influence militante et de capacité d'organisation. Nous sommes en bonne voie, mais il faut faire vite par rapport à une Droite revancharde, agressive, qui s'organise et qui sur ce terrain comme ailleurs, cherche à peser et cherche à marquer des points et à nous porter des coups.
De même, il nous faut expliquer, informer, faire comprendre sans relâche la portée des nouveaux textes des acquis sociaux considérables que le gouvernement a fait voter et a fait passer depuis deux ans.
Cette Convention nationale et dans quelques mois le Congrès du Parti doivent marquer une nouvelle étape dans l'affirmation du Parti Socialiste comme parti de rassemblement, comme parti représentant les intérêts du monde du travail. Du succès des Socialistes dans cette entreprise dépendent non seulement notre propre avenir, le succès du gouvernement, mais aussi la transformation démocratique de notre société.
(Applaudissements)

Le Président.- Dans la présentation tout à l'heure, je me suis un peu trompé. Le camarade Jean-Paul Bachy a présenté un rapport sur les entreprises qui fait l'objet de l'ordre du jour de cette Convention. Il y a Paul Quilès qui a un rapport sur la campagne d'adhésion à présenter également. Je vais lui donner la parole tout de suite. Après, nous enchaînerons sur le débat général.
Paul Quilès, tu as la parole.

Paul Quilès

Chers camarades, je ne vais pas vous faire un rapport sur la campagne d'adhésion à proprement parler, mais essayer de réfléchir devant vous à ce que signifie cette campagne d'adhésion décidée par le Comité directeur du mois de mars.

Campagne d'adhésion, ce n'est pas simplement une espèce de tradition, une formalité pour augmenter un petit peu les effectifs du Parti ou pour accompagner ce mouvement que nous ressentons depuis les élections municipales de sympathisants qui viennent vers nous, qui demandent à prendre leur carte pour aider le Parti Socialiste, ou peut-être aussi parce qu'ils sont inquiets de la montée de la Droite dans notre pays.

Je crois que cette campagne d'adhésion doit être autre chose ; ce doit être l'occasion de nous poser la question que je vous pose aujourd'hui : est-il raisonnable, est-il souhaitable, est-il possible d'envisager un Parti Socialiste à 400.000 ou à 500.000 adhérents ?

Voilà la question que je voudrais vous poser.

Nous avons coutume de dire que le Parti Socialiste est un parti de masse, et je crois que nous avons raison, parce qu'un parti de masse, c'est d'abord un parti qui a une certaine forme de structures, un certain mode d'organisation ; ce n'est pas un parti de notables, ce n'est pas simplement un parti de cadres, et cette définition même est bien celle qui correspond le mieux à la réalité, à la nature du Parti Socialiste. Seulement, peut-on être véritablement un parti de masse lorsque l'on représente aussi peu une population ?

Et je voudrais vous rappeler quelques chiffres que l'on a peut- être trop peu à l'esprit.

Nous sommes actuellement 200.000 adhérents, c'est-à-dire 0,4% de la population française. Je sais que la répartition est inégale et dans certaines fédérations, on arrive, par exemple, à certaines grosses fédérations du sud de la France, à 1,2% et le maximum, maximum absolu, est de 2%. C'est relativement peu de chose lorsque l'on compare avec certains Partis Socialistes étrangers. Je prendrai, par exemple, le Parti Socialiste Autrichien qui représente 10% de la population avec 800.000 adhérents ; le SPD. 850.000, ou même la Grande-Bretagne ; je sais bien que, là, il y a une situation particulière du fait qu'il y a des adhérents syndicaux, environ 5 millions, plus un million d'adhérents individuels. Donc, nous sommes, comparés aux autres Partis Socialistes étrangers, relativement un petit parti.

Regardons aussi les chiffres qui marquent l'évolution quantitative des effectifs du Parti Socialiste depuis 1920. Les chiffres, il est bon de les garder présents à l'esprit lorsque l'on parle de parti de masse.

En 1920, la SFIO. avait 180.000 adhérents. En 1921, pour les raisons que vous savez, le chiffre est passé, est tombé à 50.000. Au moment du Front Populaire, grand afflux d'adhérents, on est passé de 120.000 en 1935 à 200.000 en 1936, et 286.000 en 1937, c'est-à-dire que, sous l'effet du Front Populaire, de la victoire de 1936, il y a eu un afflux de 170.000 nouveaux adhérents, c'est-à-dire une augmentation de 140%.

Autre afflux compréhensible après la guerre, au moment de la Libération : 335.000 adhérents en 1945, 355.000, ce qui est le maximum, en 1946 et une chute, pour les raisons que vous connaissez bien, en 1949, 157.000 adhérents, c'est-à-dire une chute de 200.000 adhérents.
Ce sont des mouvements importants.
Autre mouvement, au moment de la création du Parti Socialiste d'Epinay : en 1970, 90.000 adhérents, en 1973, 108.000, en 1975, après l'élection présidentielle de 1974, 140.000 adhérents, c'est-à-dire une augmentation de 40%.
On retrouve à peu près la même augmentation après l'élection de 1981, où nous sommes passés de 160.000 en 1980 à 200.000 en 1982, donc environ 40.000 adhérents de plus.
Excusez-moi de vous donner ces quelques chiffres, mais je crois qu'ils sont bons pour fixer les idées et pour nourrir notre réflexion.
Un parti de masse aujourd'hui, un Parti Socialiste parti de masse, pourquoi faire ?
D'abord, pour être mieux "immergé", si je puis dire, dans la société civile, pour avoir une meilleure liaison avec les mouvements sociaux, mais aussi, et c'est important - nous aurons l'occasion d'en parler pendant la préparation du Congrès - pour aider à la transformation d'un parti de conquête du pouvoir en un parti d'exercice du pouvoir.
Je crois qu'un Parti Socialiste plus nombreux contribuera à donner plus de force au Parti Socialiste pour jouer un rôle important dans la recherche et l'application de ce compromis économique et social dont nous parlons depuis le Congrès de Valence.
Un parti de masse, il faut bien s'en rendre compte, chers camarades, c'est une idée qui va à contre-courant de l'opinion publique, à contre-courant aussi de certaines analyses au sein de notre propre parti, où il existe bien trop souvent une attitude élitiste. La notion de parti d'avant-garde, je crois qu'elle existe aussi en notre propre sein, dans nos sections ; l'idée de l'examen de passage, de la période probatoire pour les nouveaux adhérents, cela existe aussi ! Regardez autour de vous et vous verrez que c'est plus répandu qu'on ne peut le croire.
Idée à contre-courrant aussi dans l'opinion publique. Ne parle-t-on pas du dépérissement des grands appareils, de la crise des grands appareils ? Il est certain que dans la période que j 'appellerai de fin de l'ère des certitudes, que nous connaissons actuellement, liée à la crise économique et sociale, cette idée d'un parti de masse n'est pas très bien reçue. On doute de tout, on doute de toutes les grandes: organisations, on doute donc aussi de la nécessité des partis politiques. Malgré cela, il me semble que nous devons assumer, sans honte, ce que j'appellerai notre réalité "partidaire". Le parti politique n'est ni une survivance, ni un archaïsme, il est une nécessité, d'abord pour garantir le pluralisme dans un processus démocratique, ensuite pour permettre de formuler un projet politique, mais également - et nous le vivons actuellement de façon très intense - il doit être un intermédiaire entre la société et l'Etat, et enfin il doit être - et il est le seul à pouvoir véritablement le faire - le porte-parole d'intérêts

matériels et moraux des différents groupes sociaux qui animent notre société.
Dans un système représentatif, dans un système parlementaire comme celui que connaît notre pays, il me semble qu'il ne peut y avoir de structure de substitution au parti politique. Personne jusqu'ici n'a pu conceptualiser ni réaliser l'alternative institutionnelle ou structurelle au parti politique.
Ce qui ne signifie pas, bien entendu, que les partis politiques ont le monopole de la représentation sociale, politique ou idéologique. Il y a les syndicats, il y a les associations, il y a divers mouvements, je pense au mouvement écologique, au mouvement féministe, mouvements avec lesquels le Parti Socialiste doit entrer, bien entendu, en rapport.
Mais, contrairement à certaines idées trop souvent répandues, je voudrais dire - et j 'en suis totalement convaincu pour l'avoir vécu aussi lorsque j'étais syndicaliste - que les partis politiques, comme les syndicats, ne souffrent pas en France d'un excès de puissance, mais plutôt d'une certaine faiblesse, et les syndicalistes qui sont ici savent très bien que, dans une entreprise, un syndicat fort est plus respecté qu'un syndicat faible ; il en va de même dans la société pour les partis politiques.
N'ayons pas cependant, chers camarades, de complexe, regardons-nous tels que nous sommes.
Le Parti Socialiste, malgré quelques reculs électoraux, est encore la première force électorale du pays : plus de 1.000 conseillers généraux, 330 parlementaires, 520 maires de communes de plus de 3.500 habitants. Notre parti est une grande force électorale et c'est lui - tous les sondages en témoignent - qui a la meilleure cote de confiance parmi les Français.
Notre Parti est aussi un parti à dominante populaire, bien que, là aussi, il y ait des différences suivant les départements.
Notre Parti est également le seul parti au fonctionnement véritablement démocratique en France.
Voilà pour les points positifs.
Il y a, de l'autre côté, des insuffisances que vous connaissez.- un parti trop faiblement inséré dans les entreprises et dans les mouvements sociaux, un parti aussi - je l'ai dit - qui représente une trop faible proportion de la population, et même de notre électorat.
Alors, se pose la question, et je voudrais y répondre très rapidement : comment faire du Parti Socialiste un parti de masse ?
D'abord, bien entendu, par la campagne d'adhésions qui a été demandée par le Comité directeur. Vous trouverez quelques éléments dans les dossiers qui vous ont été remis.
Cette campagne comprend d'abord un appel à l'adhésion. L'adhésion de qui ? Des sympathisants. Il ne faut pas croire que l'on se convertit brutalement au Socialisme, que l'on vient brutalement au Parti Socialiste ; l'adhésion est généralement le moment où l'on concrétise une démarche qui vient de loin.
C'est la raison pour laquelle cette campagne s'adresse aussi aux responsables que vous êtes et à tous les cadres du Parti. Vous trouverez dans ce dossier quelques éléments que nous avons voulu mettre de façon humoristique - une fois

n’est pas coutume - destinés aux cadres de notre Parti pour leur expliquer l’importance de l’accueil des nouveaux adhérents.
Il faut sortir de ce qu’on pourrait appeler ce malthusianisme dans notre Parti. Un nouvel adhérent qui arrive, on le regarde d’un air bizarre. C’est quelqu’un que l’on ne connaît pas, qui ne parle pas comme nous, qui n’a pas les mêmes préoccupations. Eh bien, je crois, chers camarades, qu’il faut un véritable changement de mentalité à cet égard, si nous voulons faire du Parti Socialiste un parti de masse.
(Applaudissements)
Cette campagne, je viens de le dire, doit s’accompagner d’une évolution de tout notre Parti. Pas question, bien entendu, de renier ce que nous sommes, de renier ce qui fait notre spécificité, mais je voudrais poser au Parti - vous poser - une série de questions :
Sommes-nous capables, sommes-nous prêts à faire des efforts pouvant aller parfois jusqu’à des remises en cause, d’abord, je l’ai dit, pour retenir les nouveaux adhérents, ensuite pour changer notre langage, notre discours dans les réunions de section, des langages, des discours moins codés, moins idéologiques ? En disant cela, je ne refuse pas, bien entendu, l’idéologie, je parle de ce qui se passe dans nos réunions de section et je crois que c’est indispensable si nous voulons la présence au Parti Socialiste de toutes les couches sociales, comme nous le demandons. J’ai remarqué, et vous aussi probablement, que bien trop souvent c’est dans les sections où l’on regrette le plus l’insuffisante représentation du monde ouvrier que l’on parle la langue la plus incompréhensible et la plus abstraite, et là aussi, chers camarades, il y a de gros efforts à faire.
(Applaudissements)
Sommes-nous capables de faire évoluer la formation à tous les niveaux du Parti, une formation plus adéquate, plus adaptée à ces nouveaux adhérents que nous rencontrons au Parti Socialiste depuis 1981 ?
Sommes-nous capables, voulons-nous un plus grand développement des sections d’entreprise, non seulement du nombre des sections, mais aussi des effectifs de ces sections d’entreprise ?
Sommes-nous capables de faire en sorte que le Parti soit le lieu de la synthèse des pratiques des militants dans leur appartenance à des milieux très divers ?
Voilà quelques questions auxquelles il nous faudra, au-delà de cette Convention nationale, répondre et demander à nos camarades responsables dans les fédérations de répondre.
C’est une campagne, vous vous en doutez, chers camarades, importante, et il en sera fait un bilan, il en sera fait un suivi périodique au niveau national. Je ne crois pas que ce soit la préparation de notre Congrès national qui doive freiner ce travail, bien au contraire ; la préparation du Congrès, c’est l’occasion de débattre, de s’interroger sur une ligne politique, bien sûr, de s’interroger aussi sur nous-mêmes, et il me semble que cette interrogation sur le rôle, sur la fonction, sur la nature même de notre Parti, est saine et naturelle dans le contexte actuel, je veux dire après deux ans d’exercice du pouvoir, ce qui est un

record de longévité pour la Gauche, après des résultats électoraux décevants, il faut bien le dire - je pense aux cantonales et aux municipales - et alors que nous ressentons mieux ce que j'appellerai une certaine crise des soutiens à la politique gouvernementale, alors que nous ressentons mieux le poids de l'environnement international, dominé par une crise dont nous voyons bien qu'elle va être profonde et de longue durée, alors que nous ressentons mieux le poids des contraintes institutionnelles sur le Parti Socialiste.
Quoi de plus normal, chers camarades, que nous nous interrogions dans ces conditions sur les moyens de nous préparer à la grande bataille de mars 1986, un de ces moyens étant précisément la transformation du Parti Socialiste en un véritable parti de masse ?
Je crois que l'enjeu, que l'on peut qualifier d'historique, que représenterait cette évolution, est un enjeu de taille. Il justifie que nous prenions au sérieux cette campagne qui doit être celle de tout le Parti et que nous sachions prendre les moyens d'atteindre l'objectif que nous nous fixons. Cet objectif est à notre portée si nous le voulons. J'espère, chers camarades, que nous saurons tous ensemble relever ce défi qu'aujourd'hui nous nous lançons à nous-mêmes. Je suis sûr que nous ne le regretterons pas.
(Applaudissements)

Le Président - La parole est à Jean-Pierre Chevènement.

Jean-Pierre Chevènement
Chers camarades, c'est la première fois que je m'exprime publiquement depuis mon départ du gouvernement.
Je voudrais vous dire que j 'ai quitté très normalement le gouvernement, car il ne peut y avoir deux politiques au gouvernement. Mais, s'il ne peut y avoir deux politiques au gouvernement, il peut y en avoir deux dans le Parti. Par exemple, à Metz, chacun se souvient qu'il y avait deux politiques, l'une majoritaire, et l'autre minoritaire.
Si j 'ai réservé aux responsables du Parti Socialiste que vous êtes l'expression franche et directe, comme il se doit, de ma pensée sur le cours politique actuel, c'est que j'ai toujours pris au sérieux le Parti Socialiste, et j'espère que vous prendrez ce que j'ai à vous dire aujourd'hui comme une marque de considération qui vous est due, parce que vous êtes responsables, parce que le peuple nous a donné tous les pouvoirs en 1981 et, par conséquent, notre responsabilité est d'autant plus grande et nous devons être à la hauteur de ce que cela signifie.
Naturellement, nous sommes sous la Vème République, avec les institutions de la Vème République, et moi, je pense que c'est une bonne chose pour la Gauche. Mais le Vème République est aussi une République, et il n'y a jamais eu de République sans Républicains. A plus forte raison je pense qu'on ne peut pas traiter le Parti Socialiste comme un parti mineur, comme un simple rouage de l'Etat, car le problème qui est posé aujourd'hui, et je vous le dis avec l'expérience qu'on peut avoir après presque deux ans passés au gouvernement,

est le suivant :
Si les Socialistes ne parviennent pas à maîtriser l'Etat, c'est l"Etat, c'est-à-dire l'Etat avec ses habitudes, avec ses routines, avec les intérêts qu'il a été façonné pour servir, qui maîtrisera les Socialistes. Et j'ai la faiblesse de penser que le Parti Socialiste doit être l'instrument du salut, d'un salut collectif, un salut qui naturellement doit venir d'en haut, du gouvernement, qui a une très grande responsabilité, qui ne peut pas venir seulement que d'en haut, qui doit aussi venir d'en bas. Si tant est que notre conception du Socialisme est originale, le Socialisme auto-gestionnaire, c'est bien lier le mouvement d'en haut, l'action gouvernementale, et le mouvement d'en bas, l'action décentralisée des citoyens, des producteurs, des collectivités, la cohérence étant assuré par un projet historique partagé, par une sorte de logiciel commun, logiciel dont tout le monde voit bien qu'il peut être amélioré ; et si aujourd'hui je m'exprime à cette tribune c'est parce que je pense que nous pouvons ensemble encore l'améliorer.
Il dépend de votre conviction démocratique que le parti de la réussite soit pris dans notre pays, parce que je sais qu'il y a une certaine facilité qui consiste à accepter, à se taire, et croyez-vous que je n'en éprouve pas aussi la tentation ? Je ne parle pas sans y avoir beaucoup réfléchi, mais j'ai observé que les décisions à tous les niveaux sont gouvernées par des rapports de forces, et il faut que nous aussi nous concourions à créer ces rapports de forces. Comment donc, tout le monde pourrait s'exprimer, la Droite tiendrait le haut du pavé, les corporatismes se déchaîneraient dans la rue, et le Parti Socialiste serait réduit à se taire ?
Notre rôle vaut mieux que cela, notre rôle s'est d'organiser le parti de la réussite, dont nous sommes tous comptables. Et l'histoire, je répète, nous jugera d'autant plus sévèrement que le peuple, en 1981, nous a donné toutes les responsabilités, nous n'avons aucune des excuses qui pouvaient être celles du Front Populaire.
Est-ce que nous prenons le chemin de cette réussite ?
Je vous dirai franchement, et cela ne vous étonnera pas, si je le pensais je serais resté au gouvernement.
Je ne sous-estime pas le bilan positif considérable, je reconnais la rudesse des tâches du gouvernement, en particulier du Premier Ministre, mais je crois devoir vous dire, je crois qu'il est de mon devoir de vous dire, que je ne pense pas que le parti qui a été pris soit le bon.
Je parlerai essentiellement de la politique économique; je pourrais parler de toute autre chose, bien entendu, mais je me bornera à cela, étant donné le peu de temps dont je dispose. Je crois que la conception sur laquelle est assise la politique économique actuelle n'a rien de particulièrement Socialiste, c'est une politique classique de réduction de la demande, déjà engagée en 1982, accrue par un prélèvement de 65 milliards, qui a l'inconvénient de paraître comme une critique en acte de la politique de relance à laquelle on attribue trop de méfaits, car, vous le savez, le déficit extérieur préexistait à l'arrivée de la Gauche au gouvernement, son accroissement est largement dû à l'avancée du Dollar, et en réalité ce déficit de 95 milliards provient très largement du décalage des conjonctures.
Et il me semble que notre philosophie implicite ne peut pas être que nous devons

assurer la convergence de notre politique économique avec celles des autres, nous ne pouvons pas nous contenter de mettre à niveau des conjonctures, nous ne pouvons pas nous baser sur l'idée que finalement nous ne sommes pas maîtres de notre politique, que nous devons nous incliner. Cela me parait une vue un peu courte, et nous ne pouvons pas attendre, comme Sœur Anne, la reprise économique qui domine le sommet de Williamsburg, d'abord parce que ce serait un étrange paradoxe que de voir des Socialistes attendre leur salut de la reprise du capitalisme, et de se dire : "après tout, si M. Regean pouvait réussir". C'est au moins la marque d'une certaine constatation.

Je crois que l'originalité de notre conception c'est l'action sur les structures, par le plan, par les nationalisations, par le crédit, et j'ajoute qu'attendre la reprise ce n'est pas forcément un pari judicieux, nous l'attendions déjà en 1982, nous savons qu'elle sera lente, et sa propagation à l'économie française plus lente encore. Car nous commerçons plus avec l'Allemagne qu'avec les Etats-Unis.

J'ajoute que l'horizon, pour juger le plan, qui était fixé à six mois, est maintenant à 18 mois ; mes chers camarades, dans 18 mois ce sera le début de 1985, il sera bien tard, nous serons déjà dans la campagne législative.

Les conséquences de cette politique, vous les connaissez, je ne vous apprends rien. La courbe du chômage ne peut que se relever ; au mois de juillet déjà on enregistrait une certaine diminution. Vous savez que c'est la vérité, et la vérité il ne faut pas se la cacher. Je vous rappelle que le courage c'est de chercher la vérité et de le dire. Et cela, c'est la vérité.

De même que je ne pense pas qu'une régulation par la demande puisse diminuer l'inflation qui chez nous est une inflation par les coûts.

Enfin, comment voulez-vous qu'on puisse mener une politique industrielle s'il n'y a pas une politique économique qui donne quelques carnets de commande aux entreprises ?

Croyez-vous que l'on puisse déconnecter une politique industrielle de la politique économique ? Ayant assumé cette responsabilité pendant neuf mois, je peux vous dire très clairement qu'à mon avis, non. Et par conséquent la réduction de la demande ne peut qu'entraîner la réduction de l'investissement.

Où serait donc alors le dessein de la ré-industrialisation de la France ? Où serait notre projet ? Où serait notre grand dessein ?

Mais on peut dire : est-ce que ce plan, improprement baptisé "plan Delors", puisqu'il a été depuis entériné par le gouvernement, a au moins quelque chance de réussite ? Il faut examiner cela. Peut-il mettre un terme au processus d'endettement dont vous connaissez la gravité, dans lequel la France est engagé ? La réponse est "non", car le déficit en 1983 sera encore d'au moins 60 milliards de francs, et les sorties de capitaux, qui ont atteint 80 milliards en 1981, 30 en 1982, continueront, sauf si des mesures étaient prises pour y faire obstacle.

Vous savez que le déficit des... est un fait nouveau, accru par un alourdissement de la dette et de son service. De sorte que ces mesures, que je ne veux pas critiquer en elles-mêmes, me paraissent trop dures pour ce qu'elles ont de mou, et trop molles pour ce qu'elles ont de dur, et ne suffisent pas à écarter

l'hypothèse que la France devrait un jour recourir aux prêts indéfinis, avec toutes les conséquences que cela implique.
Par ailleurs, est-ce que ces mesures nous mettent à l'abri d'un nouvel ajustement monétaire ?
Chers camarades, tant que le différentiel d'inflation avec l'Allemagne n'est pas réduit, la seule question qui se pose est de savoir quand ce nouvel ajustement aura lieu, car il faut avoir de l'ordre dans ses idées. Rester dans un système de parité fixe, dans l'état actuel de l'économie française et de l'environnement international, c'est poser sa tête sur le billot de la spéculation internationale dont vous savez peut-être qu'elle ne nous veut pas de bien, c'est s'offrir au couteau de tous ceux qui aspirent à mettre à mort notre entreprise. Est-ce cela que nous voulons ?... Je ne le pense pas. Mais que d'autres le veuillent, je n'en doute pas.
Bref, pour sauvegarder nos réserves, à mon sens, il faut flotter, étant bien entendu qu'il ne suffit pas de flotte pour reconstituer ses réserves, cela va de soi.
Il me semble donc que les mesures qui ont été prises peuvent être l'élément des éléments d'une politique, mais ne sont pas une politique.
S'agit-il d'une parenthèse, comme l'a dit Lionel Jospin ? D'un moment, comme l'a dit André Laignel ?
On pourrait effectivement le souhaiter, mais il y a beaucoup de signes du contraire, je ne puis pas le celer. On peut, bien entendu, faire le contraire de ce qu'on a dit, mais alors il faut expliquer pourquoi.
Pourquoi le IXème plan s'inscrit-il dans la tradition des VIème, VIlème et VIlIème plans, sans objectif quantitatif sans noyau d'engagements durs, de moyens de garantie, ressemblant à un exposé des motifs plus qu'à un dispositif ?
Pourquoi se cacher qu'il n'est pas possible de mettre en oeuvre une politique industrielle tant que nous butterons sur ce concept ambigu d'autonomie de gestion.
Comprenez-moi bien, je suis pour l'autonomie de gestion, mais en aval des orientations de la politique industrielle, pas en amont, parce qu'alors il n'y a plus de politique industrielle, et il ne peut pas y avoir de changement dans les entreprises nationales, et on ne peut pas se servir du secteur des entreprises publiques comme je crois qu'on doit s'en servir pour être un élément de relance et exercer des effets d'entraînement sur toute l'économie ; il n'y a pas besoin d'être marxiste pour dire cela, il suffit d'avoir lu François Perroux.
De sorte qu'après avoir renoncé à la relance par la consommation il ne faudrait pas renoncer à la relance par l'investissement public, ou à la relance par la recherche, qui est atteinte, il faut le dire, par les mesures de régulation qui ramènent ses dotations au niveau de ce qu'elles étaient l'an dernier.
Du crédit, nous avons dit qu'il serait l'outil d'une politique de développement économique, mais où en est la vraie réforme bancaire, plus proche de l'immobilisme, entre nous soit dit, que de la révolution ? Où en est le moratoire annoncé à Figeac par le Président de la République ? Et qu'est-il devenu ce livret d'epargne industriel remplacé par un compte de développement industriel qui sera alimenté par une épargne longue, dont nous savons bien que les Français n'ont pas l'habitude et auront encore moins la tentation alors que leurs

revenus sont réduits ?
Enfin, nous évoquions traditionnellement la limitation du rôle du ministère de l'Economie et des finances, mais qui ne voit que cette puissance a été reconstituée, avec tout ce que cela signifie, car s'il est juste que le ministère des finances soit le gardien des grands équilibres, il faut que chaque ministère puisse disposer de son enveloppe et être responsable, car on ne peut pas gouverner son pays avec des temps de réponse aussi longs que ceux que nous connaissons.
Lionel Jospin a dit justement que le débat était l'oxygène du Parti et que depuis quatre ans nous n'avions pas débattu. Nous devons le faire dans un esprit fraternel, avec le souci de l'unité du Parti et même de l'unanimité, parce que si nous étions unanimes ce serait très bien. Moi je ne suis pas de ceux qui critiquent tellement le Congrès de Valence. Si on peut arriver à cela, c'est très bien, mais il faut qu'il y ait une discussion, et ce n'est pas parce qu'il y a une difficulté à un débat qu'il faudrait que maintenant il n'y ait plus de débat.
Je voudrais dire la chose suivante : on croit quelque-fois ouvrir une parenthèse, chers camarades, et puis on s'aperçoit que c'est un mirage, et si nous ne réagissons pas, bientôt il prendra la figure du destin.
Il faut donc organiser le ressaisissement. Je crois qu'actuellement le rapport de forces de notre pays n'est pas en notre faveur parce que nous ne nous exprimons pas assez. Il faut le faire, et je le fais à cette tribune. Beaucoup d'entre nous me dirons : mais qu'est-ce que vous proposez ?...

Dans l'Assemblée - Ah ! Bravo !

Jean-Pierre Chevènement - Bien sûr, et je vous invite d'abord à relier le projet Socialiste, c'est bien dit...
(Exclamations dans l'assemblée)
Et je pense que s'appuyer sur la logique de notre projet ce serait déjà bien, cela donnerait plus de fermeté à notre politique pour faire appliquer nos orientations... Pas de fermeté vis-à-vis de ceux qui se mêleraient, à la tête du Parti, de rappeler ce que nous sommes, mais de fermeté à l'égard de ceux qui nous combattent, de ceux que nous sommes là pour faire changer.
Il faut plus de rigueur, de vraie rigueur, de rigueur intellectuelle, morale, plus de cohérence, entre les objectifs et les moyens. Car plus de rigueur cela ne veut pas dire plus d'austérité pour ceux qui, depuis toujours, la supportent. Il faut compter d'abord sur nous-mêmes, et moins sur les autres, surtout quand ils sont nos adversaires. Il faut mobiliser, mobiliser sur la vérité, mobiliser le peuple de Gauche, mais pas seulement le peuple de Gauche, le peuple tout entier, car ce serait avoir une bien petite idée de la nature humaine que de penser qu'il n'y a que l'égoïsme à court terme qui anime les hommes.
Et il faut hiérarchiser nos objectifs, réduire le déficit commercial, car nous ne pouvons nous permettre de nous laisser rouler sur la pente de l'endettement, réduire le déficit commercial tout de suite, et en même temps lutter contre le chômage, et les deux sont possibles. Oui, je crois que c'est possible, en maintenant un certain taux de croissance, et non pas en réduisant le temps de

travail. Non pas que je soie toujours contre cette perspective, elle est quelquefois nécessaire, mais il faut savoir aussi que la réduction de la durée du travail alourdit les coûts ou diminue la masse salariale, et nous avançons ainsi encore plus dans la récession.

Et puis ensuite il faudra réduire l'inflation dans un deuxième temps, au niveau de l'Allemagne, 8% c'est encore trop, c'est dire, chers camarades, qu'il y a une opération vérité que nous devons faire si nous ne voulons pas qu'un jour ce soit les autres qui la fassent, une opération vérité qui doit déplacer trois points en effet du produit national brut : 2 pour annuler le déficit extérieur, 1 pour nous donner les moyens de re-muscler l'industrie en dirigeant 40 milliards de francs vers l'investissement industriel.

Alors, concrètement, du point de vue des mesures., vous savez quand on annonce une mesure, on n'a même pas besoin de l'annoncer… A peine évoquée l'hypothèse d'une sortie du SME, moi je m'amuse de voir tant d'esprit distingués, pas seulement dans le Parti, mais à l'extérieur, Alain Deix, Chevrier, et jusqu'au plus petit chroniquer de journaux de province partir en guerre contre le protectionnisme ou la muraille de Chine autour de notre pré carré. Si tous ces bons esprits mettaient autant d'énergie à explorer les issues plutôt qu'à les condamner - et je m'étonne que tous ces gens là n'ont jamais crié leur angoisse quand Giscard d'Estaing sortait du serpent - et il en est sorti deux fois… Et puis, les mêmes bons esprits ne s'alarment pas de ce que la Grande-Bretagne soit dans le serpent sans y être, puisque vous savez que la Livre fait partie de l'Ecu, mais flotte librement… Et est-ce qu'on ne voit pas que l'Italie marche vers le goulag depuis qu'elle a pris une mesure de dépôt préalable sur ses importations ?

Mais en définitive, je lisais La Lettre de l'Expansion et M. Barre disait, paraît-il : il faudrait sortir du serpent mais un gouvernement de Gauche est trop discrédité pour le faire. Alors, vous voyez, chers camarades, tout le monde est d'accord, un gouvernement de Gauche n'aurait d'autre issue que de se laisser pousser dans la nasse. Eh bien, moi, je vous dis non et je crois qu'on peut définir un certain nombre d'axes d'une politique qui peut prendre appui sur tout ce qui a été fait par le gouvernement et sur certains éléments de la politique définie au mois de mars, mais qui doit aller beaucoup plus loin.

Par exemple, sans sortir du SME, nous pouvons renégocier notre participation au SME, comme la Livre, ou bien par l'instauration d'une flexibilité avec des ajustements beaucoup plus fréquents.

Il faut à tout prix éviter de puiser dans nos réserves de changer, éviter de s'endetter à court terme, se donner le temps de re-muscler notre économie, réduire l'offre extérieure.

Nous aurons cette année 60 milliards à peu près de déficit commercial, c'est trop, on peut réduire cette dette extérieure par des mesures sur les importations comme celles qui sont prises en Italie, et l'Italie est dans le marché commun, que tous les pays libéraux seraient prêts à accepter, et par la mise en oeuvre de clauses de sauvegarde temporaires, en attendant que la reprise si elle doit se manifester dans les pays voisins, en Allemagne et aux Etats-Unis, fasse son effet.

Nous pouvons aussi stimuler l'offre intérieure et non pas la réduire par la politique du crédit, l'abaissement des taux d'intérêt, par le budget, transformer l'épargne liquide et l'orienter vers l'industrie - je déplore trop de timidité à cet égard - faire jouer tout son rôle d'entraînement au secteur public industriel, en donnant à l'Etat les moyens de jouer réellement son rôle d'actionnaire, restaurer la fonction d'entrepreneur dans tout le pays. Je crois que la Gauche doit se mettre cela dans la tête : l'esprit d'entreprise doit être notre affaire et nous devons le favoriser… Je parle des entrepreneurs entreprenants et pas forcément des autres.

Il faut agir pour lutter contre l'inflation sur la formation des prix et des revenus par ce que le Président de la République a appelé une politique de la répartition, accélérer le programme d'économie d'énergie et non pas réguler l'Agence pour les économies d'énergie, maintenir le programme électronucléaire pour desserrer la contrainte extérieure et prendre des mesures pour favoriser la pénétration de l'électricité dans l'industrie, abaissant les tarifs, ce qui nous permettra entre autres de garder l'industrie de la chimie du chlore que nous sommes les seuls au monde à maîtriser avec les Etats-Unis et l'URSS.

Voilà des mesures, on ne peut pas dire que je ne propose rien, mais naturellement cela repose sur une équation politique : rassembler le pays autour de nous et non pas le diviser, sur des objectifs accessibles : la République, la démocratie, la croissance, l'indépendance nationale.

Je regardais les sondages, il y a une majorité de Français qui ne remet pas en cause les avancées de mai 1981 et ne veut pas les remettre en cause, ni par la récession, ni par la Droite revancharde. Il y a donc une majorité dans notre pays. A nous de faire qu'elle s'exprime et cela passe à coup sûr par une réforme des mentalités.

Il faut que nous nous débarrassions de quelques idées fausses, n'hésitons pas à le faire; il faut restaurer les valeurs du travail, les valeurs de la création, les valeurs de la connaissance, les valeurs de l'effort, mais nous ne devrions pas avoir de problème, puisque ce sont les valeurs du projet Socialiste qui, dans sa partie vouloir, me parait tout à fait bien adapté à la période que nous traversons.

Ce qui compte, c'est la volonté et le courage.

Donnons à la majorité les moyens de s'exprimer, la France, croyez moi, avec un bon logiciel, est un merveilleux matériel.

Le Président de la République s'adressait aux Français en leur disant : sans vous que pourrions nous faire ? Et nous le Parti Socialiste, nous nous sentons interpellés et nous avons aussi tendance à nous tourner vers le gouvernement pour lui dire : mais sans vous est-ce que nous pourrions faire aussi ? Mais c'est ensemble que nous devons réussir, car les rôles, pour distincts qu'ils soient, sont complémentaires. Rien n'est possible sans courage et sans volonté. Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire que quiconque ne l'ait jamais emporté, individu, collectivité, nation, en refusant le combat et tant qu'à faire, si nous devions un jour ne pas emporter la victoire, mieux vaudrait que ce soit en se battant qu'en ayant refusé le combat.

J'ai dans l'esprit cette exhortation de François Mitterrand, dans son discours de

Collection Jean Jaurès

Figeac : il faut, disait-il, résister et conquérir. Eh bien, chers camarades, résistons aujourd'hui et demain nous conquerrons.
(Applaudissements)

Le Président - La parole est à Michel Debout

Michel Debout
Chers camarades, Jean-Pierre Chevènement a évoqué la parenthèse, mais je voulais dans une parenthèse entre deux interventions, parler des problèmes de la santé et je le fais en tant que membre du Parti, médecin hospitalier, dans un hôpital qui a été marqué par une grève récente.
Je crois que la profession médicale vit, comme d'autres professions actuellement, et comme le pays tout entier, une crise. Cette crise est économique. L'âge d'or de la médecine est terminé. Mais elle est aussi idéologique, elle a commencé à propos du débat sur l'avortement, des mouvements en faveur des médecins et on assiste à une véritable crise de l'identité des médecins au point même où ces médecins se sont mis à faire la grève des soins, alors même qu'ils la contestaient, lorsque c'était les travailleurs hospitaliers eux mêmes qui revendiquaient.
Il s'agit d'une véritable crise et nous avons assisté par rapport à cela à deux réactions habituelles lorsqu'il y a crise : la réaction du repli sur soi ou du repli catégoriel et aussi la fuite en avant dont a été témoin le mouvement des étudiants Socialistes.
En tant que Socialistes, nous devons dire très fort qu'on ne peut sortir d'une crise que par une force, que par un mouvement et ce qui définit une force en physique, et c'est vrai aussi en politique, c'est le point d'appui et c'est aussi la direction.
Mes camarades, le point d'appui en matière de santé, nous l'avons, les Socialistes l'ont ; c'est d'abord un certain nombre de médecins qui, contrairement à ce qu'on dit parfois, ne sont pas tous de Droite et qui sont inquiets pour l'avenir c'est aussi les travailleurs de santé, c'est aussi les malades eux mêmes, la population qui s'interroge sur le système de soins.
Il faut donc s'appuyer sur ce qui est naturellement notre force et il faut aussi une direction, et cette direction doit être claire ; le projet Socialiste, le programme de santé, nous ne devons pas le mettre sous le coude, au contraire il me parait être la seule réponse possible aux questions posées dans ce domaine.
Je crois que pendant cette période que nous avons vécue, il y a un double face à face : le parti et le gouvernement, premier face à face et d'autant plus facile qu'il y avait le remaniement ministériel, le deuxième a été le gouvernement et le mouvement revendicatif, et je crois que le parti ne s'est pas suffisamment mobilisé.
C'est pourquoi je demande que soit organisée dans les mois qui viennent, je sais bien qu'il y aura un Congrès, ce qu'on a su organiser à propos des acteurs du changement, une réunion dont il me semble qu'il serait intéressant que le parti prenne l'initiative pour que la pensée des Socialistes pour la santé s'exprime

aussi fortement que celle de la réaction.
(Applaudissements)

Le Président - La parole est à Pierre Mauroy
(Vifs applaudissements)

Pierre Mauroy
Amis et camarades, si j'ai souhaité m'exprimer devant vous aujourd'hui, c'est parce qu'il m'apparaît nécessaire que nous fassions le point ensemble avant que ne s'engage concrètement la procédure de préparation du Congrès de Bourg-en-Bresse.
Depuis deux ans, ensemble, nous avons déjà parcouru une longue route ; nous avons tenu l'essentiel des engagements que nous avions pris devant le Parti, et je suis devant vous, avec un sentiment de satisfaction, mesurant les difficultés rencontrées, c'est la vie, et ses imperfections, un sentiment de confiance et bien entendu un sentiment d'amitié, d'amitié à l'égard de chacun d'entre vous, au premier secrétaire du Parti Socialiste, au président du groupe parlementaire à l'Assemblée Nationale, Pierre Joxe, au Sénat, à l'Assemblée Européenne, aux responsables du Parti, à ceux qui ont une responsabilité dans les collectivités territoriales et d'abord à celui qui nous accueille aujourd'hui, Marcel Debarge.
Ce bilan exceptionnel sur le plan des réformes devrait être notre meilleure arme de débat politique. C'est en nous appuyant sur lui, en montrant tout ce qui a déjà été fait que nous pourrons mieux, de la manière la plus convaincante, éclairer l'avenir et mobiliser les français.
Ce bilan après deux années seulement d'exercice du pouvoir, nous ne le valorisons pas suffisamment sans doute ; je pense, par exemple, à la retraite à 60 ans qui répond pourtant à une revendication tellement ancienne et populaire. Nous devons dire et répéter que c'est grâce à la Gauche que cette avancée sociale a été réalisée.
Il en va de même des nouveaux droits des travailleurs dans l'entreprise ; qui mieux que les militants de Gauche, que les militants Socialistes peut faire connaître ces droits, peut les peut les populariser, peut les faire prendre concrètement en charge par les travailleurs ?
Il ne suffit pas en effet qu'au niveau de l'Etat nous ouvrions de nouveaux droits s'ils ne sont pas utilisés. Tout cela se fait, certes, je le sais, mais cela se fait lentement parfois avec une certaine timidité ; le volontarisme ne peut pas être seulement un thème de discours, il faut qu'il s'exprime aussi par un dynamisme dans l'action. Soyons plus modestes dans le discours et plus volontaires dans l'action, nous serons alors collectivement plus efficaces.
La Gauche, les Socialistes, doivent adapter leur militantisme à la nouvelle réalité que nous avons fait naître. Il faut mettre en place des structures et des organisations, non plus tournées vers la conquête du pouvoir, c'est fait, mais vers la transformation de la société, ce qui signifie notamment que les militants de Gauche, je dirai les militants Socialistes, doivent se porter au point de l'action syndicale, au point du mouvement associatif. Notre démarche a toujours

consisté à préconiser un changement à la fois par le haut et par le bas, c'est-à-dire par le vote de la loi et l'action du gouvernement, d'une part, et par l'action directe sur le terrain des forces populaires, organisées en syndicats, en mouvements divers, d'autre part.

L'action sur le terrain t elle ne se décrète pas, elle dépend de notre pratique quotidienne, c'est la densité, la qualité de cette pratique qui fera que le plus grand nombre de français ne seront pas seulement les acteurs du changement, mais aussi les acteurs de l'action. Le changement, la réforme ne sont jamais accueillis spontanément. Toute modification inquiète, même lorsqu'elle est souhaitée. Des hésitations, des crispations même parfois apparaissent que nous sommes en prise directe pour les faire disparaître. Nous l'avons bien vu, par exemple, avec le mouvement revendicatif des internes et des chefs de clinique. C'est toute une conception de la médecine qui est en train de disparaître, c'est une profession qui se désacralise. Il faut comprendre le trouble qui en résulte, bien sûr, et chacun a bien relevé notre démarche lorsque les internes et les chefs de clinique ont repris le travail.

Si le gouvernement entend demeurer toujours ouvert au dialogue et en particulier dans des secteurs qui subissent une mutation nécessaire mais traumatisante, s'il respecte le droit de manifester, il entend que cela se fasse dans le cadre des institutions démocratiques et du respect de la loi républicaine.

Hors de ce cadre qui seul garantit la liberté de tous, il n'est pas de forme d'expression ou de protestation qui puisse être cautionnée par les élus du peuple ou des partis politiques attachés à la démocratie comme le nôtre. (Applaudissements)

Le gouvernement fera son office, il appliquera la loi de la République et, je l'ai dit devant l'Assemblée Nationale, avec fermeté et sévérité.

L'action par le haut, mouvement d'en haut, comme vient de le souligner Jean-Pierre Chevènement, elle a eu lieu et elle continue ; j'ai cité la retraite à 60 ans, les nouveaux droits des travailleurs, j'aurais pu parler de la décentralisation, des nationalisations, de l'impôt sur la fortune, du livret d'épargne populaire et maintenant du compte pour le développement industriel, de l'humanisation de la justice, de la levée de toute tutelle politique sur l'audiovisuel, etc...

Ce bilan, il est d'autant plus important de s'en saisir, de le valoriser, de le faire fructifier, que l'opposition joue par rapport à notre action un double jeu que nous devons faire apparaître et dénoncer.

Souvenez-vous, à la fin de l'année dernière et même au début de cette année, tout ce que nous avions fait devait être abrogé, annulé, mis en pièce. Il n'y avait d'ailleurs guère à attendre puisque, selon un pronostic de M. Chirac en Nouvelle-Calédonie, nous ne devions pas tenir deux ans. Les deux ans sont passés, nous sommes là et une fois de plus Jacques Chirac s'est trompé et le nouveau mai 68 qui nous a été annoncé se solde par des actions de commando d'un quarteron d'activistes d'extrême Droite ; les tenants de l'élitisme chers à Raymond Barre ont retrouvé leur robe universitaire pour donner le bras aux casseurs.

(Vifs applaudissements)

La Droite française est prêt à tous les compromis sur les principes, son seul objectif est de précipiter les échéances ; pour cela elle n'hésite guère sur les méthodes, nous devons le savoir et nous devons en tenir compte.
A l'approche des élections municipales, devenus soudain plus prudent, Giscard d'Estaing, Chirac et Barre, se sont précipités en se bousculant quelque peu, comme d'habitude, pour rassurer. Plus question de revenir sur la cinquième semaine de congé ou sur la retraite à 60 ans, plus question de dénationaliser. Tout à coup, ces mesures qui quelques mois auparavant étaient synonymes de ruine, voire même souvenez-vous en de régression sociale, devenaient des acquis.
La preuve qu'il s'agit d'un double jeu, c'est que mercredi, M. Juppé annonçait dans un colloque, le "Club des managers", c'est tout dire, qu'il faudrait non seulement remettre en cause l'ensemble des nationalisations, mais même remettre en cause l'appartenance de la régie Renault au secteur public. Ce ne sont plus des conservateurs, mais à proprement parler des réactionnaires, et des réactionnaires qui n'osent pas dévoiler franchement leurs intentions, car ce genre de propos, on les conserve pour les colloques d'initiés, lorsqu'on est entre soi.
Il faut bien comprendre quelle est la démarche de l'opposition, afin d'adapter notre comportement, afin de répondre plus efficacement.
Il y a non seulement un double jeu, un double discours, mais il y a aussi une répartition des rôles, les uns somment le Président de la République de se retirer, ou en appellent à des élections législatives anticipées, les autres se disent légalistes et respectueux des règles constitutionnelles, les uns manient l'injure, les autres se drapent dans les plis de la respectabilité.
Pourquoi ce double jeu ? Pourquoi ce double langage ? C'est ce qu'il nous faut analyser. Parce que la Droite a un besoin vital de faire croire que le passage de la Gauche au pouvoir ne peut être qu'éphémère. Le plus terrible pour elle serait une certaine banalisation de la présence de la Gauche à la tête de l'Etat, le plus terrible pour elle serait que notre présence au gouvernement apparaisse aussi naturelle qu'à la tête de villes, de départements ou de régions, car alors, non seulement le principe même de l'alternance au pouvoir se trouverait validé, mais encore la Gauche aurait acquis une légitimité de gestion au niveau national, comme elle a su au fil des années l'acquérir au niveau local, ou au niveau des collectivités territoriales.
Ne vous y trompez pas, si la Droite insiste tant sur notre soi-disant incompétence, sur notre illégitimité, c'est pour tenter d'éviter cette échéance qu'elle redoute, c'est pour tenter de convaincre les Français que notre présence au gouvernement n'a qu'un caractère accidentel et provisoire.
Cette propagande a pour objectif de semer le trouble et le doute parmi les Français en général bien sûr, mais même au sein de la Gauche. Et, à écouter parfois certains propos dans nos rangs, il m'arrive de me demander si cette notion d'expérience accolée à la présence de la Gauche au pouvoir, ne sévit pas également parmi nous, il m'arrive de me demander si nous prenons tous bien en compte les réalités et les nécessités de la gestion.
C'est vrai, même Léon Blum en 36 n'est pas, à quelques jours près, demeuré un

an au pouvoir, c'est vrai que cette histoire pèse sur nous. Il serait grave que nous ne puissions imaginer autre chose, d'autant, chers camarades, que le virage est pris.

Tout s'est joué il y, a un an déjà, en juin 1982, la première année, la première période de notre action au gouvernement était la plus facile, parce que c'était celle que nous pouvions le plus aisément imaginer. Nous avons réalisé ce que la Gauche fait à chaque fois qu'elle accède au pouvoir, une avancée sociale des réformes, j'en parlais tout à l'heure, c'était conforme aux décisions de nos Congrès, c'était conforme à notre programme, c'était la mise en oeuvre de ce que nous avions librement choisi ensemble, c'était aussi notre devoir vis-à-vis des Français.

Mais nous avons aussi une responsabilité vis-à -vis de la France, nous avons choisi l'avancée sociale, mais nous avons aussi l'obligation de maintenir nos équilibres économiques, nous ne sommes plus simplement une force de proposition, nous sommes responsables de la France, et la France joue, et doit continuer de jouer un rôle mondial.

Le Président de la République, vous le savez, est engagé dans une action difficile, dans une action de longue haleine, à la fois pour mettre un terme au désordre économique et monétaire actuel, pour renforcer la solidarité européenne et pour imposer une authentique politique de développement en faveur du Tiers-Monde.

Pour mener à bien la tâche qu'il s'est assignée, pour que la France soit en mesure de parler haut et fort, encore faut-il que nous prouvions notre capacité à opérer l'indispensable redressement national.

C'est dans cette action que nous sommes engagés depuis juin 1982.

Nous sommes passés de la seule mise en oeuvre de notre programme à l'indispensable adaptation entre nos choix, qui demeurent inchangés, et les contraintes d'un environnement international que nous ne pouvons ignorer.

Prenons un seul exemple : la relance. Elle avait été annoncée et décidée par nos instances. Le gouvernement l'a mise en oeuvre, elle a permis de légitimer notre action, elle a été la stabilisation du chômage, elle était je dirai politiquement nécessaire.

Il en est toutefois résulté un écart entre les niveaux de consommation en France et celui qui existe chez nos principaux partenaires. Alors que le pouvoir d'achat baissait, même parfois très sensiblement dans les principaux pays industrialisés, il a augmenté, je m'en félicite, de 4% en France durant les deux années 1981 et 1982. Je ne le regrette pas, personne ne le regrette bien sûr, mais nul ne peut contester que ce décalage n'a pas été sans effet sur l'équilibre de notre commerce extérieur, donc sur notre niveau d'endettement.

Alors, quand j'entends certains dire aujourd'hui : relançons... Relançons toujours... Je me dis qu'ils ne perçoivent pas toutes les réalités contemporaines. Il ne suffit malheureusement pas de faire sept fois le tour de la citadelle en soufflant dans nos trompettes pour que la muraille s'écroule…

(Applaudissements)

... Il ne suffit pas de fabriquer le rêve, il faut également assumer les réalités

d'une gestion... Ce qui ne veut pas dire qu'il faille tout peindre en noir, battre sa coulpe en permanence et jouer à qui sera le meilleur "père la rigueur"... Vous savez que ce n'est pas mon genre du tout, mais je crois qu'un optimisme raisonnable est plus mobilisateur.
La politique de rigueur, parlons-en.
Sa mise en oeuvre résulte de la conjonction de trois éléments.
Le premier, notre volonté de faire le maximum, bien sûr, pour atteindre nos objectifs.
Le deuxième, la récession mondiale, l'absence de croissance qui limite nos possibilités d'action, mais qui est un fait.
Enfin la nécessité absolue de rétablir nos équilibres économiques en fonction de cet environnement international, afin de conserver notre indépendance et notre capacité d'initiative.
Cette action d'assainissement de notre économie demande un certain temps, au moins dix-huit mois, jusqu'à décembre bien sûr, mais sûrement l'année 1984 ; nous devons l'accepter. Nous devons mieux prendre en compte le temps, c'est notre meilleure arme.
Nous devons savoir user de la stabilité institutionnelle. Notre route est balisée. A cet égard le IXème plan constitue une référence essentielle, il fixe nos priorités jusqu'en 1988.
C'est ce document qui sera comptable du septennat de François Mitterrand, avec les 70 propositions. Beaucoup de ces propositions sont maintenant réalisées, la majorité de ces propositions.
Ce texte – je parle du plan – a été adopté par le gouvernement, au Conseil des ministres, bien sûr ; il a été examiné par le groupe parlementaire, il va être voté par le parlement.
Faisons en sorte que le débat qui va s'engager dans la perspective du Congrès de Bourg-en-Bresse prenne bien en compte les priorités que nous avons déjà collectivement arrêtées. Ces priorités, je le rappelle, sont celles qui ont toujours été les nôtres ! Toujours ! Une lutte permanente en faveur de l'emploi, la modernisation de notre appareil de production, et un exceptionnel effort de recherche et de formation des hommes.
Ne caricaturons pas nous-même notre politique. Il n'a jamais été question pour le gouvernement de pratiquer une déflation sauvage, jamais il n'a été parmi nos objectifs de faire baisser le pouvoir d'achat. Il ne doit pas y avoir de faux débats entre nous.
Nous avons trois problèmes à résoudre, et je crois que la dessus nous sommes tous d'accord. Prenons les un par un.
Premier problème, l'emploi.
Cela reste une de nos priorités. Nous avons réussi à stabiliser le chômage. Ce résultat est nécessairement fragile, et je vous rappelle une fois de plus qu'il faut 4 points de croissance pour ne perdre aucun emploi industriel. Cette croissance ne se commande pas. Certes, je ne suis pas de ceux qui pensent qu'elle procède simplement du marché, bien sûr, il suffit de créer les conditions de la reprise pour que celle-ci se manifeste. Je suis convaincu qu'il est nécessaire d'adopter

Fondation Jean Jaurès

une attitude plus volontaire. Mais il ne peut pas y avoir de relance saine, de reprise durable, qui soit payée du prix de la dégradation de nos grands équilibres économiques.

En ce qui concerne l'emploi, nous avons mis en place les outils nécessaires pour contrôler la situation. Il y a d'une part les nouveaux contrats de solidarité sur les réduction du temps de travail, et j'ajouterais à ce propos que nous devons être plus ambitieux dans la généralisation du temps partiel. Il y a d'autre part l'immense effort de formation professionnelle est d'insertion sociale ; engagé en faveur des jeunes : 850.000 jeunes seront concernés dans un premier temps, puis nous devrons passer à un million de jeunes concernés par ce programme de formation professionnelle et d'insertion sociale.

Un nouveau contrat de travail va être négocié afin de favoriser l'insertion durable des jeunes dans les entreprises.

Voilà pour l'emploi, tout en sachant que pour créer l'emploi, bien entendu, il faut la relance, le dynamisme de notre industrie.

Second problème, le commerce extérieur.

Comme pour l'emploi, je suis convaincu que nous sommes d'accord sur nos objectifs. Le rétablissement de notre commerce extérieur est une condition indispensable de l'assainissement de notre économie et de son adaptation à la conjoncture internationale.

Cela passe par la modernisation de notre industrie, une meilleures productivité et une plus grande compétitivité. A court terme, et conjoncturellement, cela passe aussi par une limitation de la consommation au profit de l'épargne. Mais autant que chacun d'entre vous, je sais qu'il y a un seuil dans ce domaine à ne pas dépasser, et que nous ne dépasserons pas.

Soyons francs, la mesure la plus rigoureuse que nous avons prise, ce ne sont pas les prélèvements actuels, cela a été le blocage des prix et des revenus, car il touchait en effet tout le monde, toutes les catégories de Français. Les prélèvements que nous venons de décider sont beaucoup plus sélectifs, un tiers des foyers fiscaux sont totalement épargnés, un tiers ne paie que le 1% supplémentaire, et seul le tiers supérieur, celui qui correspond aux plus hauts revenus, est astreint au 1% et à l'emprunt obligatoire.

Reste le troisième problème, l'inflation.

Sur ce sujet nous ne sommes peut-être pas tous d'accord, c'est vrai. Si c'est le cas, il faut le dire clairement, il faut en discuter, il faut le faire apparaître sans ambiguïté dans les débats préparatoires du Congrès.

L'inflation, ou nous décidons de la traiter et ce sera douloureux, c'est incontestable, ou comme les précédentes Républiques, comme les précédents gouvernements, nous vivons avec. Mais si nous décidons de vivre avec l'inflation, nous devons accepter d'en subir les conséquences, les contreparties sur le plan monétaire, et surtout nous devons accepter la contrepartie sur la place de la France, de la place qu'elle occupera sur les marchés mondiaux pendant la crise et surtout après la crise.

J'ai la conviction qu'il s'agit là de l'analyse de la véritable place de la France dans le monde, et je voudrais à ce propos préciser que nous ne devons pas faire

Collection Jean-Jaurès

du système monétaire européen un tabou et engager à son propos un débat mythologique. L'appartenance des monnaies aux systèmes monétaires européen ne peut tenir lieu de politique. Elle se justifie par l'approfondissement de la solidarité européenne et par une juste répartition des efforts et des bénéfices au sein de la Communauté. Mais dans cette perspective, la Communauté Européenne ne peut se limiter à une simple zone commerciale au sein de laquelle chacun n'accepte de participer qu'en fonction des avantages qu'il en retire.

Ce qui importe c'est de refuser toute fuite dans le protectionnisme. Ce n'est pas vrai qu'en fermant nos frontières, nous parviendrons à construire un îlot de Socialisme au cœur de l'Europe.

Ce refus du protectionnisme n'implique pas pour autant la naïveté, et il est bien évident que nous prendrons toutes les mesures qu'exige l'intérêt national.

Cette précision apportée, il est vrai que pour ma part je crois que la lutte contre l'inflation est une nécessité absolue. Je dirai qu'elle est incontournable.

Nous avons déjà fait une partie du chemin en revenant sur la barre des 10%. Nous nous sommes fixé pour cette année l'objectif de 8%. Cet objectif, j'ai tenu, il est vrai, à le réaffirmer avec force, car nous devons tout faire pour nous en rapprocher le plus possible. Pour autant, je n'ignore pas les prix actuels et leurs inévitables conséquences sur les récoltes, et je profite de ce point de mon propos pour exprimer à la fois l'attention et la solidarité du gouvernement devant les catastrophes que nous connaissons et qui sont provoqués par les inondations. Tout est actuellement mis en œuvre pour aider nos compatriotes en difficulté : d'abord l'application du plan ORSEC dans un certain nombre de départements où la situation l'exige, ensuite l'application de la loi sur les calamités naturelles que nous avons voté.

Inondations, conséquences sur les récoltes, mauvais temps…

Je n'ignore pas les décalages constatés en matière de salaires ou de prix des services. Je n'ignore pas la hausse continue du Dollar. Si les corrections de trajectoires se révèlent nécessaires, nous devons avoir le courage de les faire. Nous devons pour le coup faire montre de volontarisme. Rien n'est pire qu'une politique faite à moitié, et rien ne serait pire que de vouloir marier artificiellement deux politiques contradictoires. Vous devez tenir compte de cette réalité dans les débats qui vont s'engager. Il n'y a pas de notion nègre-blanc en économie.

Jamais, vous le savez, le gouvernement n'a souhaité transformer la Parti Socialiste en parti, comme on le lit dans une certaine presse, "godillots". Jamais nous ne nous sommes opposés à un débat. Nous en avons eu beaucoup, et nous avons besoin du débat. Je me permettrai de rappeler à mes camarades qu'alors que j'étais Premier Ministre depuis seulement 6 ou 7 mois, il me souvient d'un article qui avait fait un certain bruit à l'époque, ou justement j'insistais sur cette nécessité absolue pour les Socialistes de trouver le débat, d'insérer le débat dans cette Vème République.

C'est ce que nous avons essayé de faire, et ce n'et pas toujours facile avec les institutions actuelles. C'est ce que vous devez faire avec la préparation du

Congrès.
C'est vrai que les Socialistes marqueront cette Vème République, c'est vrai qu'ils marqueront leurs institutions, en les respectant, et je ne reviens sur ce que nous avons dans ce domaine, mais en les conciliant avec le débat qui est indispensable pour un mouvement démocratique comme le notre.
(Applaudissements)
Eh bien, à présent un grand débat institutionnel va s'engager entre les Socialistes. C'et normal et c'est sain. Permettez cependant au Premier Ministre de vous demander de conduire ce débat, de mener cette discussion en pensant aux responsabilités qui sont celles d'un grand parti de gouvernement, aux responsabilités d'une formation politique qui détient la majorité des sièges à l'Assemblée Nationale.
Nous sommes, il est vrai, au creux de la tempête, pour reprendre une formule du Président de la République. Nous n'avons ni l'intention de changer de cap, ni le soucis de nous diriger vers un autre port que celui pour lequel nous avons embarqué.
Cela dit, que durant la traversée il soit nécessaire de procéder à des ajustements, qu'il faille réduire ou accélérer l'allure, que les passagers soient parfois secoués, comment pourrions nous imaginer qu'il en aille autrement ?
Souvenons nous de cette phrase de Bracke-Desrousseaux que nous répétions à satiété : "enfin les difficultés commencent" ! Eh bien elles commencent vraiment et ce n'est pas en affectant de les ignorer que nous les résoudrons.
Nous sommes engagés dans une navigation difficile, mais nous allons réussir, camarades. Nous nous en sommes donné les moyens techniques, nous devons nous en donner les moyens psychologiques.
Nous devons être unis et solidaires. Nous devons également garder une part d'enthousiasme pour gagner ce combat. Nous avons le temps, nous disposons du temps nécessaire pour opérer l'assainissement de notre économie.
Soyons enthousiastes, ayons foi dans ce que nous faisons. Ne soyons ni fébriles ni angoissés, ne cherchons pas à brûler les étapes. Je vous ai dit que nous devions nous donner les moyens psychologiques de notre réussite, ce qui signifie que nous ne mobiliserons les Français que si nous-mêmes nous sommes mobilisés, bien entendu. Nous ne leur ouvrirons des perspectives que si nous-mêmes nous les traçons, bien sûr.
Hésitants, et à plus forte raison divisés, nous ne pourrons pas rassembler.
Nous avons tous été unis dans l'état de grâce, nous devons l'être encore durant l'état de rigueur. Il ne doit pas y avoir la grâce pour les uns, la rigueur pour les autres.
Notre démarche est une démarche collective, c'est ce qui fait sa grandeur et sa noblesse. Nous devons nous rassembler derrière le Président de la République. Nous devons nous rassembler pour soutenir l'action de François Mitterrand et de son gouvernement.
Ce rassemblement doit-être le plus large possible. Peut-il s'étendre à tous ? C'est à vous de le dire, ce sera au Congrès de Bourg-en-Bresse à en décider, et que chacun prenne ses responsabilités.

Pour ma part, j'invite tous ceux qui veulent m'écouter à participer à la constitution d'un large rassemblement, le plus large possible. Rassemblons-nous, mobilisons-nous. Il n'est pas, à l'heure actuelle, de tâche plus urgente ou plus importante.
Le parti de la réussite, le gouvernement de la réussite, voilà notre objectif commun. Il faut mobiliser sans aucune hésitation.
C'est avec confiance et, je le dis, une part d'optimisme, d'enthousiasme, que nous devons préparer ce Congrès, pour faire en sorte que dans les prochaines années nous soyons le gouvernement de la réussite, le parti de la réussite !
(Vifs applaudissements)

Le Président - Camarades, en raison de mes devoirs d'hôte, je vais passer la présidence à Michel Pezet, tout en donnant la parole à Jacques Huntzinger.

Jacques Huntzinger
Chers camarades, nous sommes ici à une Convention statutaire, consacrée à l'examen de l'activité du Parti. Je crois qu'il est bon que les responsables du Parti, les responsables de fédérations, d'autres militants du Parti, s'expriment au cours de cette Convention sur l'état du Parti, ses activités, et débattent notamment à partir du rapport d'activité présenté par Jean Poperen. C'est sur l'un des points, sur l'une des principales activités du Parti Socialiste ces derniers mois, que je voudrais dire quelques mots rapidement, puisqu'il est déjà tard.
Il s'agit, chers camarades, des rencontres des acteurs du changement et du Congrès de l'Internationale Socialiste qui a été, vous le savez, marqué tragiquement par l'assassinat de Sartaoui, mais qui a donné lieu, et ceci a déjà été quelque peu oublié, à des débats importants. Je voudrais dire que l'action du Parti Socialiste a été importante et significative.
Les Rencontres des acteurs du changement, je vous le rappelle, ont été lancées à l'initiative du premier secrétaire, Lionel Jospin, lors de notre Convention du printemps 1982. Cela a donné lieu ensuite à une action collective de toute la Direction du Parti et de tout le Parti durant l'automne et l'hiver 1982/83, enfin aux Rencontres de Janvier 1983. Ces Rencontres ont été une ouverture sur la société et elles ont des prolongements actuels. D'autres rencontres ont été organisées depuis lors avec différents milieux. Elles ont permis également, vous le savez, d'inviter à Paris les différents gouvernements Socialistes. Une deuxième rencontre des chefs d'Etats et de gouvernements Socialistes a eu lieu ces deniers jours à Paris, les 18 et 19 mai et cette deuxième rencontre a permis que les Socialistes européens et les Socialistes du Tiers Monde s'entendent sur des priorités, des actions, une réponse Socialiste.
Vous me permettrez, camarades, de me faire entendre dans un relatif silence ; je crois que chacun y a droit.

Le Président - camarades, Jacques Huntzinger a totalement raison. Il vous reste à peu près vingt minutes à entendre et à écouter. Je demande à nos camarades au fond de la salle de bien vouloir s'asseoir et de permettre de continuer les travaux

de la matinée. Jacques, tu as la parole.

Jacques Huntzinger - Merci.
Sur ces activités, je voudrais faire deux observations.
La première, sur le fond.
Les Socialistes français, par ces rencontres, à l'occasion du Congrès de l'Internationale Socialiste, ont animé la réflexion, le débat du mouvement Socialiste sur la crise mondiale qui nous entoure. C'est sur les propositions du Parti Socialiste Français que le débat a eu lieu au Congrès du SNETAP et c'est à l'initiative du Parti Socialiste Français finalement que la déclaration adoptée par les chefs de gouvernements à Paris il y a quelques jours a été réalisée.
Sur les principaux points, l'accompagnement concerté de la relance, si celle-ci a lieu, la politique active menée d'abord par les gouvernements Socialistes de lutte contre le chômage et pour une nouvelle croissance, sur le Nord/Sud, l'endettement des principaux pays sous-développés, l'aide aux pays les moins avancés, les négociations globales, sur la réforme du système monétaire international, sur ces quatre axes, les initiatives sont venues du Parti Socialiste Français, il est bon de le rappeler de temps à autre.
Ceci veut dire que l'action du Parti au sein de l'Internationale, au sein du mouvement des Socialistes européens, s'est développé et que notre influence s'est développée en raison même du fait que nous constituons aujourd'hui la principale expérience Socialiste dans le monde développé.
Je voudrais faire une deuxième observation, et je m'en tiendrai là.
Cet exemple, les Rencontres des acteurs du changement, notre action à l'Internationale - on pourrait prendre d'autres exemples - prouve au moins la capacité de ce Parti d'agir et d'entreprendre. Le Parti a vécu des problèmes depuis deux ans. On en reparlera. Des problèmes de fonctionnement, matériels, administratifs, humains, des problèmes liés à son rôle nouveau. Nous avons expérimenté cette situation de parti de gouvernement. Nous avons tâtonné, nous nous sommes parfois trompés, nous avons, en tout cas, recherché des voies qui permettent au Parti Socialiste de n'être ni le Parti Etat, ni le Parti "godillot". Je ne sais plus très bien de qui est cette formule d'ailleurs de "Parti godillot". En tout cas, en tant que secrétaire national de ce Parti, je n'ai jamais eu ni la volonté, ni le sentiment d'être un "godillot" et je dirai que le Parti, animé par sa direction et par son premier secrétaire, a fait beaucoup de bonnes choses depuis deux ans. Je dirai que jamais un parti de gouvernement n'a autant marqué la vie publique, n'a autant agi sur la société sous la Vème République que le Parti Socialiste en deux ans. Cela ne suffit pas. Cela sera le débat de notre Congrès, mais il est bon à l'occasion de cette dernière Convention qui précède notre Congrès, de rappeler quelques vérités à ceux qui ont quelque peu oublié ce qu'a été ce Parti, depuis deux ans, avec ses difficultés, mais également avec son action collective.
(Applaudissements)

Le Président.- Merci.

La parole est à Nicole Bricq et ensuite à Alain Guyomard.

Nicole Bricq

Chers camarades, Paul Quilès, tout à l'heure, a posé une série de questions à propos de notre Parti. Je n'ai pas la prétention de répondre à toutes, dans leur totalité, mais je pense que ces questions seront effectivement au cœur de la discussion que nous avons entamée pour notre prochain Congrès.

J'essaierai d'apporter à cette tribune ma réflexion qui n'est pas uniquement la mienne, mais celle que je ressens du fait que je suis première secrétaire d'une fédération, celle que j'entends, celle que je relis déjà au travers des contributions préparatoires à notre Congrès et qui nous sont remontées.

"Fermé pour causée de gouvernement".La pancarte proposée en 1956 à Guy Mollet pour accrocher à la porte de la SFIO serait -elle pour nous Socialistes de 1983 d'actualité ? Certainement pas si j'en juge au travers de la revendication qui monte de nos sections, de nos militants et de nous-mêmes, quelle que soit notre place dans le parti, revendication à l'existence du Parti, à une marge d'autonomie.

Nous savons bien que ce Parti, qui a forgé la victoire de 1981, est aujourd'hui, face à la réalité de l'exercice du pouvoir, un levier essentiel à la réussite de la Gauche. C'est pour cela qu'il est important de connaître, de discuter entre nous de ce qu'il est aujourd'hui. C'est une condition indispensable pour qu'il se fixe, et ce sera la tâche de notre prochain Congrès, ses propres objectifs.

Notre Parti a fait une mutation organisationnelle antérieure à 1981 que je situerai, pour ma part, à 1979. Depuis cette date, il s'est à la fois renforcé et fragilisé.

Renforcé, parce qu'il a fait un sérieux effort d'organisation, un sérieux effort de formation.

Fragilisé, parce qu'il a privilégié les responsables, et il existe aujourd'hui davantage au travers des 6.000 ou quelques abonnés ou militants responsables qu'au travers de ses 200.000 cotisants.

Ce choix est, certes, plus difficile à assumer aujourd'hui, après 1981, alors que chaque militant, là où il vit, là où il travaille, dans son entreprise, dans son quartier, parce qu'il est connu comme Socialiste, devient à lui tout seul le porteur du poids de l'action gouvernementale et en est comptable. Ce choix a des traductions très concrètes que nous connaissons. Le fait, par exemple, que les militants ne reçoivent plus que très épisodiquement la presse interne du Parti, qui est souvent, ne l'oublions pas, pour de nombreux adhérents, le seul lien qu'ils entretiennent avec leur direction nationale, pèse d'autant plus que les médias diffusent largement des idées qui nous sont peu favorables. Le fait aussi que ceux qui sont l'armature du Parti ont à se plaindre bien souvent du peu de relais qu'ils trouvent auprès des militants, ceux-ci se sentant souvent simples spectateurs et attendent que les responsables, pour peu qu'ils soient permanents, et cela devient de plus en plus fréquent, entre l'attaché parlementaire, le détaché auprès d'un cabinet ministériel, le permanent du Parti ou le permanent fédéral et bien d'autres encore, attendent donc que ce responsable, puisqu'il est là pour

cela, agisse.
Le fait aussi, et Paul Quilès en a parlé tout à l'heure, que notre Parti a bien du mal à retenir les adhérents qui le rejoignent, et je pense, pour le constater dans les sections, que le Congrès a, à cet égard, un rôle pédagogique, un rôle pour transformer une adhésion qui se fait actuellement dans la période de difficulté, une adhésion que je qualifierai de ponctuelle, en un engagement politique.
Cette réalité, nous ne devons pas l'occulter, parce que c'est une réalité qui se situe au cœur d ' une mutation du militantisme qui n'est pas propre à l'appareil politique, mais qui se retrouve aussi dans les appareils syndicaux. Nous ne devons pas nous y complaire non plus, et puisque cette réalité est à la fois bonne et moins bonne, nous devons voir ensemble comment la dynamiser, sinon nous serions condamnés à des actions volontaristes, complètement coupées de la réalité.
Le Parti doit - et a mon sens, il en a les moyens - refuser deux tentations également stériles :
- Celle qui consisterait à être un parti "attrape-tout" qui ne serait qu'une machine électorale technocratisée ; cela aurait l'inconvénient, suivant un tropisme bien connu, de laisser la parole politique à notre groupe parlementaire uniquement.
- Le deuxième écueil, ce serait un parti qui pencherait pour la secte, en étant pur et dur, mais complètement replié sur lui-même.

Nous avons, à mon sens, trois moyens d'éviter ces écueils :
- Que le parti se mette au service d'un enjeu clair
- Qu'il soit conscient de ses responsabilités comme axe de la majorité
- Et qu'il se dote d'une stratégie de masse. Un parti au service d'un enjeu clair.

Cet enjeu - il a été rappelé tout à l'heure par Pierre Mauroy -c'est le redressement national.
Cela pose évidemment et directement la question de la politique gouvernementale et la difficulté à mobiliser le parti alors même que celle-ci est, comme je le pense, comme d'autres camarades le pensent, actuellement démobilisatrice, car elle fait appel à l'effort sans toujours préciser le sens de cet effort.
Le Parti, pour cet objectif de redressement national, doit s'attacher à faire remonter les aspirations, fédérer les énergies, réaliser la convergence des forces sociales et isoler nos adversaires en brisant ainsi les corporatismes qui se font jour, les isoler dans le sens de cette stratégie unitaire qui, en termes de parti ou de couches sociales, reste au cœur de notre projet.
Je crois que nous devrons donner une traduction concrète, notamment, à l'accord que nous avions signé avec notre partenaire le 23 juin 1981.
Un parti conscient de ses responsabilités comme axe de la majorité.
Le PS ne doit en aucun cas être le saboteur de l'action gouvernementale, mais il ne peut exister qu'en rappelant sa présence au cœur des institutions.
Il est indispensable de secouer le schéma hérité de vingt-trois ans de gaullisme et d'après gaullisme. Le Président est, certes, la clé des institutions, mais il

n'existe qu'à travers le parti majoritaire, dont il a besoin à plus d'un titre. Par un effet boomerang de la Vème République, la re-centralisation de fait de la vie politique autour du Président renforce son isolement et sa fragilité. Le Président a donc besoin d'un parti vivant, non d'une coterie de flatteurs. Le parti doit pouvoir préparer le débat, qu'il s'agisse des options économiques, de la planification, des orientations industrielles, en s'appuyant notamment sur les travaux des Commissions.
Notre parti doit être également capable de contrer la pression idéologique de la Droite pour garantir, à terme, un meilleur rapport de forces en notre faveur.
Notre présence dans l'appareil d'Etat, mais aussi la lutte quotidienne, doivent être au cœur de ses préoccupations.
La défense de la République, des libertés, ne doit pas être laissée en terrain en friches à la Droite. Les voies d'une nouvelle politique économique doivent être explorées par nous, au niveau des idées, cette politique économique qui ne peut être jugée à l'aune du libéralisme toujours en vogue dans l'enseignement des grandes Ecoles et des universités.
Enfin, le parti doit se doter d'une stratégie de masse.
Il n'est pas utopique de faire du PS un parti de masse. Il vaut mieux être un million d'adhérents que 200.000. Il vaut mieux être implanté dans tout le tissu social que de se limiter à certaines couches de la société. Mais cela ne se décrète pas.
Le premier rapport du Parti, c'est celui qu'il entretient avec les masses, avec leurs organisations. C'est là qu'il puise le moyen de peser face aux institutions. Il faut un parti attirant par la richesse de ses débats et le sérieux de ses propositions...

Le Président - Camarades, je vous demande de vous asseoir et de vous taire !

Nicole Bricq - ... où les éléments moteurs de notre projet politique et de notre conception du front de classe - jeunes sans emploi, salariés moyens et petits, femmes - sentent que ces débats et ces projets qui sont les nôtres sont aussi les leurs et qu'à ce titre ils ont toute leur place parmi nous, parce qu'ils ont envie de se battre pour de tels projets, pour les voir s 'accomplir et pour les défendre.
Un parti de masse démocratique a besoin de structures adaptées un mouvement de la jeunesse Socialiste vivant, des permanents pour les (inaudible) nationaux d'entreprise, une formation politique dispensée par de véritables écoles attachées à la formation réelle des militants, une revue doctrinale régénérée, ouverte sérieusement au choc des idées, un hebdomadaire national populaire et re-musclé, une information effective, mensuelle, à tous les adhérents, même si - et je ne l'ignore pas - c'est une contrainte financière importante. Enfin, cela suppose un Parti capable de faire prendre en compte les enjeux sur la base claire d'engagements réciproques à moyen terme et à long terme au mouvement syndical. La conscience de la nécessité de ces engagements progresse, les syndicats s'aperçoivent bien, par exemple, que les lois Auroux ne seront rien sans un rapport de forces positif pour les imposer sur le terrain, face aux patrons,

et éviter ainsi leur récupération, soit au profit de la hiérarchie, soit pour en faire des:cercles de qualité à la japonaise.
Aujourd'hui, beaucoup de militants, beaucoup de responsables sont prêts à entendre pour leur parti, pour eux-mêmes, le langage de la rigueur, comme nous y invitait tout à l'heure le Premier Ministre.
Au-delà des clivages anciens, il n'y a qu'une synthèse qui vaille : celle qui permet le rassemblement pour la réussite.
(Applaudissements)

Le Président.- Merci.
La parole est à Michel de la Fournière, dernier orateur de la matinée.

Michel de la Fournière
Chers camarades, mon intervention se situera à la jonction des remarques de Jean Poperen sur les élections municipales - et particulièrement quant à l'analyse qu'il fait sur les bases sociales de la Gauche - et des événements qui se sont produits ces dernières semaines dans le monde étudiant et dans l'université en général.
Il me semble, en effet, que la loi Savary donne l'occasion d'une bataille extrêmement révélatrice de la lutte ancienne qui oppose la Gauche, dans sa volonté de démocratiser le système d'enseignement à tous les niveaux, et la Droite, qui veut maintenir une université élitiste. A cet égard, si notre camarade Bachy a pu dire, tout à l'heure, que "l'entreprise est devenue le lieu essentiel du combat idéologique", j'ajouterai qu'il est manifeste que l'université, qui l'est depuis toujours, le demeure de façon éclatante !
Je voudrais donc, tout d'abord, dénoncer ces comités de grève de facultés de droit qui sont des officines d'utilisation politique des étudiants et, à l'appui de cette affirmation que vous partagez tous, je voudrais communiquer à la Convention un document tout à fait extraordinaire qui m'a été donné hier par un ami professeur à l'université d'Amiens, qui est un télégramme du Comité de grève de Bordeaux au Comité de grève d'Amiens disant exactement ceci : "Pour gonfler chiffres chômage, inscrivez-vous ANPE mercredi 25 mai maximum effectif souhaitable."
Mes camarades, on est là, avec des documents de ce genre, tout à fait au courant du sens de la lutte de ces prétendus Comités de grève pour sauver l'université !
Je voudrais également dénoncer le discours tout à fait inadmissible que Raymond Barre a prononcé devant l'Assemblée Nationale.
Bien sûr, il a le droit de dire ce qu'il pense, mais quel est ce ton et quelle est cette amnésie ? Il réclame un consensus national pour la réforme de l'université ! Moi, je me souviens, parce que j 'en étais, qu'en 1976 - et aussi en 1973 - il y a eu des tentatives de réforme de l'université qui, que je sache, ont provoqué dans cette université des mouvements de grève d'une ampleur inégalée, puisque l'un d'entre eux a duré six mois ; est-ce qu'à ce moment-là le gouvernement de la Droite recherchait le consensus pour la réforme de l'université ?
Il est bien clair que la Droite politique a saisi cette occasion pour une tentative

d’offensive globale contre le gouvernement, et que l’université était bien loin de ses préoccupations.
D'autres ont osé parler de "mai 68". Alors, ce serait un "mai 68" sans la générosité, sans l’imagination, sans la jeunesse et sans la classe ouvrière... Il ne resterait que les violences de rue !
Je me réjouis donc de ce que le gouvernement et le Parlement aient tenu bon sur le fond des problèmes, et d’abord sur la date.
Mais cette loi de réforme ne règle pas tout et nous avons peut-être tendance à nous rassurer nous-mêmes un peu vite sur l’état des choses dans le monde étudiant.
Mes camarades - pardonnez-moi de m’éloigner un petit peu des problèmes les plus sensibles de l’heure, mais vous verrez que nous y serons ramenés néanmoins - je crois que nous ferions bien de regarder de très près ce monde étudiant qui a profondément changé depuis quelques années et dont le comportement général - pas simplement le comportement général par rapport à cette réforme, puisque aussi bien c’est la passivité qui en est le trait quantitativement principal, mais le comportement général par rapport au savoir, par rapport aux modèles de référence -est en train d’évoluer d’une manière, je crois, très inquiétante.
Quiconque est en contact avec cette jeunesse étudiante ne peut qu’être frappé par le recul évident de la culture générale, de la lecture tout simplement, autre que celle de sa spécialité, je dirais même de la lecture des journaux ! Combien de professeurs apprennent à leurs étudiants des événements qui font la "Une" de la presse ! Peu d’intérêt pour la marche du monde… Peu d’intérêt pour la politique.
Recul des valeurs, aussi. Aujourd’hui, il est manifeste que certaines règles élémentaires de la démocratie, qui jadis, dans ce milieu, étaient acceptées par 90 à 95% des étudiants, sont rejetées par des fractions importantes.
Un grand nombre d’étudiants sont littéralement perdus - ou, pour prendre leur langage, complètement "paumés" - par rapport à toute une série de questions sur lesquelles, jadis, on avait des réponses, souvent différentes, c’est vrai, mais des réponses.
Face à ce que nous pouvons caractériser comme un véritable drame de la jeunesse, nous avons ces professeurs dont une partie se présente totalement immobiles et rigides dans leur toge qui devient un symbole.
Le ministre de l’Education nationale veut très justement ouvrir l’université et introduire des personnalités extérieures dans les Conseils. Mais il faudrait aussi que les professeurs - et pas seulement ceux que je viens de caractériser - sortent de leur "train-train" habituel et classique et s’intéressent un peu plus à la vie sociale sur laquelle ils dissertent à longueur d’année ! Combien de professeurs de droit pénal ne vont jamais dans les prisons, dans les commissariats de police ? Combien de professeurs de droit du travail n’ont jamais mis les pieds dans une Cour de Prud’hommes ou même dans une entreprise ? Comment s’étonner ensuite que les jeunes, et surtout ceux - il y en a quand même - qui viennent des classes populaires, se sentent coupés de la majorité de leurs enseignants ?

Camarades, je crois que ces évolutions et ces blocages au sein de la jeunesse, nous devons les analyser avec le plus grand soin, et ceci m'amène à une remarque que nous pouvons prendre - que je prends, en tout cas - comme une auto-critique, c'est-à-dire le fait que le Parti n'ait peut-être pas toujours pris certains aspects du mouvement étudiant, et notamment celui des étudiants en médecine, avec une considération suffisante.
Bien sûr, certains d'entre nous...

Le Président - Je demande aux camarades qui font des conférences de presse de les tenir à l'extérieur de la salle !
(Applaudissements)

Michel de la Fournière - Cette attitude, je le sais bien, n'a pas été générale, ni dans le Parti, ni au gouvernement, et en ce qui concerne le gouvernement je salue en particulier les initiatives que le ministre des Affaires sociales a eues, qui ont été extrêmement heureuses pour notamment les conclusions auxquelles elles ont abouti.
Mais dans la revendication des étudiants en médecine, de donner plus d'importance, dans leur cursus universitaire, aux examens cliniques et aux notations auxquelles ils donnent lieu par rapport aux matières théoriques, il y avait là, camarades, quelque chose qui était dans le droit fil de tous les travauxs de la Commission santé du Parti depuis plus de dix ans. Je pense que nous nous en sommes avisés un peu tard et que certains d'entre nous ont eu tort d'appliquer à ce mouvement la même caractérisation politique qu'ils appliquaient, cette fois avec raison, à la grève des internes et des chefs de clinique.
Le principal problème n'est donc à mon sens pas celui des quelques milliers d'étudiants que rassemble la Droite, mais celui des quelques centaines que nous ne sommes pas capables de rassembler, seulement. Le fait qu'il n'y ait pas davantage de jeunes pour dire massivement "oui" à la réforme démocratique de l'université devrait nous inquiéter davantage. Je crois aussi qu'il n'y a plus, comme cela s'est produit à d'autres moments, de différences marquées entre les réactions du monde étudiant et celles de la jeunesse toute entière. Ce désengagement des étudiants vis-à-vis de l'ensemble de la politique, et par conséquent de la Gauche, nous l'observons, hélas,dela même manière chez les jeunes travailleurs que chez les jeunes en quête d'emploi. Certes notre Secrétariat national à la jeunesse et notre Mouvement de la jeunesse Socialiste font des efforts tout-à-fait excellents pour qu'il en soit autrement, peut-être un peu ilsolés au sein du Parti, et notamment au sein de nos fédérations.
Et j'en arrive au problème de l'électrorat social.
On en parle beaucoup et on écrit beaucoup à propos de cela, et on dit daans un rapport qui vous est communiqué que le problème principal est, pour nous, sur le plan électoral, la reconquète de notre électorat traditionnel , des petits et moyens salariés, j'en suis bien d'accord.
Mais je considère que l'électorat des jeunes est partie intégrante de l'élctorat traditionnel de la Gauche. Or, on doit constater que sur ce point, la réalité

Fondation Jean Jaurès

d'aujourd'hu ne correspond pas à la tradition, et que l'abaissement de la majorité civique à 18 ans n'a pas modifié les rapports entre la Gauche et la Droite. Certains repondent à cela en termes de critiques faciles contre l'école. C'est vrai qu'il faut redonner, notamment par l'éducation aux Droits de l'Homme, un contenu idéologique et une éthique à notre école, contenu qu'elle a progressivement perdu pour la raison principale que pendant 25 ans, le prétendiu modernisme de la Vème République était en fait un masque pour le démentellement en profondeur de l'école publique et de la transmission de ses valeurs.
Mais ceci ne suffit pas, il faut aller plus loin, il faut que le Parti lui même remette à l'ordre du jour les thèmes de changement social sur lesquels il s'est aussi construit et qui s'appelaient : "Changer la vie", "La parole aux Français", "Vivre autrement".
Il nous faut motiver la jeunesse autour de l'idée du changement, reprendre dans ce domaine notre fonction de propositions. La Rencontre des acteurs du changement allait tout à fait dans ce sens. Eh bien, elle doit être élargie, réproduite, elle doit avoir une diffusion, un écho plus large que ce qu'elle a eu, faute de quoi je crains que la jeunesse échappe au Socialisme et devienne disponible pour n'importe quelle aventure.
Je souhaite que notre Congrès prochain puisse débattre de toutes ces questions en profondeur.
(Applaudissements)

Le Président.- Je vous propose maintenant de suspendre nos travaux pour aller déjeuner. Nous reprendrons notre séance à 14 h. 30.
(La séance est suspendue)

PARTI SOCIALISTE CONVENTION NATIONALE
LE PRE-SAINT-GERVAIS - Samedi 28 Mai 1983
(Après-midi)
La séance est reprise sous la présidence de Jacques Delhy.

Paul Quilès
Chers camarades, je vous demande un peu de sérieux. Il est 15 heures 10, nous ne reprendrons la séance que lorsque tout le monde sera assis.
La parole est à Jean-Claude Routier, à propos de la campagne d'adhésion.

Jean-Claude Routier
Chers camarades, je prends la parole avant l'ouverture de notre débat de cet après-midi pour m'adresser plus particulièrement aux premiers secrétaires fédéraux, faisant suite ainsi aux explications et à l'appel présenté ce matin par Paul Quilès.
Paul Quiles vous a rappelé l'importance de l'enjeu de construire et de développer un grand Parti Socialiste, à l'échelle des responsabilités qui sont les nôtres, et il vous a rappelé les raisons, les conditions qui avaient conduit le

Fondation Jean Jaurès

Bureau exécutif à lancer, en application des décisions du Comité directeur, la grande campagne d'adhésion dont je vais vous entretenir maintenant, quelques instants.

La campagne nationale revêt une importance je dirai à la fois habituelle et traditionnelle pour renforcer notre Parti. Elle a connu deux modifications particulières.

La première : vous le savez bien, dans les fédérations et les sections, de nombreux nouveaux adhérents nous ont rejoints depuis 1981 et même peut-être surtout à la suite des dernières élections municipales. Ces adhérents étaient des sympathisants qui ont décidé de ne pas rester en dehors du coup sur le bord du chemin et telle est la cible de cette campagne.

Cette campagne s'adresse aux sympathisants du Parti Socialiste qui sont les plus nombreux dans ce pays, puisque notre Parti a, depuis de nombreuses années, toujours la meilleure image, d'ailleurs, le meilleur impact, le plus grand taux de sympathies de toutes les organisations politiques.

La deuxième raison, c'est que le renforcement du Parti, comme l'a dit Paul Quilès ce matin, est une nécessité pratique et également une obligation d'ordre politique.

Comment va se dérouler cette campagne ?

Je demande aux premiers secrétaires d'abord de noter que samedi prochain, à Clichy, se tiendra la réunion de tous les responsables et secrétaires fédéraux à la "Communication propagande", et je demande à chaque premier secrétaire de veiller à ce que toutes les fédérations soient représentées pour le lancement de cette campagne nationale d'adhésion.

Cette campagne, nous voulons d'abord qu'elle s'adresse aux sympathisants, c'est-à-dire ceux qui ont de la sympathie pour le Parti Socialiste, pour son organisation, pour l'action et la politique menées sur le plan national depuis mai 1981.

La première tâche est donc pour nos organisations, fédérations, sections et pour nos élus, de collationner, de répertorier, de s'adresser en un mot à tous ces sympathisants. Nous avons prévu, sur le plan national, deux types de matériels :

- Un projet de lettre aux sympathisants, qui pourra soit être adressé tel quel sous la signature du Parti à quelque niveau que ce soit, soit repris et utilement complété au niveau local et départemental par chacun de nos élus nationaux et locaux.

Le but est donc de s'adresseraux sympathisants du Parti de la même manière qu'un tract que vous trouverez dans vos chemises est destiné à être distribué à plusieurs millions d'exemplaires et permettra, nous l'espérons, à chaque sympathisant de se faire connaître, de se signaler à l'attention soit du Parti sur le plan national, soit au niveau local et départemental, par les compléments que vous pourrez apporter au tract.

Une fois ces sympathisants manifestés, connus, répertoriés, la deuxième phase consistera à prendre contact avec eux et là encore, sur le plan national, deux types de matériels et de brochures ont été réalisés, dont vous avez les photocopies dans les dossiers.

La première, réalisée sur un ton sinon humoristique, au moins humain et de détente, rappelle les quelques utiles conseils, sinon consignes, que les responsables des sections, des fédérations doivent respecter, pour accueillir convenablement et utilement les sympathisants qui auront été détectés, rassemblés par les méthodes précédentes, et à chacun d'entre elles et d'entre eux vous pourrez remettre la brochure qui définit ce qu'est le Parti aujourd'hui, c'est-à-dire le Parti d'hier, mais également le Parti du présent, celui du projet Socialiste mais celui aussi de l'action gouvernementale des deux dernières années.

Enfin et en complément pour permettre le retour et l'utilisation de nos méthodes traditionnelles, une affiche sera à la disposition de nos organisations pour motiver nos militants, nos responsables et peut être attirer l'attention de nos sympathisants.

Vous avez donc l'essentiel du matériel réalisé par le Parti qui d'ores et déjà est à la disposition des fédérations et des sections ; vous en avez des photocopies dans vos dossiers d'ores et déjà les commandes peuvent être passées, les livraisons sont assurées.

J'ajouterai que le Parti a consenti un effort financier considérable en voulant relayer l'activité de ses militants, l'activité de ses organisations par un appel plus vaste à la population et que la solution technique retenue a été l'insertion dans l'ensemble de la presse quotidienne de province de placards que j'appellerai militants que l'on pourrait définir comme publicitaires, placards qui reprennent les thèmes développés par le tract que vous trouvez dans vos dossiers.

Il s'agit d'un effort financier considérable qui avoisine le million de francs actuels et il est apparu que compte tenu de la multiplicité des tâches que doit supporter le Parti sur le plan national, il devait, au travers de cette convention, s'adresser aux responsables des fédérations pour demander leur participation, non seulement militante, mais également financière à cette action.

C'est la raison pour laquelle on vous a remis ce matin une demande de participation. Vous avez toutes et tous reçu pour chacune de vos fédérations la lettre qui définit la participation fédérale à cette campagne dont j'ai rappelé le coût. Cette participation a été calculée et arbitrée en fonction de la population du département, du nombre d'adhérentes et d'adhérents, du tirage de la presse quotidienne de province qui diffusera les textes publicitaires complétant l'action des autres éléments de propagande dont j'ai parlé.

Je demande à chacun et à chacune des responsables fédéraux et des premiers secrétaires ici présents de bien vouloir considérer avec la plus grande attention que nous sommes aujourd'hui à la fin du mois de mai, qu'il appartient au Parti de se mobiliser comme on a commencé à le dire et on continuera sans doute cet après-midi dès maintenant, qu'une réponse urgente, c'est-à-dire ce soir, est impérieusement obligatoire pour permettre à cette campagne de débuter dès le 5 juin.

Le planning sera donc le suivant :

- 4 juin, réunion nationale des responsables fédéraux à la communication –

propagande
- fin juin, l'ensemble des matériels dont j'ai parlé devra être rendu dans les fédérations ou les sections qui auront passé commande et elles peuvent le faire dès aujourd'hui.

La publicité dans la presse sera insérée dans la même semaine, ce qui laissera à toutes les organisations du Parti 3 semaines pour que, comme on l'a dit ce matin, le Parti, dans ce domaine comme dans les autres, soit celui de la réussite.

Le Président – Il faudrait un petit groupe de travail pour régler des problèmes de contentieux portant sur la dissolution de 2 sections, 3 réintégrations individuelles et l'approbation d'un statut de fédération.
Les camarades pourraient se retrouver au fond de la salle s Paul Quilès, Teisseire, Pierre Grana, Didier Motchane, ou Michel Charzat, Fajardie, Daniel Vaillant.
La parole est à Jean Le Garrec.

Jean Le Garrec
Chers camarades, nous avons eu ce matin un débat important, un débat lourd de signification, et je voudrais particulièrement répondre à l'intervention de notre camarade Jean-Pierre Chevènement.
Il est évident que quand un homme comme Jean-Pierre Chevènement avec la place qu'il a dans le Parti, avec le rôle éminent qu'il a joué dans le gouvernement, fait l'intervention qu'il a faite ce matin, cela a une signification politique lourde considérable et nous devons l'écouter avec beaucoup d'attention.
Je l'ai personnellement écouté avec beaucoup d'attention et je vais m'efforcer d'y répondre avec précision, mais sans châtier les mots et en m'efforçant de les bien positionner. Je le ferai au nom de la fraternité, et aussi de l'amitié personnelle que j'ai pour Jean-Pierre, mais en reprenant au moins un point sur lequel nous pouvons être d'accord, c'est-à-dire le sens des responsabilités, et Jean-Pierre est trop fin, a trop le sens de ses responsabilités pour ne pas savoir le poids de ce qu'il a dit ce matin. Et je trouve même relativement dommageable qu'il ne puisse assister à la suite de nos travaux pour que le dialogue puisse se poursuivre au delà de sa propre intervention.
(Applaudissements)
Je dirai que je suis au moins d'accord avec Jean-Pierre pour affirmer que nos responsabilités sont énormes, que nous avons tous les moyens et que selon ce que nous ferons ou ne ferons pas dans les années à venir, nous construirons l'avenir de la Gauche et du socialisme bien au delà de ce que seraient quelques années. C'est incontestablement une énorme responsabilité qui ne peut qu'obliger chacun d'entre nous à beaucoup de lucidité, à beaucoup de courage et pourquoi pas aussi à je ne sais quel sentiment d'angoisse, à savoir le poids qui pèse sur l'action que nous sommes en train de mener.
Je dirai aussi à Jean-Pierre que je suis bien d'accord avec lui pour dire que l'enjeu fondamental est la maîtrise de nos équilibres et particulièrement de nos

échanges, si nous voulons avoir capacité de développer une politique autonome et vous voyez très bien de quoi je veux parler et il suffit de se référer à quelques expériences euorpéennes du Socialisme, et vous avez en tête au moins un nom et un pays, pour savoir ce que veut dire ne pas maîtriser nos équilibres, et particulièrement celui de nos échanges et l'endettement qui en est la conséquence.

Je dirai aussi à Jean-Pierre que je suis d'accord avec lui pour dire que le problème du différentiel d'inflation pèse lourdement sur notre évolution, mais c'est parce que je suis d'accord avec lui qu'il ne faut pas se contenter des mots, qu'il faut aller plus loin sur les analyses des causes, des raisons structurelles et avoir le courage de les prendre en compte et de les corriger. Et je dirai qu'il serait parfaitement erroné d'imaginer que l'effort de relance que nous avons fait en 1981, qui s'est traduit par, en gros, une augmentation de notre production intérieure d'un pour cent, a connu quelques difficultés parce que nous avions seulement l'oeil fixé sur l'environnement international et que la reprise internationale que nous espérions ne s'est pas produite, cela est vrai, mais je dirai que ce n'est probablement pas la raison la plus fondamentale.

Si nous avons connu quelques difficultés qu'il nous faut redressser, c'est parce que nous sommes confrontés à une réalité que nous avions sous-estimée, et nous avons quelques excuses à l'avoir sous-estimée, celle des faiblesses structurelles fondamentales de notre économie et du formidable retard pris en quelques années et particulièrement sous le septennat de Giscard d'Estaing.

Il ne s'agit pas de reprendre ce mot d'héritage, pour lequel nous avons eu tellement de critiques, mais de dire que nous avons le droit et le devoir de redire une fois de plus que ce sont des faiblesses structurelles de notre économie qu'il nous faut corriger si nous voulons conserver autonomie et affirmation de notre projet ; tout le reste n'a pas de sens, cela serait, mes camarades, un discours sur le discours, et je crois que le temps n'est pas au discours sur le discours.

Intervenant devant la Commission des finances, un ministre de l'ancien gouvernement Giscard d'Estaing m'a fait remarquer qu'il nous avait dit qu'en relançant notre économie - comme nos engagements étaient là, comme nous devions les tenir, et cela a eu des effets bénéfiques comme le disait le Premier Ministre ce matin - il nous avait dit :"Nous avions attiré votre attention en 1981 sur les dangers que cela représentait" et je lui ai simplement posé la question : est-ce que vous nous avez fait le tableau de la situation économique que vous nous aviez laissée ?

Inutile de vous dire que j'attends encore la réponse de ce Ministre.

C'est cela qu'il nous faut dire et qu'il nous faut regarder.

Une moitié des entreprises en France n'ont pas su se préparer à cette situation formidable, non seulement de crise, et je voudrais là aussi corriger quelque peu l'analyse, mais à cette formidable mutation qui est engagée et dans laquelle nous devons prendre soin de laisser place, responsabilité et autonomie à notre pays.

Je pourrais sur bien des points mesurer précisément ce retard, l'indiquer, le chiffrer et nous le ferons.

Je voudrais parler du formidable retard des services de l'environnement aux

entreprises, du formidable retard de notre appareil de commercialisation, je voudrais parler du formidable retard qui pèse sur notre politique de l'emploi, de la situation de la formation, ou plutôt de la sous-formation de beaucoup de nos jeunes.
Comment répondre à un projet politique et accepter que 150.000 jeunes arrivent tous les ans sur le marché du travail sans aucune formation ?
Comment engager une politique de l'emploi et ne pas prendre en compte le fait, et je l'ai mesuré, que dans le Nord-Pas-de-Calais, pour les chômeurs de moins de vingt cinq ans, 60% d'entre eux n'ont aucune formation ?
Comment dégager une politique réaliste luttant contre ce fléau social qu'est le chômage si nous ne disons pas que la moitié des jeunes qui arrivent sur le marché du travail sont préparés à un emploi qui a disparu ou qui va disparaître.
Comment ne pas dire que quand nous avons créé une offre supplémentaire d'emplois par les contrats de solidarité, nous avons eu parfois du mal à trouver les recrutements compensant les départs ?
Mais enfin, où serait notre responsabilité si nous ne disions pas cela et en quoi consisterait l'affirmation qu'il existe peut-être potentiellement je ne sais quelle autre politique, dont je n'ai jamais vu d'ailleurs la description ni les contours, ni les données, s'il n'y a pas d'abord prise en compte de ces faiblesses et de ces retards ? Quel serait le cheminement, le champ du possible, si nous ne mobilisions pas toutes nos énergies, tous nos moyens, toute notre volonté, pour rattraper ces faiblesses structurelles, qui seuls permettent de créer les conditions d'une autre croissance nécessaire pour la politique de l'emploi, d'un rattrapage durable de nos équilibres extérieurs, d'une maîtrise de l'inflation dont chacun d'entre vous et Jean-Pierre plus que quiconque, sait qu'elle est d'abord liée aux insuffisances structurelles de notre appareil et que l'inflation a toujours été le moyen commode d'un certain patronat pour corriger ce qu'il ne savait pas faire, en essayant de se rattraper sur les prix.
Comment ne pas le dire, ne pas le poser, ne pas dire qu'il ne peut pas y avoir pour nous d'autre priorité que celle-là ?
Que signifierait l'affirmation de la nécessaire autonomie de la France dans le monde et de son message en direction d'autres pays, si nous n'affirmions pas cette nécessité ?
Que signifierait l'affirmation de notre volonté de conserver tous les moyens de consolider un projet que nous avons à peine amorcé, dont nous savons la fragilité, dont nous savons que si nous avions le malheur de quitter le pouvoir dans les mois ou dans les années à venir, tous nos acquis seraient peu à peu grignotés, remis en cause.
Nous savons qu'il nous faut du temps pour affirmer, qu'il ne suffit pas de voter une loi sur les droits des travailleurs pour qu'elle s'inscrive dans le tissu social, dans la volonté des entreprises, qu'il nous faut du temps, beaucoup de temps, que notre projet ne sera consolidée qu'avec ce temps, cette nécessité et que pour cela il nous faut conserver cette capacité d'autonomie et de décision.
Comment cela pourrait-il se faire si nous n'avions pas donc un choix qui s'imposait à nous, celui d'abord de prendre en compte nos fragilités, nos

insuffisances et de les corriger ?
Eh bien ! Là, mon Cher Jean-Pierre, c'est tout simplement les choix du IXème plan, ce n'est rien d'autres. Et je voudrais qu'on me fasse la grâce de laisser de côté le nombre important de pages, en même temps d'ailleurs que l'on voudra affirmer une volonté démocratique de débat. Je ne connais pas de débat démocratique durant un, avec des partenaires sociaux, des partenaires économiques, qui n'aboutissent pas à des textes volumineux. Comme nos débats sont démocratiques, et ils sont plus courts, ils mettent en cause moins de personnes, nous n'avons jamais été capables d'aboutir à des textes qui résumaient notre pensée en trois pages.
Je laisse de côté, et on m'en fera grâce, que lorsque Jean-Pierre parle d'identification; il n'a probablement pas en tête, ce qui m'appraitrait saugrenu, de bâtir je ne sais quel modèle de cheminement précis, du premier mois au dernier mois, je ne sais quelle vision macro-économique bien nouée, qui serait peut-être flatteuse pour un esprit acéré, mais dont on sait qu'elle serait parfaitement vaine à revoir et remise en cause avant que d'être commencée.
Jean-Pierre est trop au fait de tout cela pour qu'il me fasse cette grâce.
Alors, s'il veut dire : fixons des objectifs quantitatifs, des objectifs finaux, d'accord. Nous l'avons fait. Nous l'avons fait pour l'énergie, nous l'avons fait pour l'aide aux pays en voie de développement, nous l'avons fait pour la recherche, et il était bien placé pour en savoir l'intérêt. Nous le ferons dans le débat avec le Parlement, nous irons plus loin, nous discutons, nous précisons, et nous le ferons probablement sur le différentiel de croissance, sur la nécessité de mesurer l'évolution de notre inflation par rapport à un panier de monnaies, sur le pourcentage de formation de capital fixe, nous irons plus loin, nous débattrons, et c'est cela le débat avec le Parlement.
S'il veut dire : en face des priorités dont le gouvernement a décidé, il nous faut fixer des objectifs quantifiables, permettant de vérifier les cheminements, de bien savoir si notre politique de correction de faiblesses de structures a de l'effet, j'en suis d'accord aussi, nous le ferons.
Mais si c'est cela que veut dire Jean-Pierre Chevènement, il suffit de le dire clairement, nous y sommes, et nous avançons tranquillement. Si ce n'est pas cela, alors, c'est autre chose. Mais quoi ? Une autre politique ? Laquelle ?
Comment répondre à ce seul impératif que je viens d'indiquer : celui de redéploiement de ressources, vers des priorités, celui d'optimisation de nos moyens, celui de mobilisation du système bancaire en cette direction ?
Et je dirai qu'aujourd'hui être Socialiste c'est d'abord comprendre le message du Président de la République, c'est soutenir la politique du gouvernement et l'action du gouvernement, c'est faire les choix pour construire l'avenir.
Et je dirai à Jean-Pierre qu'en cette matière nous n'avons le droit à aucun romantisme, nous avons droit à une chose : de la lucidité, du courage, beaucoup de volonté dans l'affirmation de ce choix.
Et je dirai que, au bout de la réflexion, au bout de l'action, dans une situation de déséquilibre monétaire s'aggravant, dans une situation de crise des échanges, de crise des rapports, face à cette formidable mutation que nous devons prévoir, la

seule responsabilité politique, il n'en est point d'autre, c'est de dire : je fais cela, donc, faisant cela, je ne fais pas autre chose.
Et si nous arrivons tous ensemble, dès la présentation du budget de 1984, à avoir ce courage, et il en faudra, à dire : "Nous voulons moderniser, nous voulons rattraper le retard de formation, nous voulons développer l'environnement économique, nous voulons gagner des parts de marché intérieur en étant plus efficaces, parce que voulant cela nous allons vers tels choix", cela veut dire : il y a des choses que nous ne ferons pas.
Eh bien ,si nous faisons cela, et c'est cela que le gouvernement veut, c'est à cela qu'il se prépare, je crois que nous n'aurons pas fait preuve de beaucoup de romantisme, mais nous aurons eu au moins le courage de préparer les conditions pour l'avenir.
C'est cela le choix politique, et il est incontournable. Je ne connais pas de chemin de traverse, pas pluis que je ne peux admettre que Jean-Pierre, parlant de la priorité pour l'emploi, passe alègrement sous silence la nécessité fondamentalede nous poser le problème de la réorganisation du process de travail, de nous situer face à cette mutation technologique, de dire que nous ne pourrons la maitriser que si nous voulons aussi remettre en cause les structures d'organisation du travail, et que c'est la seul signification profonde que nous pouvons donner à notre volonté de développer les droits des travailleurs ou la démocratie économique.
Je dirai, et on voudra bien m'excuser de cette boutade, que Jean-Pierre devrait avoir une conception de l'industrie qui ne soit pas celle d'un cinéma que j'aime beaucoup, celle du cinéma soviétique des années du muet, avec des cheminées qui fument et des roues qui tournent.
(Applaudissements, mouvements divers)
Cela est peut-être sévère, mais si je suis fort capable d'écouter des sévéritées, cela m'autorise bien à en dire quelques unes.
Existe-t-il des chemins de traverse ? Peut-on laisser croire qu'une autre politique est possible ? Voilà le veritable débat. Alors s'il est celui là, posons le !
Je me suis efforcé, peut-être avec rudesse – mais entre camarades on peut se permettre cela, on en a entendu d'autres entre nous – de bien situer les enjeux, et je le dis, ce sera ma conclusion, avec un peu de gravité.
Chaque camarade à le droit de débattre totalement, librement, er d'affirmer ses choix. C'est ce qui fait notre force. Mais il faut prendre bien garde que dans ce que nouis faisons aujourd'hui, qui est extrêmement difficile, toute phrase, toute affirmation non totalement fondée, toute approche qui ne va pas jusqu'au bout du raisonnement, est utilisé pour mettre en péril la politique que nous menons ; qu'il n'y a plus de neutralité, que nous sommes dans un environnement hostile, et que chaque mot pèse, que chaque hésitation est interprétée, et qu'une des responsabilité du gouvernement est de montrer une volonté sans faille, élément essentiel de la réussite, car sans cette volonté sans faille, il n'y aura pas de réussite, et chacun peut en mesurer les conséquences.
Je le dis avec amitié mais en indiquant que si nous devons admettre qu'il n'y a point de chemin de traverse, nous devons avoir le courage alors de dire que la

nécessité de préparer l'avenir passe par la mobilisation totale, sans ambiguité, derrière l'action menée par le Président de la République et le Premier Ministre, que nos responsabilités sont d'une telle hauteur qu'elles nous interdisent le romantisme et la moindre hésitation.
(Applaudissements)

Le Président.- Merci.
Je donne la parole à Alain Coquard, ensuite c'est Didier Motchane qui interviendra.

Alain Coquard
Mes chers camarades, c'est en qualité de premier secrétaire de la fédération de l'Ain que je m'adresse à vous, fédération qui aura l'honneur, mais aussi la lourde responsabilité d'organiser et d'accueillir le prochain Congrès à Bourg-en-Bresse.
(Applaudissements)
C'est avec plaisir que nous vous accueillerons tous.
Ce Congrès, à mon sens, doit être celui d'un parti auquel la majorité de nos concitoyens a confié les destinés de notre pays. Nous ne pouvons nous tromper, Bourg doit être le Congrès du sérieux dans nos propositions, de la démonstration de la cohérence de notre action, et le Congrès de la responsabilité.
En qualité de militants, d'élus que nous sommes tous, ne sommes nous pas interpellés régulièrement sur les discordances de langage, parfois – c'est plus grave – de proposition de tel ou tel ministre ou responsable du Parti ? Nous connaissons tous les difficultés que cela créé pour expliquer notre politique, pour défendre les transformations qui ont été mises en place par le gouvernement et par l'Assemblée.
Que devons nous répondre ? Devons nous avoir honte de notre bilan, de l'action de la direction du Parti, de nos groupes à l'Assemblée Nationale ou au Sénat ?
Je pense que non, si nous regardons en arrière ce qui a été fait depuis deux ans. Ceux qui pensent que nous ne suivons plus la ligne fixée par nos précédents Congrès devraient, à mon sens, le dire, et s'ils le disent, également en tirer les conséquences.
Nous ne pouvons oublier que la France n'est pas un îlot du Socialisme complètement isolé et non soumis aux contraintes extérieures.
Je crois que cette Convention d'aujourd'hui s'est un petit peu transformée. J'ai eu l'impression parfois d'être dans un mini Congrès, un mini Congrès qui simplement n'aurait pas été préparé par un débat de fond des militants.
Aujourd'hui nous sommes à la Convention du Pré-Saint-Gervais, dans laquelle c'est l'action, c'est le rapport d'activité de la direction du Parti depuis la dernière Convention, qui doit être examiné et rien d'autre.
(Applaudissements)
Il va nous falloir tout à l'heure voter le quitus. Chacun prendra ses responsabilités à ce niveau là. Je suis un peu comme Le Garrec, je regrette que certains intervenats de ce matin ne soient pas là cet après-midi pour entendre la

suite des débats. Pour moi aussi c'est un des aspects élémentaires de la démocratie et du débat dans le Parti Socialiste.
(Applaudissements)
Je suis effectivement etonné de certaines interventions de camarades ayant d'importantes responsabilités dans le Parti ou dans le gouvernement, et qui semblent dire aujourd'hui que tout va mal parce qu'ils se sentent dégagés par leur propre responsabilité de ces responsabilités.
(Applaudissements)
A ce sujet là, je me rappelle certaines dégradations, et nous nous les rappellons tous. J'ai encore en mémoire un certain discours de Valence, et si vous me le permettez, je vais vous en lire à nouveau un passage.
"Mes chers camarades, ce n'est pas à la portée de tout le monde d'être "godillot". C'est une belle et bonne chaussure, avec laquelle d'ailleurs beaucoup d'entre nous on fait bien des kilomètres, et pour ma part, je tiens à vous le dire très franchement, je préfère les Socialistes en godillots aux Socialistes en escarpins".
(Applaudissements)
J'ai aussi lu le livre d'un certain Jacques Mandrin qui, à la page 166, lancait un appel à la responsabilité. Je me permets également de vous le lire.
"C'est pourquoi nous ne sommes pas près de nous joindre à la cohorte désordonnée de ceux des Socialistes qui livrent à leur gouvernement une guerilla irresponsable, comme si le dénigrement, même s'il s'appuie sur la critique fondée, mais au coup par coup, de décisions isolées, pouvait, face à la Droite et à un environnement hostile, être constructif".
Alors quand je lis tout cela, quand je me rappelle ces déclarations, je dis qu'il est temps maintenant de mettre les actes en concordance avec les paroles antérieures ou les écrits récents.
(Applaudissements)
Dans la perspective du Congrès de Bourg, c'est l'image même du PS qui est en cause, c'est l'image même du PS, parti ayant la responsabilité du gouvernement. C'est l'image de notre gouvernement, c'est l'image de nos parlementaires qui votent les lois, qui est en cause, et cela, nous ne devons pas l'oublier.
C'est pour cela que je lance un appel à tous les camarades qui sont présents aujourd'hui, à tous les Socialistes. Je leur demande de faire du Congrès de Bourg-en-Bresse le Congrès du sérieux, le Congrès de la cohérence, le Congrès de la responsabilité.
(Applaudissments)

Le Président - Merci.
Didier Motchane, ensuite moi-même.

Didier Motchane
Mes chers camarades, je voudrais vous dire deurx ou trois choses simples.
Je ne répondrai pas directement à des camarades qui n'ont manifestement pas bien entendu les interventions qui ont précédé la mienne, ou plus exactement la

Fondation Jean Jaurès

leur. A tout prendre, nous pouvons avoir un parti “godillot” si ce parti “godillot” fait en sorte que la politique de la Gauche ne soit pas une politique à la godille !
(Mouvements divers)
Je ne pense pas que nous allions très loin en nous cantonnant au petit jeu des citations. Cela dit, si la Convention nationale ou si nos réunions ultérieures le souhaitent, j’accepte le rendez-vous. J’accepte le rendez-vous, par exemple, à propos du IXème plan, car j’ai encore en mémoire - et je pense, mes chers camarades, n’être pas le seul - des discussions très souvent sérieuses, sinon pas toujours, presque toujours passionnées, et pas toujours idéologiques dans le mauvais sens du mot, parfois idéologiques dans le bon sens du mot, que notre Parti avait consacrées aux rapports du plan et du marché, et ayant cette mémoire qui n’est pas un privilège personnel, mais qui est la mémoire du Parti que je partage avec vous tous, mes camarades, je ne peux pas brusquement m’en séparer, lorsque les documents du IXème plan dont nous avons eu l’occasion de parler d’une manière intéressante avec Jean Le Garrec au Bureau exécutif, lorsque les documents du IXème plan, curieusement, en font si complètement abstraction. J’ai encore en mémoire des interventions et des débats souvent vifs, parfois un peu trop, par exemple l’intervention d’un de nos camarades qui est aujourd’hui un des ministres de la République, et qui disait, au Congrès de Metz : "camarades, entre le plan et le marché, il y a le Socialisme"....
(Applaudissements)
Cette question est-elle toujours actuelle aujourd’hui ?
Mais je voulais vous dire, mes chers camarades, que je voudrais concentrer mon propos sur quelques choses simples. Chaque fois que le Parti prépare un Congrès, dans chaque Congrès du Parti, il est beaucoup parlé, et c’est naturel, de l’unité du Parti. Il me semble - c’est une impression peut-être un peu banale - que, deux ans après le 10 Mai, dans la responsabilité que nous avons, dans la situation où nous sommes, on se pose la question : est-ce que vous croyez que ce qui est en cause, c’est l’unité du Parti, aujourd’hui, au mois d’octobre ? Est-ce que vous croyez que l’on peut affirmer, d’un même souffle, comme je n’ai pas entendu un seul camarade, un seul membre de la direction, ne pas le dire, que nous avons besoin d’une véritable discussion, que nous avons besoin, comme le disait Pierre Mauroy tout à l’heure, d’un vrai débat, et faire comme si, avant même que le débat soit ouvert ou à peine au moment où il s’ouvre, l’on nous dise : débattre, se poser les questions de l’enjeu, des termes réels, des choix que nous avons à faire, c’est en face de la Droite porter un mauvais coup à la Gauche, c’est porter un mauvais coup au gouvernement.
Enfin, mes camarades, toute la France sait que le Président de la République a eu la responsabilité, combien difficile, et qu’il ne peut partager avec aucun autre, de faire à un moment donné un choix donné et qu’il a hésité, c’est-à-dire qu’il a réfléchi pendant neuf jours, et des camarades peuvent encore dire je ne sais quelle autre politique... Qu’ils prennent la peine de lire des propositions que "Le Poing et la Rose" va leur apporter, qu’ils prennent la peine de consulter les comptes rendus de nos derniers Comités directeurs ou des réunions de notre groupe parlementaire à l’Assemblée Nationale, et qu’ils prennent la peine de

participer avec nous à une réflexion difficile et sérieuse et faut-il le dire, sans doute il faut le dire, ce n'est pas supefflu je le pense, fraternelle.
Aucun d'entre nous, je le sais, ne peut une seule seconde suspecter la conscience, la sincérité, le dévouement de camarades, y compris la responsabilité de faire les choix du 23 mars. Aucun d'entre eux d'ailleurs n'a de doutes sur cela, mais je vous dis tout net que je ne laisserai pas une seule seconde aucun camarade de ce Parti insinuer ou dire qu'à partir du moment où les Socialistes, dans leur Congrès, ou des Socialistes, dans leur Convention nationale, disent en conscience ce qu'ils pensent ou qu'ils souhaitent qui devienne la conviction et la position du Parti, je ne laisserai pas une seule seconde aucun d'entre eux le faire sans lui demander, sans vous demander comment ils s'arrangeraient avec ses convictions et avec ses proclamations sur la vie du Parti, sur la démocratie du Parti, sur l'existence du Parti, sur la réalité du Parti, sur la mission du Parti, il ne faut pas pousser la caricature trop loin. Ce n'est pas dans ma nature de commencer une intervention je ne veux pas dire sur ce ton ; je pense que ce ton n'a rien que de Socialiste, mais dans ce qui pourrait donner l'apparrence d'une véhémence que je n'éprouve pas, mais si je le fais, c'est parce que je crois que de la conscience que nous en prenons, de l'importance de ce que nous allons faire ensemble, dépend le fait que notre Parti pèse ou non, que notre Parti joue pleinement son rôle.
Tout à l'heure, des camarades ont dit que nous avons le temps. Oui et non. Nous avons notre temps si nous savons le prendre, mais en réalité, mes camarades, le 10 mai représente des virtualités tellement formidables, représente des possibilités tellement insupportables pour ce qui est extérieur à la Gauche, pour ce qui est adversaire, et je ne fais pas la confusion, de la Gauche en France et à l'étranger, que nous ferions bien de réfléchir au contenu Socialiste que nous devrons donner au compromis, à la notion de compromis qu'à juste titre, notre Congrès de Valence a mise en valeur.
En définitive, si nous sommes tous d'accord, ou presque tous, pour penser que le mandat du 10 mai n'était pas de faire ici et maintenant le Socialisme en France, qu'il était que notre peuple attendait, attend et compte que, nous, Socialistes, nous nous conduisions en Socialistes, c'est-à-dire que d'ici à la fin du siècle, nous préparions les voies du Socialisme, et pour ce faire, que nous soyons capables de leur démontrer ce que nous leur disions, ce que François Mitterrand leur a dit à travers sa campagne électorale et ses cent-dix propositions, il y a une autre politique, il y a une politique qui nous permet de ne pas attendre les autres pour commencer de trouver les voies qui permettent à notre pays de sortir de la crise, en réalité, mes chers camarades, nous le savons tous, si on peut cristalliser l'enjeu sur un point, ce qui est toujours un peu artificiel, l'enjeu, c'est de savoir si, d'ici deux ans, nous aurons su faire reculer le chômage de 100 ou de 200.000.
En deux ans, notre pays, le seul des pays comparables, a réussi à arrêter sa progression et nous avons raison - d'ailleurs, nous ne le faisons pas assez et nous pourrions nous interroger sur les raisons pour lesquelles nous ne le faisons pas assez - de rappeler ce fait. Mais ce qui est en cause, c'est de savoir si la situation d'urgence bien réelle, si les contraintes économiques et, en particulier, la

contrainte extérieure bien réelle, nous ont enfermés véritablement dans ce choix que le Président de la République, dans sa conférence de presse du 9 juin 1982, avait récusé quand il vait dit : "Ni alignement, ni isolement".

Eh bien ! La réalité, mes camarades, c'est qu'en mars, en conscience, nous avons accepté provisoirement, mais en espérant bien que c'était provisoire, l'alignement, en attendant que les circonstances nous permettent d'en sortir.

Mais je pense, et je ne suis pas le seul, que nous courons ainsi deux risques. Le premier, c'est d'avoir l'alignement tout de suite. Nous l'avons dans une large mesure et même si je sais bien, comme Jean-Pieere Chevènement l'a rappelé, que notre politique de déflation, nous nous efforçons et nous réussissons autant que possible d'en atténuer les effets sur les travailleurs, en particulier sur les travailleurs les moins favorisés, nous courons le risque d'avoir l'alignement tout de suite et l'isolement ensuite. Regardez les propos des Allemands, des Anglais, des Américains, regardez l'accueil fait aux propos et aux propositions combien justes et qui devraient aller combien loin du Président de la République, il y a quelques jours, au début de la réunion de l'OCDE à Paris, regardez ce que fait le Dollar. Eh bien ! En face de cela, mes camarades, je vous dis simplement que nous avons besoin d'être sérieux. Nous avons besoin d'abandonner les débats mythologiques.

Protectionnisme, autonomie de gestion... Comment des Socialistes peuvent-ils, chaque fois que l'on parle du secteur public et de l'usage des nationalisations, n'avoir à la bouche que la notion d'autonomie de gestion dont nous savons qu'elle est importante, alors que, chaque fois qu'ils constatent à juste titre l'absence ou la faiblesse du changement dans ces entreprises, ce sont ces directions ou cet encadrement de ces entreprises qui nous disent : mais vous le dites vous-mêmes, autonomie de gestion.

Alors, c'est vrai, notre politique, elle n'a jamais été mise en oeuvre, mais je croyais que c'était vrai que nous ne sommes au gouvernement que depuis le 10 mai 1981. Effectivement, nous aurions peine à trouver des exemples historiques d'un gouvernement de la Gauche ayant gagné une campagne électorale sur des propositions inspirées du projet Socialiste, et de la logique du projet Socialiste.

Je ne fais pas du projet Socialiste un talisman, mais je dis qu'il faudrait tout de même savoir, entre nous, si ce projet Socialiste pour les années 80, dans son analyse, quant à son ressort, quant à sa logique, a un sens, a une pertinence pour la Gauche, aujourd'hui, ou pas.

Je dis qu'il faudrait savoir si nous avons fait les nationalisations comme pour nous acquitter d'une cotisation idéologique à l'égard du projet Socialiste, ou si nous avons fait les nationalisations pour fournir un point d'appui à l'extension de la responsabilité et des droits des travailleurs dans les entreprises, d'une part, et pour pouvoir avoir un instrument de politique industrielle dans ce pays qui a laissé son économie et son industrie, en particulier, se faire éventrer depuis quinze ans, d'autre part.

Je pourrais, vous le savez bien - chacun d'entre nous pourrait - poursuivre pendant des heures et des heures ces exemples et ce débat, mais je voudrais qu'il soit bien convenu entre nous, une fois pour toutes - une fois pour toutes ! - que

parler de cela jusqu'à notre Congrès et pour notre Congrès, dans notre Congrès, c'est faire notre métier et notre devoir de militants, et pas autre chose.
C'est la raison pour laquelle nous sommes nombreux - c'est mon cas en particulier - à penser et à avoir dit que cette discussion, nous devons l'aborder sans être empêtrés, autant que possible, par des clivages qui, en tant qu'étiquettes plus ou moins historiques, et quelle que soit leur justification qu'aucun d'entre nous - moi le premier - ne renierait, sont périmés s'ils devaient nous masquer le fait que nous, militants Socialistes, nousdevons et nous devrons nous départager, mais nous devrons nous départager sur des choix réels, et peu m'importe comment tel ou tel camarade a voté au Congrès de Metz, ou au Congrès de Nantes, ou au Congrès de Pau, ou au Congrès d'Epinay.
Je voudrais dire, parce que ce n 'est pas la peine de rester dans les généralités - encore que ce n'en ait pas été une - que puisque je suis, parmi d'autres, censé représenter ce qu'on nommait, par une pudeur qui m'a d'ailleurs toujours semblé devoir être mieux placée autrement, une "sensibilité", un "courant", le CERES pour tout vous dire...

Dans la Salle - Ah !

Didier Motchane - je suis de ceux qui pensent qu'il faut tirer la conséquence de cela, si on est d'accord avec ce que j'ai dit, et c'est la raison pour laquelle j'ai proposé publiquement, et dans les conversations avec mes camarades au Bureau exécutif, et dans plusieurs entretiens avec notre premier secrétaire, que nous évitions de fermer le jeu - cela peut arriver parfois malgré nous - avant qu'il n'ait commencé.
Je sais que Lionel Jospin, qui a affirmé, répété à plusieurs reprises que le Parti avait un besoin vital d'un vrai débat, et qui plus que d'autres - et c'est naturellement sa responsabilité - a conscience en même temps de l'esprit de responsabilité qu'il faut conserver dans ce débat, dans la situation où nous sommes et alors que nous savons que tout ce que nous disons - nous avons décidé que la presse serait présente à cette Convention, mais croyez-vous que le déroulement et les interventions de cette Convention auraient été tellement moins publics si elle n'y avait pas été présente ?... (murmures)... - sera repris, je sais que Lionel, convaincu qu'il faut un vrai débat, se trouve en même temps devant cette contradiction réelle de veiller - et c'est son devoir - à ce que le débat serve le Parti, tout en sachant que le non débat, à coup sûr, le desservirait, et le desservirait gravement.
C'est la raison pour laquelle je me permets de regretter très fraternellement deux ou trois petites choses.
Puisque la presse est là, je voudrais lui dire - et je sais que les habitudes sont longues à changer - qu'il vaudrait mieux s'abstenir de qualifier de "mitterrandiste" un des courants du Parti, même si c'est le plus important...
(Quelques protestations)
... Pour la raison tout à fait simple que je connais des camarades qui se sont reconnus dans d'autres courants, dont tout le monde sait qu'ils ont été au moins

aussi "mitterrandistes", et peut-être plus que certains des camarades du courant A - et c'était le droit des uns et des autres - et qu'après tout, à ma connaissance, François Mitterrand est Président de la République !
(Quelques applaudissements)
Je voudrais dire également que c'est un besoin légitime et utile au Parti que, les uns et les autres, nous fassions ce qu'il faut pour entrer dans cette discussion qui, en principe, devrait être une phase libre, celle des contributions, avec des propositions aussi cohérentes que possible, mais que nous devrions prendre garde à ce que le souci de rassembler notre courant ne dépasse pas et ne prévienne pas trop à l'avance le souci de rassembler le Parti. Je connais - je peux le dire avec un certain sourire - un certain nombre de camarades qui, dans des années déjà anciennes - nous n 'avions pas la responsaiblite du pouvoir - avaient l'impression, peut-être, pour certains, sincèrement, pour d'autres moins - qui peut juger ? - que certains autres camarades, parce qu'ils n'appartenaient pas à leur courant, avaient en tête de faire - comment disaient-ils ?... - un parti dans le Parti. Je crois que la suite et le Parti - le Parti tout entier - ont montré qu'ils s'étaient trompés et qu'il n'en était rien, mais je voudrais dire que ce souvenir devrait les aider à éviter de donner même l'impression de jouer, avant l'ouverture des discussions du Congrès, au parti sans le Parti !...

Le Président - Tu peux essayer de raccourcir un peu ?...

Didier Motchane - Raccourcir, c'est impossible - ce que j'ai dit est dit - mais je vais terminer !
(Rires)
Je terminerai, mes chers camarades - et c'est le Président, je l'en remercie, qui me fournit non pas l'idée, mais l'expression – en disant que je pense - et cela va nous demander un très grand effort - que ce qui est en jeu, c'est précisément non pas de nous raccourcir, mais de nous grandir...
(Quelques rires).
Il y a deux jours, je participais, avec Jean Poperen, Routier et quelques autres, à une des réunions régionales organisées par la direction du Parti et la fédération, à La Bassée. Il y avait deux groupes des plus importantes fédérations du Parti qui étaient présents, et Denise Cacheux, dans son intervention, a dit qu 'elle était préoccupée de ce que nous ne cédions pas trop à cette tentation bien connue, et malheureusement explicable, de donner, à l'occasion de notre Congrès, l'impression à la France que les Socialistes sont surtout préoccupés de se regarder le nombril.
Eh bien, mes chers camarades, je partage, et je pense que nous devrions tous partager, cette préoccupation. L'affaire du Congrès, c'est les affaires de la France, c'est le sens du 10 mai, c'est notre réussite. Je pense qu'aucune d'entre nous n'a pu manquer, d'une manière ou d'une autre, de se dire cela. Il importe que nous nous le disions d'une manière assez claire et assez consciente pour nous rendre compte que le véritable enjeu du Congrès, ce n'est pas, ou ce n'est que très secondairement - en tout cas pour moi, et je pense pour l'immense

majorité de nos camarades - le pouvoir dans le Parti - bien sûr, c'est aussi un enjeu, c'est le rôle d'un Congrès - mais l'enjeu du Congrès, c'est le rôle, l'action du Parti sur le pouvoir en France, sur le pouvoir et sur la France.
Je vous remercie
(Applaudissements)

Le Président
Merci, Didier.
Avant de passer la parole à l'intervenant suivant, je voudrais excuser Pierre Bérégovoy, Yvette Roudy et Claude Bartolone.
Après moi-même, ce sera Pierre Carassus.
Chers camarades, le premier secrétaire de la fédération qui recevra le Congrès de Bourg-en-Bresse se félicitait à l'avance de cette responsabilité et de cette chance. Eh bien, je lui dis qu'à satisfaction, satisfaction et demie, je suis fort satisfait quant à moi, pour ce qui concerne la Seine Saint-Denis, de recevoir la Convention nationale du Parti Socialiste aujourd'hui...
(Applaudissements)
... Et sauf à déménager Bourg-en-Bresse en Seine Saint-Denis, ce qui me paraît, et pour les uns, et pour les autres, assez difficile et assez délicat, je m'en tiendrai simplement - en essayant d'évacuer ou d'intégrer autant que faire se peut de la manière la plus légère possible l'extra-Congrès - à deux points d'intervention :
- la stratégie d'union de la Gauche, les questions stratégiques.
- et le Parti.

Je vous ferai remarquer d'abord que, sur la stratégie d'union de la Gauche, on parle peu, dans nos réunions locales et dans nos réunions fédérales ; à mon avis, en tout cas, on en parle trop peu. Peut-être simplement parce qu'on considère aisément, facilement, dans nos rangs, que l'union de la Gauche est balisée, qu'elle est, en quelque sorte, depuis la victoire de mai 1981, quelque chose qui est banalisé.
C'est vrai que l'union est entrée dans nos habitudes, dans notre vécu militant, comme une donnée désormais acquise de notre responsabilité politique. Et pourtant, combien de débats, à l'intérieur de nos rangs et vis-à-vis du Parti Communiste, et même combien de combats vis-à-vis de nous-mêmes et vis-à-vis du Parti Communiste, pour arriver à la concrétisation réelle de cette union de la Gauche dans la victoire de mai 1981 ! Je crois qu'à l'occasion, il faut que l'on s'en souvienne.
Que l'on parle si peu des questions stratégiques, cela m'interroge et, d'une certaine manière, cela m'inquiète un peu.
La stratégie d'union est-elle acquise chez nous par tous, et pour longtemps ?
Je n'en suis pas absolument certain et, en tout cas, parfois, dans nos rangs, sur cette question éminemment importante, il y a des silences qui pèsent lourd et qui peuvent être considérés comme des interrogations.
De mon point de vue, en tout cas, il faut rester extrêmement attentif à ce que dit, à ce que pense, à ce que fait notre principal partenaire, et il faut étudier son comportement depuis mai 1981 et s'il y a lieu - comme c'est le cas ces dernières

semaines et ces derniers mois - il faut étudier ses évolutions.
A mon sens, le Parti Communiste, si vous me permettez cette image, ressemble un peu à un iceberg : les 9/10èmes immergés, invisibles, et qui tirent l'ensemble. Mais qui le tirent vers où ?
Cette question, nous le savons désormais clairement, se pose avec acuité à l'intérieur du Parti Communiste, et cette question, nous le savons aussi clairement, nous interroge au tout premier chef.
9/10èmes de partie immergés, et qui tirent l'ensemble - mais vers où, à court, moyen et long termes ? - et 1/10ème de partie visible, 1/10ème de partie émergée. C'est celle-là qui parle, c'est celle-là qui donne la position du Parti Communiste et c'est celle-là qui réitère à l'envi, à satiété, "à qui mieux-mieux", semaine après semaine, interview après interview, la pétition de principe de nos camarades Communistes qui peut se résumer ainsi : oui, nous sommes au gouvernement et nous y resterons longtemps.
Cette formule politique, répétée régulièrement par Lajoinie, par Marchais et par d'autres, cette formule politique répétée avec insistance, cette formule politique qu'ils donnent lorsque la Droite les interroge sur cette question, cette formule politique à force d'être répétée m'interroge et m'inquiète un peu.
Si la position du Parti Communiste durablement était à ce point claire, pourquoi faut-il qu'il se sente obligatoirement obligé semaine après semaine, de la réitérer ? Je voudrais d'ailleurs faire remarquer que récemment Marchais a employé une autre façon d'aborder la question, il n'a pas dit :"Oui, nous sommes au gouvernement, oui nous resterons longtemps..." il a dit : "Bien sûr, on ne pourrait pas dire, bien sûr on ne pourrait pas dire..." faisant ensuite, mais c'est nouveau comme expression, la démonstration qu'il n'avait pas l'intention de partir.
Eh bien, mes camarades, je dis à ce sujet qu'il est de notre responsabilité à nous Socialistes, c'est-à-dire qu'il est de la responsabilité de notre politique qu'il n'en soit pas ainsi.
En tout cas la question stratégique de l'union de la Gauche doit continuer, c'est mon souhait et c'est mon souci, elle doit continuer de rester au centre de nos débats, c'est-à-dire au centre de nos préoccupations afin que nous ne soyons pas désarmés eventuellement devant un changement de cap, un changement d'attitude toujours possible de notre partenaire communiste.
J'en viens maintenant, après avoir lancé cette piste de réflexion, au deuxième point de mon intervention, le Parti.
Oui c'est vrai nous sommes peu nombreux, bien trop peu nombreux, 200.000 adhérents par rapport aux responsabilités historiques qui sont désormais les nôtres depuis deux ans. De ce point de vue le Parti c'est un outil trop frêle. En revanche nous connaissons beaucoup de sympathisants, eh bien notre travail c'est de les transformer en adhérents et je crois que cela est possible pour une part d'entre eux, bien entendu, si nous le voulons et si nous nous en donnons les moyens. Je sais et j'ai cru comprendre que c'était l'objectif de notre campagne nationale d'adhésion.
Oui nous bénéficions mes camarades auprès de l'opinion publique d'un réel

potentiel de confiance et de sympathie, eh bien il faut savoir transformer ce potentiel de confiance et de sympathie en adhésion politique et en acte militant, et à mon avis ce problème c'est avant tout une affaire de conviction des Socialistes et, à cette force de conviction, j'y tiens. Il faut sans doute retrouver, je le crois, le plus rapidement possible, la force de conviction qui était la nôtre lorsque nous étions dans l'opposition. N'ayons pas de complexe par rapport à ce que nous sommes, c'est ce que disait Paul Quilès ce matin, n'ayons pas de crainte de parler haut et fort, de dire ce que nous somes, qui nous sommes et pour quoi nous nous battons. Je crois moi que les Socialistes n'ont pas à être des Socialistes frileux, prudents, timorés, avec du vague à l'âme, minés par le doute, statufiés par la peur, statufiés par l'angoisse, ou de l'échec ou de la réussite. Certains sans doute chez nous cultivent cette attitude, les yeux fixés sur la ligne noire de l'échec, disent-ils, cédant à mon avis à trop d'apathie et trop de démobilisation, et de ce point de vue, je le dis à Didier Motchane, sa phrase "Notre politique n'a jamais été mise en oeuvre", ce n'est pas une phrase mobilisatrice et, si cela est vrai, alors il faut dire de quelle politique il s'agit, quelle politique a été mise en oeuvre depuis les deux années écoulées, mais en tout cas je considère qu'il faut, à travers de tels propos, redonner au moins du courage, au moins de l'ardeur, à nos camarades Socialistes et non pas rester frileux, coincés, statufiés, avec la peur, l'angoisse, qu'elle soit celle de la réussite ou de l'échec, et parfois certains d'entre nous plus volontiers braqués, je l'ai dit tout à l'heure, sur la ligne noire de l'échec.

Moi, mes camarades, je le dis très franchement, je n'ai pas le temps,; je n'ai pas le courage, je n'ai pas l'envie d'avoir des états d'âme dans la tâche qui est la nôtre et elle est rude certes, mais exaltante.

Oui, mes camarades, pour construire un Parti de masse, pour construire le Parti de la réussite du changement, il faut absolument un Parti mobilisé, un Parti convaincu, et un Parti sûr de lui-même et en tout cas, pour ce qui me concerne, je me bats et je me battrai de toutes mes forces sur le front du doute, sur le front de la désillusion et je vous invite à en faire autant, autant que faire se peut.

Alors, cette question pose, à mon avis, d'une manière absolument indiscutable, la façon de savoir comment le Parti peut retrouver sa place. Pour cela, et j'en terminerai là-dessus, il faut que nous sortions de cette fausse alternative, un Parti "godillot" ou un Parti systématiquement critique. Je dis que.de ce point de vue, cette alternative fausse, cette alternative dangereuse, a souvent été présentée d'une manière caricaturale, c'est vrai, par la presse, mais c'est aussi une idée désastreuse qui a fait son chemin jusque dans nos rangs. Je crois que le Parti Socialiste ne peut pas être un "Parti godillot". Les godillots, cela s'use et ensuite, on risque d'aller pieds nus. Je crois que le Parti Socialiste ne peut pas être un Parti systématiquement critique, sauf à avoir la volonté délibérée de se suicider lui-même.

Je crois que ces deux tentations sont à rejeter. Or, je le dis, en tout cas, on le sait pour certains, ces deux tentations, nous les avons eues. Aujourd'hui, il faut trouver les moyens de surmonter cette contradiction. Il faut trouver le moyen de surmonter cette fausse alternative. C'est la condition essentielle à l'avenir de

notre existence.
(Applaudi ssements)

Le Président - La parole est à Pierre Carassus, ensuite Jean-Pierre Cot.

Pierre Carassus
Chers camarades, l'orateur qui m'a précédé, reprenant en cela un thème fréquemment évoqué ce matin dans ce débat, et y compris par notre camarade Premier Ministre, nous a dit : il faut que le Parti se mobilise.
Le Parti, effectivement, essaie d'être mobilisé.
En ce qui concerne le secteur entreprise, et Jean-Paul Bachy en a parlé ce matin, il a engagé, en s'appuyant, du moins c'est ce qu'il essaie, sur l'ensemble du Parti, une campagne de popularisation des lois Auroux. Et, par l'activité que je mène, et par ce que j'ai pu constater dans les différents départements, tout ce qu'on a appelé ou ce qu'on a l'habitude d'appeler dans le parti "les sensibilités" sont les unes et les autres mobilisées pour effectivement mener à bien cette campagne.
Mais est-ce que cela - et je serai en contradiction avec ce que vient de dire l'orateur précédent - doit nous conduire, doit nous interdire de nous interroger et d'examiner ce qui effectivement peut gêner dans cette mobilisation ?
J'ai pu constater que ce matin et cet après-midi peu de camarades se sont interrogés sur l'écoute de la réception de notre politique auprès de ceux qui nous ont mandatés le 10 mai. Cet oubli me parait singulièrement significatif. En effet, au risque de mefaire traiter d'avoir un pied en-dedans, un pied en dehors, ou d'être, je dirai, un peu éloigné de la politique gouvernementale, je crois, et il faut le mesurer, qu'un grand nombre de ceux qui nous ont élus le 10 mai pensent que la politique que nous menons aujourd'hui est éloignée de celle pour laquelle ils nous ont mandétés...

Dans l'assemblée - Ce n'est pas vrai.

Pierre Carassus - Quand vous relisez les 110 propositions, quand vous relisez ce qui était l'objectif primordial de la politique que nous présentions au pays, la priorité à l'emploi, s'appuyant sur une croissance sociale, s'appuyant sur une relance sélective, eh bien, vous pouvez multiplier les explications ; mais quand aujourd'hui les mesures gouvernementales qui sont prises visent à ponctionner sur la demande intérieure, et quand le ministère des Finances lui-même reconnaît qu'il risque d'y avoir 200.000 chômeurs au bout du compte, eh bien, cela est perçu par les salariés comme une contradiction par rapport à la politique que nous avons menée, et sur laquelle nous nous sommes engagés.
Se masquer cette réalité, ne pas essayer de la saisir, c'est effectivement se donner peu de moyens pour corriger le tir éventuellement.
Alors, oui, il me semble qu'il faut reconnaître cela, très honnêtement, entre nous.
De même, lorsqu'on nous dit - et j'ai été heureux d'une petite correction

qu'apportait tout à l'heure Jean Le Garrec, au niveau du Parti, ou au niveau de certains membres du gouvernement - lorsqu'on nous présente la relance que nous avons impulsée au début du gouvernement comme une petite concession à la victoire électorale, cela me parait et c'est ressenti comme cela, en contradiction avec ce qui était un des axes de notre politique économique, à savoir que cette relance devait contribuer à relancer la croissance et la production et donc à lutter contre le chômage. Et cela est perçu ainsi par un grand nombre de salariés.

Alors, la question qui est posée, et elle a été posée ici même par plusieurs intervenants, et y compris dans la salle, est celle-ci : y a-t-il une autre politique ? Ou faudrait-il poser la question ainsi : est-ce que la politique sur laquelle nous avons été mandatée le 10 mai est toujours d'actualité, est toujours possibles ?

Force est de constater que nous avons dû y mettre une parenthèse, pour reprendre une expression qui a été déjà employée. Mais cette parenthese la est-elle, disons, la seule politique possible pour les mois à venir ? Pour ma part je ne le pense pas. Et je ne pense pas effectivement qu'une relance sélective de la consommation, même si elle se heurte à une structure de production qui a été démantelée par les capitalistes des multinationales, n'est pas nécesaire pour relancer notre production.

Je ne pense pas que nous ayons pleinement utilisé, et cela chacun ici le sait, les échos qui en sont faits dans nos fédérations, dans nos sections, peuvent le confirmer tous les jours, je ne pense pas que nous ayons utilisé à plein les entreprises du secteur public et du secteur nouvellement nationalisé.

Que nous disent nos camarades des entreprises nationalisées ? Eh bien ! Pour être un peu brutal, ils nous disent tout simplement : nous avons le sentiment que rien n'a changé. Et je ne crois pas que l'on modifiera cette situation en reprenant à notre compte en premanence le terme de l'autonomie de gestion. Je suis pour l'autonomie de gestion, mais pas présentée d'une façon telle qu'elle veuille dire pour les dirigeants actuels des entreprises nationales qu'ils sont libres de faire ce qu'ils veulent.

N'est-il pas significatif que par rapport aux lois Auroux la première entreprise qui a été condamnée par un tribunal est une entreprise du secteur nationalisé ? Est-ce que cela ne pose pas de problème ? Oui, la première entreprise à être condamnée par un tribunal pour la non application des lois Auroux a été l'entreprise Péchiney Ugine Kuhlmann. Je dis que cela nous pose un problème quant à la capacité d'appliquer notre politique.

De même quand nous parlons de la nécessité de réduire les importations, je dois vous rappeler - et c'est, disons, une des 110 propositions - que nous nous étions engagés à réduire les importations, la part des importations dans le produit intérieur brut à 20%. Je découvrais dans "Le Monde" que le ministre de l'Industrie nous disait lui-même que nous en sommes à 135% aujourd'hui. Or quand nous commençons à dire et rappeler au niveau du Parti ce que nous avions dit ensemble, ou du moins à une très grande majorité, ce qui est inscrit dans le projet Socialiste, la possibilité d'avoir recours à des mesures de rétorsion, immédiatement, obligatoirement, on se voit traiter de protectionnistes.

Alors, je pose une question. Moi je me sens profondément auto-gestionnaire, et je me demande et je demande aux camarades qui nous font cette critique, de se poser les différentes, les véritables questions :
Quelle auto-gestion, quelles possibilités de démocratie dans l'entreprise si demain notre production continue à être pénétrée par le capitalisme multinational, comme elle l'est aujourd'hui, c'est-à-dire que les décisions sont prises hors de nos frontières ? Quelle dissonance dans notre discours, quelle contradiction forte lorsque nous disons qu'en même temps nous avons la volonté de promouvoir la démocratie dans l'entreprise !
Oui, il me semble qu'une autre politique est possible. Quand on dit cela, quand on dit que la politique sur laquelle nous nous sommes fait élire et mandatés est toujours à l'ordre du jour, on nous dit : avancez des chiffres, faites des propositions concrètes. J'ai le handicap, par rapport à certains camarades, de ne pas être économiste, mais je suis toujours un peu effaré quand je vois comment un certain nombre de problèmes sont abordés.
Un exemple : aux télécommunications, des camarades nous disent, et je crois qu'ils ont étudié la chose avec sérieux : on aurait besoin de 4000 emploi au minimum. Aussitôt, l'on répond : ce n'est pas possible, nous mettrions en cause l'équilibre budgétaire. Alors, je demande à ces camarades combien ces créations entraînerait par rapport au financement de l'UNEDIC combien cela entraînerait, est-ce quantifiable, sur le bénéfice de la production ? Voilà me semble t-il une réalité.
L'incapacité que nous avons collectivement à aborder un certain nombre de problèmes sans sortir des schémas et des règles de pensée de l'idéologie dominante du libéralisme capitaliste me semble une question réelle sur laquelle nous devons réfléchir.
Chers camarades, je voudrais terminer en disant que le Congrès qui va s'engager, que les réflexions nécessaires, la nécessité du débat, la possibilité entre nous de nous dire franchement les choses, de discuter franchement les questions qui sont posées en essayant d'y apporter collectivement des réponses n'est pas contradictoire avec la capacité pour le Parti d'être présent sur le terrain et effectivement je suis convaincu que les travailleurs de notre pays sont habitués à un Parti ayant la capacité de débattre et cette capacité, non seulement elle n'est pas un handicap pour la mobilisation mais elle est un élément indispensable.
(Applaudissements)

Le Président - Alain Barrau a la parole, ensuite Pierre Aroutch.

Alain Barrau
Chers camarades, le thème central de mon intervention portera sur la jeunesse, mais je ne voudrais pas intervenir sur ce point sans vous dire comment j'ai ressenti l'intervention de Jean-Pierre Chevènement de ce matin. Je crois que c'est effectivement le devoir quand nous prétendons avoir des responsabilités à la direction de ce parti de se dire de quelle manière fraternelle ce que nous

ressentons au moment où des camarades éminents interviennent comme il l'a fait.

Je le dis, parce pour moi Jean-Pierre représente, parmi d'autres, des camarades qui en 1972 et au moment du projet Socialiste ont beaucoup travaillé pour faire de notre parti ce qu'il est maintenant, et je pense que quand il dit que nous sommes nombreux à dire qu'il est important que le débat ait lieu au sein du parti, tous ceux qui le disent, le premier secrétaire ou lui ce matin, ont raison de le dire. Le Parti veut discuter, c'est un fait,mais le parti aussi est dans ses profondeurs conscient que les textes de discussion qui seront les siens au moment du Congrès, que ce qui sera dit par ses militants, par ses responsables au moment du Congrès, représentent des éléments importants pour la politique de notre Parti et cela nous devons le prendre en compte.

Cela ne veut pas dire qu'il ne doit pas y avoir débat, cela veut dire que le débat doit s'inscrire dans un cadre qui est à définir clairement et à mon sens l'intervention de ce matin n'entrait pas dans ce cadre.

Il faut aussi qu'il y ait débat, parce qu'il faut qu'il y ait démonstration et le Congrès le montrera, qu'une large majorité du Parti ne partage pas les analyses qui ont été faites par Jean-Pierre Chevènement ce matin.

Je pense que l'on ne peut pas dire après deux ans de gouvernement de la Gauche, après les réalisations menées par l'union de la Gauche, qu'il n'y a pas une politique de Gauche dans ce pays.

Je pense qu'on ne peut pas dire, comme l'a dit cet après-midi Didier Motchane, que notre politique n'a jamais été mise en oeuvre.

Bien sûr, il y a, nous le disons tous, nous le savons tous, nous le vivons tous et quotidiennement, nous avons à la fois à l'expliquer, mais aussi à faire des pressions pour que la politique du Parti Socialiste se manifeste et s'impose clairement, il y a ici ou là des ralentissements, des parenthèses, des politiques conjoncturelles, mais est-ce que l'on peut dire, chers camarades, comme cela a été dit ici ou là par plusieurs camarades dans ce Parti, qu'il n'y a pas de différence substantielle entre la politique qui a été menée depuis mai juin 1981 et la politique de la Droite ?

Je ne le pense pas, je pense qu'il n'est pas responsable, pas positif pour le militantisme dans ce Parti que nous puissions faire penser que ce discours existe.

Il y a dans le débat économique qui a été engagé plusieurs aspects : d'abord un certain nombre de questions sur les décisions qui ont été prises par le gouvernement et par le Président de la République. Aucun d'entre nous n'a le mythe, ni du protectionnisme, ni du libre échangisme et il y a souvent un faux procès sur cette question. Il n'y a pas non plus le mythe du maintien à l'intérieur du système monétaire européen, mais il y a, et il faut que nous en soyons conscients, eu discussion - Didier Motchane l'a rappelé il a eu raison - sur plusieurs politiques économiques possibles et il y a eu le choix parmi ces politiques économiques, choix faits non pas simplement pas plusieurs responsables éminents du gouvernement et du Parti, mais par le Président de la République lui-même. Ce n'est pas en faisant référence à des critiques qui mettraient en cause l'infaillibilité du Président de la République, ce n'est même

pas en faisant référence au système institutionnel de la Vème République que je vais maintenant dire que ce choix a été fait et qu'il est à mon avis le bon, c'est en faisant référence au rôle politique de François Mitterrand et cela, chers camarades, nous devons l'intégrer dans l'ensemble de nos analyses et dans l'ensemble de notre raisonnement.

Il y avait peut-être d'autres politiques possibles et il faudrait, il faudra au moment du Congrès que l'on parle d'autres politiques pour la phase suivante, mais il faut maintenant, alors que la Droite fait feu de tout bois pour nous attaquer, alors qu'à l'étranger, mais aussi à l'intérieur, la politique menée par le gouvernement de l'union de la Gauche est attaqué systématiquement à chaque fois que cela est possible, il faut maintenant pour l'économie française, pour la poursuite de notre action à l'intérieur de l'union de la Gauche, pour le rôle de la France dans le monde, pour mobiliser l'ensemble des Socialistes et tous ceux qui avec eux se veulent être les acteurs du changement, que nous sachions que nous sommes dans une phase dont il faut que la réussite soit la plus grande possible. A quoi cela nous servirait il pour proposer d'autres solutions pour l'avenir si la politique menée était menée vers un échec et allait vers un échec ?

Ce qui a été à mon avis, le plus grave dans l'intervention de Jean-Pierre Chevènement de ce matin, ce n'est pas qu'il ait fait référence à d'autres propositions qu'il avait eu le courage d'indiquer au moment où les choix ont été faits,- et il a tiré lui même les conséquences de la politique qu'il voulait appliquer en se retirant du gouvernement - c'est qu'il a laissé planer... Il a indiqué que, quant à lui, et son opinion doit être prise en compte, il y a un risque que cette politique n'aboutisse pas.

Voilà ce qui me semble grave.

Il faut que nous puissions proposer, le débat du Congrès va le permettre, des politiques sans doute permettant d'accélérer la mise en oeuvre d'une proposition Socialiste pour la période qui suivra, cela est notre mission, cela est notre devoir au moment du Congrès, et je fais une différence très grande entre tous ceux qui dans les textes de contribution ou de motion vont proposer des solutions pour l'avenir, parce que le débat il est bon qu'il ait lieu, et ceux qui, à partir soit d'un goût amer, parce que leurs propositions n'ont pas été suivies, soit tout simplement parce qu'ils pensent au fond d'eux mêmes qu'il n'y a pas d'autre solution possible, ne restent pas avec nous pour faire en sorte qu'il y ait le maximum de mobilisation pour mener à bien cette politique.

Nous sommes dans une phase difficile, chacun d'entre nous l'a à l'esprit et il faut qu'aucune énergie ne manque. Je sais que nous pouvons compter sur l'énergie de tous les camarades qui sont dans cette convention nationale pour faire en sorte que nous traversions cette phase.

L'un des objectifs que nous avons est de combler le fossé qui existe depuis plusieurs années entre la jeunesse et le reste de la société. Une des causes profondes de l'échec de la Droite en mai 1981, c'est qu'elle n'était plus crédible aux yeux des jeunes, ni par ses réalisations, ni par son projet, ni par son discours et elle ne pouvait susciter l'adhésion massive de jeunes, excepté naturellement d'une partie de ceux qui avaient un intérêt objectif au maintien du statu quo.

Au contraire, la Gauche, et en particulier les Socialistes, avec leur candidat, avec les propositions précises, une volonté, un projet, un espoir, ont attiré le soutien d'une partie importante de la jeunesse, ont entrainé sa participation non seulement au vote mais également à l'enthousiasme qui a suivi.
Les jeunes ont été parmi les acteurs de la victoire de François Mitterrand et de la Gauche en mai juin 1981.
Contrairement à ce que prédisait la Droite, contrairement à ce que prévoyaient la plupart des enquêtes des sondages sur la dépolitisation de l'ensemble des jeunes, plus encore que nous ne l'espérions nous mêmes, le 10 mai a représenté beaucoup la victoire des forces de la jeunesse,
Celle ci a voté à la fois contre la Droite, il faut que nous le sachions, et aussi pour le changement pour elle même et pour notre pays.
Qu'en est-il aujourd'hui ?
Après deux ans de gouvernement de la Gauche, le bilan de l'action réalisée est dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres considérable, mais tout de suite une difficulté : ce domaine, c'est-à-dire celui de la politique en direction de la jeunesse, concerne de très nombreux secteurs de l'action gouvernementale : emploi, formation professionnelle, éducation, culture, service national, habitat, cadre de vie, transport, loisir, justice, indépendance nationale, pour ne citer que les principaux. Autant dire que la mise en oeuvre d'une telle politique jeunesse ne peut être aujourd'hui le fait que d'une action conjuguée et concertée de nombreux départements ministériels, des collectivités locales, des associations, des syndicats, des partis politiques qui veulent le changement.
Par ailleurs, le bilan de cette politique ne doit pas être établi en tenant compte seulement des actions faites en direction de la jeunesse, il est significatif à cet égard que dans plusieurs sondages réalisés récemment ce soit l'abolition de la peine de mort qui vienne immédiatement avant les plans de formation professionnelle pour caractériser les changements positifs apportés par la Gauche.
Comme le disait Pierre Mendès France dans son grand discours à la jeunesse, en 1954, il n'y a pas de problème spécifique à la jeunesse, il y a des problèmes qui touchent particulièrement la jeunesse.
Le premier bilan de l'action gouvernementale est important, mais pour la politique en direction des jeunes, comme pour beaucoup d'autres, il demeure trop mal connu. Nous n'avons pas suffisamment su indiquer à l'opinion, aux jeunes en particulier dans quelle situation réelle nous avions trouvé la France en 198l. De même beaucoup de mesures adoptées ou de projets présentés n'apparaissent pas comme suffisamment rattachés à une politique d'ensemble. Celle-ci existe, elle doit être explicitée. Les jeunes sont un axe prioritaire de la politique du changement conduite par les Socialistes. Devant les manifestations de la Droite, cette Droite particulièrement revencharde qui cherche à rattraper son retard chez les jeunes, tout est bon de l'école privée à la démagogie sur le service national, de la solidarité complète de la Droite de l'opposition avec les étudiants de Droite et d'extrême Droite qui manifeste dans la rue à une récupération hypocrite du thème de la liberté.

Cet effort de la Droite pour essayer de capter une partie de la jeunesse continue de se heurter à plusieurs difficultés. La Droite n'a pas de projet, elle a un lourd passif. L'espoir, la solidarité, la lutte contre les inégalités sont toujours de notre bord. Mais il faut en tenir compte. Cela souligne à quel point la jeunesse demeure un des enjeux centraux de la réussite du changement. Nous devons dans ce domaine, et c'est la dessus que je concluerai, prendre l'initiative de la politique que nous devons mener en direction des jeunes, de la manière dont nous ferons passer cette politique en direction de l'opinion, en ayant clairement à l'esprit ces données simples : nous avons besoin des jeunes pour réussir. Ils sont une majorité à faire confiance à la Gauche, ils sont sensibles aux propositions des Socialistes, mais attendent des changements concrets dans leur vie quotidienne, à commencer par l'application des promesses.
Ils peuvent toujours se mobiliser pour un idéal, pour un projet, mais à cause de la crise, ils sont inquiets pour leur propre avenir.
La solidarité, la lutte contre les inégalités et les discriminations, demeurent pour eux des valeurs mobilisatrices.
Pour un parti politique tel que le notre, pour un mouvement de jeunesse politique tel que le Mouvement de la jeunesse Socialiste , l'action en direction et au sein des jeunes doit se développer en prenant en compte les nombreuses associations, syndicats et organismes divers qui agissent aussi en direction de la jeunesse, et qui, pour beaucoup d'entre eux se présentent comme des acteurs du changement.
Voilà un des enjeux de la prochaine période. Plusieurs interventions ce matin ont montré que de nombreux responsables nationaux et fédéraux du Parti étaient sensibles à ce thème.
Il faut que dans la prochaine période, tous ensembl, par la campagen sur l'emploi et la formation professionnelle, mais aussi par l'action que ne développerai pas puisque cela a été fait ce matin, en direction des milieux étudiants, nous puissions faire en sorte que notre Parti devienne un Parti de masse, un Mouvement de la jeunesse Socialiste de masse.
C'est ensemble, à partir de ce projet, que nous pourrons bâtir l'avenir.
(Applaudissements)

Le Président – D'abord une communication. Tous les premiers secrétaires fédéraux sont invités à déposer leur réponse à la circulaire qui leur a été remise à l'entrée de la Convenrion ce matin. Le succès de la campagne d'adhéésion dépend fortement d'une réponse urgente de toutes les fédérations. Merci. Pensez-y les plus rapidement possible, mais après l'intervention du premier secrétaire du Parti auquel je passe la parole, Lionel Jospin.

Lionel Jospin
Chers camarades, mesdames, messieurs de la presse, je voudrais d'abord remercier Marcel Debarge, le maire du Pré-Saint-Gervais, de nous accueillir aujourd'hui dans cette, mairie Socialiste depuis 1905, au balcon de laquelle - je pense à la petite, mairie, dans laquelle je me suis rendu avec beaucoup d'autres

militants Socialistes – Jaurès à plusieurs repirse s'est adressé aux militants Socialistes et à la polpulation.
Nous somes réunis pur une Convention ordinaire et non pas pour une Convention extraordinaire, encore moins pour une Convention extravagante… (Applaudissements)… Nous sommes réunis pour une Convention ordinaire du Parti dont l'objet est l'examen de l'action conduite par la direction du Parti depuis le dernier rendez-vous, l'examen de la situation politique.
L'examen de l'action conduite par la dirctoin du Parti, Jean Poperen l'a introduit tout à l'heure, et il nous conduira après ce débat au vote du quitus auquel nous procéderons un peu plus tard.
L'examen de la situation politique, nous y avons procédé. Jean Poperen, lui même, avait donné des éléments, et nous devons le faire en comprenant que nous ne sommes pas ici un cercel d'analyse, encore moins un club de prospective, mais que nous sommes un parti politique et une organisation au travail.
Nous avons entendu le Premier Ministre. C'est unhe bonne chose. Il n'avait pas pu, non point de sa faute, être avec nous au Comité directeur, au lendemain du plan du 25 mars, cela avait été regretté. Je pense que c'était bien qu'il puisse s'exprimer devant le Parti rassemblé, devant ses fédéraux, devant son Comité directeur, ses élus, à la Convention du Pré-Saint-Gervais.
Nous concluerons ce débat sur l'examen de la situation politique par une résolution dont le projet vous sera soumis un peu plus tard.
Je fonderais mon intervention sur ce qui est la justification de cette Convention ordinaire, l'examen de l'action du PS, l'analyse de la situation politique.
Je ne vais pas, pour ce qui concerne le premier point, revenir sur l'excellent rapport d'activité de Jean Poperen qui a bien décrit la réalité de notre travail, et j'ai d'ailleurs été frappé, ayant dans cette direction l'oreille sensible – c'est bien normal en tant que premier secrétaire – d'entendre finalement dans ce débat qui était ouvert pour cela très peu de critiques de la direction du Parti dans la période qui vient de s'écouler.
J'évoquerai pour ma part – pour en tirer quelques leçons – car de notre travail passé il faut bien tirer quelques fruits – quelques questions de la période sur lesquelles le Parti s'est mobilisé, a pensé ou a agi.
D'abord, la bataille des élections muicipales. Je serai bref, car nous y avons consacré un Comité directeur important, et le secrétaire aux élections, qui est aussi le secrétaire aux coordinations, a, à l'époque, minutieusement décrit les évolutions, les rapports de force, les déceptions et les progrès.
Ces élections, nous le savons bien, n'ont pas été un succès, même si le deuxième tour, dans un sursaut, dans un réflexe défensif de la masse de ceux qui nous soutiennent, a permis que le premier tour soit singulièrement corrigé, malgré les échecs déjà connus et ô combien regrettés, et a interdit en tout cas que la Droite trouve là l'occasion qu'elle avait préparé par la nature de sa campagne pour tenter d'aller plus loin dans son offensive politique contre le gouvernement et sa légitimité.
Mais il est vrai qu'au lendemain de ces élections, nous restions avec ce grand

problème politique: comment rassembler ? Comment reconquérir ceux qui ont fait notre succès alors que la crise est là, qu'elle s'alourdit, que les contraintes sont rudes, et que nous n'avons pas à notre tour à chevaucher la croissance pour distribuer d'avantage?

C'est une des interrogations fondamentales, les moyens et l'esprit de la reconquête, alors que des élections locales, alors que ces municipales, alors que les sondages nous disent que notre base est devenue plus précaire. C'est là une des questions fondamentales sur lesquelles nous devons travaillerdans les mois qui viennent, dans ce Congrès qui vient, mais aussi au delà du Congrès.

Je voudrais dire aussi quelques mots du rôle que notre parti a joué dans la même période au Congrès de l'Internationale Socialiste, Congrès dont nous avons pu obtenir, par une action persévérante dans les années qui ont précédé, dans les bureaux de l'Internationale Socialiste, qu'il soit centré sur les problèmes centraux justement de l'époque, à savoir les problèmes de la crise économique et sociale, de la crise des valeurs qui s'empare du monde entier.

Nous avons fait effort pour que cette organisation cesse d'être une espèce de club diplomatique bis des gouvernements avec moins d'influence, discutant seulement des problèmes stratégiques, se spécialisant, par passion ou par goût de certains, dans les relations Est / Ouest, ou encore rêvant de se transformer en je ne sais quel mouvement de la paix. Nous avons fait en sorte que cette organisation Socialiste de partis sociaux-démocrates ou Socialistess se saisisse des problèmes de fond de nos sociétés, pas seulement des rapports entre Etats qui sont souvent gérés ailleurs, mais des problèmes des racines de la crise, des rapports entre les groupes sociaux et entre les classes dans les différentes sociétés, des rapports de forces à l'échelle internationale…

Tout ce Congrès de l'IS centré sur la crise, cela résulte d'un effort patient de conviction mené par notre parti, approuvé par d'autres, et qui a fait que pour la première fois depuis longtemps l'Internationale Socialiste a travaillé sur cette question. Parmi les travaux importants menés par le parti dans cette période qui nous occupe, il y a, bien sûr, ces Rencontres des acteurs du changement auxquelles Jean Poperen faisat echo ce matin. Nous avons dans ce processus, à travers ces trois journées qui nous ont unis à des personnalités économiques, syndicales, politiques, à des intellectuels, à des créateurs, des artistes, dans ce processus dont nous savons qu'en province il a brassé largement les individus, les associations et les groupes, nous avons montré notre capacité de nouer des liens, de metre en mouvement tous ceux qui veulent effectivement le changement, même si la démarche était peut-être encore un peu trop fermée et resserrée, et qu'un autre problème fondamental serait de toucher par centaines de milliers ou par millions les acteurs du changement.

Ces Rencontres ont pu aussi – et c'est quand même une fierté de la part du Parti Socialiste d'avoir été à l'origine, d'avoir posé l'acte initial, d'avoir été le creuset dans lequel ces rencontres ultértieures se sont menées – dans leur dernière journée rassemeblant les premiers ministres ou les chefs d'état Socialistes au gouvernement dans un certain nombre de pays importants, permettre auprès du Président de la République Française et de Pierre Mauroy, le Premier Ministre,

de déboucher sur un travail d'expert et sur un document politique qui vient d'être récemment signé à Paris par les mêmes, et qui ont permis de montrer une réflexion, des propositions en direction d'une relance concertée, une volonté de lutte contre le chômage, une volonté d'organisation des relations internationales, qui sera portée avec la volonté de la France et la défense de nos intérêts, au sommet de Williamsburg par le Président de la République.

Nous avons dans la même période - et je continue à choisir parmi une masse de travail indifférenciée, étant peut-être injuste par rapport à d'autres initiatives du Parti, de ses dirigeants et de ses responsables - nous avons aussi conduit, et j'ai conduit avec Marcel Debarge, une série de rencontres avec les grandes organisations syndicales françaises.

Nous avons successivement vu Bergeron, Maire, Krasucki, Pommateau, nous avons rencontré M. Menu, et nous verrons bien tous les responsables de la CFTC.

De ces rencontres nous avons tiré ensemble, la Délégation, Marcel Debarge et moi-même, un certain nombre d'impressions fortes qui résultent du fait que depuis un an que nous ne les avions vus dans la même formation - car les contacts informels avaient été nombreux - eux aussi ont tenté d'avancer dans leur bilan, eux aussi ont enrichi leurs expériences d'organisations syndicales, face à un gouvernement de la Gauche que plusieurs d'entre elles approuvent ou considèrent avec sympathie, et donc c'était des partenaires plus lucides, plus détrompés, qui se rencontraient et qui avaient à se dire un certain nombre de choses. Ce qui m'a frappé, c'est leurs préoccupations communes, sur un certain nombre de points, malgré les différences bien connues qui les séparent:

Leur peur de l'impact de la crise, et les politiques qui tendent de la résorber, sur les intérêts qualitatifs et quantitatifs de ceux qu'ils ont pour charge de défendre.

Leur volonté surtout d'avoir une place dans la société française, de pouvoir jouer un rôle, que ce soit à travers un espace, syndical, comme dirait Maire, que ce soit à travers la politique contractuelle, le grain à moudre, comme dirait Bergeron.

Mais tous, CGT, CFDT, FEN ou FO, posaient le problème de la place et du rôle des organisations syndicales dans cette nouvelle période, et aussi dans cette période de crise, face aussi aux mesures de rigueur dont beaucoup d'entre eux ne niaient pas la nécessité, face au déséquilibre. Et je pense que nous devons réfléchir profondément à cette question.

Je l'ai déjà dit, je l'ai réécrit, avec d'autres, en prévision du Congrès et je pense que c'est une des questions sur lesquelles nous devons débattre aussi dans la période. Il n'est pas bon que, dans une société, tous les problèmes soient rassemblés, cristallisés, aimantés, vers le pouvoir politique. Il faut qu'il y ait des éléments de souplesse, il faut qu'il y ait des marges de dialogue, il faut qu'il y ait des espaces de négociation. Il faut que, à partir de l'expérience concrète du sens du terrain, du sens du concret, qui est généralement la qualité des authentiques syndicalistes, on puisse effectivement résoudre des problèmes, faire avancer des questions, démystifier des tabous et donc échapper au côté parfois trop tranché que peut avoir la politique.

J'ai été frappé également de leur volonté que la concertation avec le gouvernement se poursuive et j'ai compris, même si je ne partageais pas nécessairement, le point de vue de ceux qui pensaient que par exemple cette concertation aurait dû avoir lieu avant que les mesures d'urgence soient prises le 25 mars - je pense que c'était là au contraire de la responsabilité du gouvernement et plusieurs des partenaires syndicaux partageaient cette opinion, par contre je pense avec eux que la concertation, lorsque nous avons le temps, lorsque le gouvernement prépare de grands projets, lorsqu'il n'est pas acculé par l'urgence, par la bourrasque monétaire en l'occurrence, que cette concertation doit être menée. Encore faut-il bien sûr que chacun en respecte les règles. Et, à propos d'un incident récent, qui a rappelé un certain nombre de petits problèmes liés à l'annonce de mesures gouvernementales ou même plus souvent à des spéculations catégoriques faites sur des hypothèses traitées dans tel ou tel cabinet ou dans tel ou tel document, je pense que par rapport à ces problèmes que nous avons connus, sur l'hypothèse d'un moindre remboursement de certains actes chirurgicaux, ceux-là ont montré clairement que la concertation avait des exigences pour tous.

Je pense que parmi l'arsenal des mesures destinées à réaliser des indispensables équilibres du système de protection sociale en France, cette hypothèse de travail évoquée parmi d'autres, n'était pas la meilleure et qu'elle ne pouvait pas véritablement être reçue. Mais il est évidemment difficile, je le crois, de mener la concertation pour un gouvernement ou pour tel ou tel ministre chargé d'un dossier si, lorsqu'il discute, travaillant sur des hypothèses, avec des partenaires, ceux-ci ne respectent pas la discrétion nécessaire ; non pas bien sûr qu'il s'agisse de les ligotter, de les paralyser ou d'emporter leur décision dans le secret d'un cabinet, un dirigeant syndical comme un dirigeant politique qui se respecte est responsable devant ses mandants et ses membres, mais tant qu'il ne s'agit que d'hypothèses et à partir du moment où tel ou tel ministre est fort capable de comprendre ce qu'est une réponse négative, même si elle est formulée discrètement, il est difficile d'admettre que ces problèmes soient portés sur la place publique, comme s'il s'agissait de propositions et de mesures.

Je voulais le dire très clairement parce qu'en tant que premier secrétaire du Parti j'ai été moi-même confronté à la question de savoir si je devais intervenir sur ce plan ou pas et j'ai préféré ne pas ajouter à la cacophonie, m'étant assuré auprès des autorités que ce projet n'était pas un projet, et m'en étant assuré très vite.

Eh bien, chers camarades, je voudrais dire qu'il me semble que le gouvernement ne se trouverait pas légitimement encouragé à mener les concertations, pourtant nécessaires, s'il ne pouvait pas le faire dans la discrétion et dans l'esprit de responsabilité.

J'ai été frappé aussi, et nous avons été frappés, par un certain nombre de différences qui existaient entre ces responsables syndicaux que nous avons rencontrés et qui sont nos grands partenaires.

Il y a bien sûr, mais cela est traditionnel, la difficulté pour certains d'entre eux, par habitude mais parfois même pour d'autres qui le faisaient avant, à travailler et à agir ensemble ; or l'unité a toujours été une des armes et un des atouts du

monde du travail dans son action revendicative ou de proposition ; mais il a été frappant aussi de constater que, sur plusieurs questions de fond, fondamentales, dont nous débattons, dont j'ai entendu parler aujourd'hui, parfois avec des accents polémiques, dont nous aurons à parler dans le Congrès, les divergences de fond étaient considérables, les philosophies syndicales ou sociales n'étaient pas apparemment tout à fait conciliables.

Je prends deux exemplzes, parmi d'autres possibles.

Sur ce que nous appelons les lois Auroux, l'augmentation des responsabilités et des droits d'expression des travailleurs dans les entreprises, là où Edmond Maire nous dit : c'est la plus grande conquête du septennat, là où Henri Krasucki affirme : ce sont des acquis importants qu'il va falloir maintenant savoir utiliser, André Bergeron craint voir une machine de guerre contre le syndicalisme. Comment choisir ?

Faut-il être un enjeu ?

Sur la diminution de la durée du travail, chers camarades, là où Edmond Maire voit, je le dis sans sévérité, un peu la panacée au problème de la lutte contre le chômage, Bergeron et Krasucki, qui sur ce point forment à partir de prémisses différentes sans doute des analyses assez proches, sont plus timides et moins assurés qu'il y ait là, face aux nécessités de la compétitivité internationale, face au problème de la rentabilité, une solution miracle. Là encore quel choix faire ?

Et je voudrais vous dire, parce que je pense que ces Rencontres n'étaient simplement destinées à des responsables mais que nous devons en tirer un certain nombre de leçons utiles, riches, non polémiques pour l'ensemble des militants ou à tout le moins pour les responsables du Parti, que cela doit nous conduire à bien réfléchir au problème que nous posent les relations avec le mouvement syndical en France et c'est une autre question dont nous aurons peut- être besoin de parler.

Il est bon je crois d'avoir en France un syndicalisme et des partenaires originaux, ayant leur physionomie claire, exprimant donc une diversité des salaires, du monde salarial ou du monde ouvrier, capables de propositions et souvent inventifs. Mais il est parfois regrettable de ne pas avoir en face de nous et aussi à nos côtés un granbd partenaire de masse qui nous assurerait à la fois les réponses, les critiques, les réserves, mais aussi l'appui et les relais sur des positions qu'ils jugeraient positives, nécessaires, pour faire passer une grande politique dans la vie.

Le Parti est intervenu aussi dans la dernière période, sur un certain nombre de mouvements récents qui ont agité la vie sociale, si je puis dire, et politique française. Je pense au mouvement étudiant, je pense au mouvement des médecins, je pense à certains mouvements paysans. Et ce que je voudrais vous dire sur ce plan, c'est que le Parti et son groupe parlementaire, l'un et l'autre liés, le Bureau exécutif, lançant la réflexion, orientant la concertation, en reposant le problème de rédaction maladroite sur la sélection, en recevant, en allant dans les universités, en voyant les mouvements étudiants, ont fait un travail important, véritablement politique.

Nous avons en effet, non pas assisté en spectateurs passifs à des mouvements

qui se déroulaient dans les universités, les facultés de médecine ou dans la rue, mais nous nous sommes saisis d'une certaine façon de cette pâte sociale et politique pour y intervenir, pour l'infléchir, pour la sectionner, pour la diviser et pour en faire quelque chose.

Nous avons essayé de mieux cerner les problèmes que révélaient les réactions à des propositions de réforme dont l'intention était rationnelle et généreuse, mais dont le détail n'était pas toujours mis au point de façon satisfaisante.

Nous avons essayé de définir en discutant avec les ministres responsables et notamment avec le ministre Savary, et avec d'autres responsables de l'Etat, au niveau du groupe parlementaire et du Parti, des concessions qui étaient nécessaires pour prendre en compte les préoccupations légitimes et qui risquaient donc de se diffuser largement et de provoquer alors un mouvement à la fois vaste et ambigu.

Nous avons essayé de déterminer aussi de façon stricte les points sur lesquels nous ne devions pas transiger. Nous avons mené le travail de condamnation politique et de démysthification lorsqu'il était nécessaire. Voilà un type d'action pour le Parti et pour son groupe que je veux mettre en lumière devant vous. Peut-être ne l'avez-vous pas toujours perçu, en tout cas il méritait d'être dit ici.

Le Parti enfin, et c'est mon dernier point, en ce qui concerne les questions de l'activité de la direction du Parti ou du Parti en général, depuis la dernière Convention, a poursuivi son travail de défense de la politique gouvernementale et d'organisation de ses propres forces.

Nous avons d'abord lancé avec, il faut le dire, un peu trop de timidité de la part de certaines fédérations, la campagne d'appui au plan du 25 mars, au plan gouvernemental, sur la base d'un tract simple de diffusion très large dont il faut regretter qu'il n'ai pas été pris de façon suffisante.

A cet égard je veux dire ici aux responsables fédéraux et aux dirigeants politique du Parti que ce n'est pas, surtout si nous avons la tentation du Congrès, en nous enfermant un peu sur nous-mêmes, en nous laissant aller au confort délicieux des débats de la section, que nous arriverons à convaincre, que ce n'est pas en fuyant le contact direct, y compris avec ceux qui s'inquiètent, avec ceux que l'on mécontente, avec ceux qui grogne, que nous pourrons démystifier, expliquer, et puis finalement convaincre.

C'est si nous allons à l'extérieur, au contact des autres, au contact des gens, que nous constaterons que parfois chers camarades, ils comprennent mieux les nécessités que nous ne les comprenons nous-mêmes, et qu'ils ont parfois plus de caractère et de fermeté que certains d'entre nous apparemment n'en ont.

(Applaudissements)

Nous avons tenu dans tout le pays des réunions régionales, d'organisation, de bilan, des élections, de préparation du futur travail du Parti, et un dialogue a été noué entre des représentants du Bureau exécutif, les élus et les animateurs des fédérations des différentes régions, pour faire le bilan et préparer l'action.

Nous avons aujourd'hui, après un travail précis de préparation, mené au niveau du Secrétariat national, nous avons présenté devant vous la campagne d'adhésions sur laquelle Quilès et Jean-Claude Routier sont intervenus, et la

campagne entreprises présentée par Jean-Paul Bachy.
Effectivement, chers camarades, et c'est mon dernier mot sur ce premier point, nous avons dit que la préparation d'un Congrès ne devait pas nous empêcher de travailler. Il est nécessaire, et parfois j'ai l'impression même qu'il est heureux, qu'un certain nombre d'entre nous s'en préoccupent encore.
Je voudrais aborder maintenant le deuxième point qui justifiait la tenue de cette Convention ordinaire : l'examen de la situation politique.
Sans rêver là encore plutôt qu'il n'est nécessaire, ou dans d'autres endroits que ceux qui conviennent, au Congrès qui pourtant vient, et que nous avons déjà commencé à préparer, il me semblait qu'il y avait aujourd'hui éventuellement un certain nombre de choses à dire. Car justement aujourd'hui ce soir, de l'autre côté de l'Atlantique, s'ouvre un sommet très imporrtant, le Sommet de Williamsburg, réunissant les chefs d'Etat ou de gouvernement des sept plus grands pays du monde capitaliste, en tous cas les sept pays le plus développés sur le plan économique.
Chers camarades, ce n'est pas un mince événement que l'ouverture de ce Sommet, surtout quand le dollars est à 7,50.
Chers camarades, j'ai rencontré il y a peu le Président de la République, comme les autres responsables de partis — et comme un ancien Président de la République, tout heureux de donner des conseils, et tellement nostalgique de n'y plus être -.Avez-vous constaté à quel point était révélateur, sur le plan freudien, cet extraordinaire exercice auquel il est livré dans un journal du soir, qui consistait à rédiger un communiqué. Il en rêvait encore !
Eh bien, chers camarades, je lui ai dit, au Président de la République, pas celui qui donnait les conseils, celui qui était en état de les recevoir, je lui ai dit que la Parti Socialiste partageait les objectifs qui étaient les siens, que nous pensions avec lui qu'il était indispensable de redonner des éléments de stabilité, des règles du jeu connues, des obligations et des devoirs qui s'appliquent à chacun, pas seulement à certains partenaires, mais à tous les partenaires, dans les relations économiques mondiales, sur le plan monétaire, sur le plan commercial et sur le terrain des matières premières.
Comment voulez-vous qu'il soit possible de redresser le cours stagnant ou déclinant des investissement dans tous les pays développés ? Comment voulez-vous qu'il soit possible de fixer des objectifs de développement ? Comment voulez-vous qu'il ne soit pas périlleux de faire ce qui, pourtant, politiquement, est nécessaire, centrer le plan, ce IXème plan dont nous avions parlé, dont nous avons parlé aujourd'hui encore, le ministre Le Garrec, le président du groupe parlementaire, plusieurs responsables du Parti et du groupe, parce qu'effectivement, vous le voyez, cette Convention même à l'heure du déjeuner est encore une convention de travail ? Comment ne serait-il pas périlleux d'essayer de chiffrer un plan alors qu'il faut, d'une certaine façon, le chiffrer pour que la planification soit autre chose qu'une dissertation ou un projet, alors que de telles incertitudes monétaires, commerciales ou encore en termes de matières premières et d'énergie pèsent sur le monde ?
Il faut donc, chers camarades, en nous appuyant sur les intérêts communs qui

peuvent se nouer malgré les philosophies économiques différentes, c'est le cas de l'Europe, en essayant de trouver des partenaires qui soient prêts à mener une politique de relance concertée, essayer de faire progressivement passer nos idées dans les faits.

En tout cas, il faut dire clairement qu'il n'est pas question que les pays européens et qu'il n'est pas question que la France paie pour les erreurs des autres, que nous ne pouvons pas admettre que la population de ce pays accepte les efforts qu'impose le plan de rigueur pour redresser le déficit extérieur et se trouve menacée par les errements d'une monnaie, monnaie qui ne traduit nullement comme le dit à tort le professeur Barre bien inexactement dans ses analyses, le reflet de la puissance ou des vertus d'une politique aux Etats-Unis, mais qui est, au contraire, par un singulier paradoxe que, seuls, les plus puissants peuvent s'accorder, qui n'est, au contraire, que le symbole d'une faillite. Car si le Dollar est haut, ce n'est pas que l'économie américaine est puissante, elle stagne et les signes de reprise sont plus fragiles qu'on ne le dit. Elle a licencié par millions, elle a produit des faillites par dizaines de milliers, elle a remis en cause les programmes sociaux qui dataient dans un certain cas de Roosevelt, elle a un déficit budgétaire énorme, extravagant, et c'est justement celui-ci qui raréfie le marché des capitaux, provoque la hausse des taux d'intérêts et contribue à la montée du Dollar dont Monsieur Barre croit pouvoir nous dire que c'est le signe d'une monnaie forte. Il ferait bien de retourner à l'université, de l'autre côté ! (Applaudissements)

Chers camarades, actuellement, se développe le plan gouvernemental de redressement du commerce extérieur du 25 mars et je pense qu'au lieu de vaticiner en noir sur ce que sera son évolution, il aurait pu être utile pour ceux qui ont de bonnes connaissances de dire quelques mots de la façon dont il avance.

Sur le commerce extérieur, il y a un réel progrès qui s'est produit dans les chiffres dont il serait léger de dire qu'il résulte des mesures prises qui sont bien plutôt la poursuite d'un mouvement qui s'était déjà amorcé antérieurement, mais cela est, de toute façon, par rapport au risque de la spéculation ou pour les objectifs qui sont les nôtres, un élément extrêmement positif et qu'il faut souligner, cette réduction considérable du déficit extérieur par la montée des exportations et la diminution des importations.

Sur le chômage, il y a eu un mieux dans le dernier indice mais là encore, il ne faut pas se cacher, et nous l'avons d'ailleurs analysé dans ce sens, le plan gouvernemental comporte de ce point de vue des risques mécaniques, il faut donc demander au gouvernement de rester attentif à l'accompagnement par le volet emploi de la politique qui est menée actuellement.

Les prix.

Il est vrai que nous sommes au-dessus de ce qui était souhaitable, bien que nous sachions que les perspectives sont plus mauvaises pour le premier semestre que pour le deuxième, et il n'est, ce dernier indice, qu'un peu compromettant par rapport à ce qui était prévu pour le premier semestre.

Je crois que, dans ces circonstances, nous avons raison de dire et de maintenir,

encore faut-il que ce discours puisse rester crédible, que les 8% restent notre objectif. J'ai déjà écrit moi-même qu'un objectif n'est pas une prédiction, une prophétie, c'est un but qu'on se fixe, c'est à travers cela une méthode qu'on se donne, c'est l'expression d'une volonté, et si nous étions sûrs sans efforts de réussir 8%, alors, c'est un objectif plus faible qu'il aurait fallu fixer. Je pense qu'être ferme sur cet objectif est nécessaire, mais que cela suppose peut-être, dans les semaines qui viennent, un certain nombre de mesures pour accompagner le mouvement, que ce soit dans le domaine des services ou peut-être dans le domaine de l'agro-alimentaire.

Il faut, pour que nos affirmations restent crédibles, que nous nous donnions les moyens précis d'accompagner le mouvement de décélération des prix.

Chers camarades, il y a aussi un certain nombre de phénomènes dont je pense que, dans une analyse de la situation politique, nous aurions pu parler davantage aujourd'hui, même si certains d'entre vous l'ont fait, sans avoir là encore trop d'impatience par rapport à l'avenir, car la Droite, chers camarades, à travers notamment ce qu'ont révélé un certain nombre de mouvements récents, violents, qu'il faut condamner et qu'il faut réprimer, à partir du moment où dans ce pays, la liberté de manifestation, de grève et d'expression, est entière, la méthode de la violence n'a pas à être acceptée, la Droite mérite d'être analysée par les Socialistes réunis en Convention, car il y a des évolutions intéressantes.

A côté de ces leaders les plus anciens, ceux de la période heureuse où ils gouvernaient, à côté des barons du gaullisme, rougis au feu de la résistance, mais aussi depuis, c'est normal, blanchis sous le harnais, à coté des vieux ou du vieux nostalgique d'un Centre Démocrate Chrétien, apparaissent de nouvelles figures, de nouveaux responsables qui, sous la houlette prudente opportuniste - j'avance un peu puis je recule - par exemple de Monsieur Chirac, donnent actuellement le ton de la vraie Droite, du mouvement dans lequel elle est engagée, de ce que sont ses nouvelles valeurs, des références qu'elle rejette et des objectifs qu'elle se fixe.

Quand Monsieur Madelin s'exprime comme Monsieur Juppé d'ailleurs dans un colloque où la démagogie et l'opportunisme peuvent être oubliés et rejetés dans un coin, où l'on parle entre responsables, où l'on dit à des gens qui se préoccupent de la situation ce que l'on veut sérieusement faire, sans fard, pour le bon peuple, quand Monsieur Madelin écrit, très tranquillement, qu'il faut remettre en cause la scolarité obligatoire, la gratuité de l'enseignement, l'idée que des professeurs soient nommés dans un enseignement public large, il faut bien comprendre que ce n'est pas seulement sur les valeurs du Front Populaire, sur les valeurs de la Résistance, sur des décennies de consensus qu'il revient, mais tout simplement sur les éléments fondateurs de la République moderne, à savoir sur la création de l'école publique.

(Applaudissements)

Quand Monsieur Juppé déclare, lui aussi, dans un colloque confidentiel, comme le disait Pierre Mauroy ce matin, qu'il faut remettre Renault dans le secteur privé, il noue deux symboles : la peur des nationalisations et la nostalgie de la collaboration.

Lorsque Monsieur Juppé nous dit aussi qu'il faut, lorsque des travailleurs refusent des postes déqualifiés une fois ou deux fois, réduire puis supprimer leur allocation de chômage, lorsqu'il nous dit encore qu'il faut libéraliser le processus des licenciements afin que cela puisse être plus aisé, c'est également sur des valeurs sociales, sur des consensus, sur un type de relations du travail dans notre pays plus que décennales, pluri-décennal es, qu'il revient.

Et le phénomène actuel, chers camarades, qu'il faut analyser de façon aiguë, pour nous-mêmes d'abord pour le comprendre, puis pour mener la bataille, la bataille politique, la bataille idéologique, la bataille des valeurs dans ce pays, ce qu'il faut bien comprendre, ce qui est important actuellement, c'est moins les divisions de la Droite qui, sans doute, renaitront un jour et qui perdurent souterrainement, que sa radicalisation. Elle aspire visiblement, et c'est son droit, à reconquérir une majorité dans le pays, mais elle se laisse, en réalité, pénétrer par les idées réactionnaires d'une minorité d'extrême-Droite nostaligque des valeurs des années 30.

Je ne parle pas ici des mouvements violents auxquels certains de ses représentants, par exemple, dans le mouvement étudiant, ont prêté leur concours car de ceux-là, je pense bien que le gouvernement, en appliquant les lois de la République, fera son affaire.

Je parle des idées inégalitaires que la Droite développe désormais ouvertement dans ce pays. Il n'est plus d'intervention, que l'on parle des lois Auroux, que l'on parle d'économie, que l'on parle de protection sociale, que l'on parle d'éducation nationale, il n'est plus d'intervention de la Droite sans que, tranquillement, sans vergogne, elle ne parte en guerre contre l'égalitarisme. Ah ! Elle est loin, la Droite des années de croissance, prête à laisser des miettes au bon peuple ! C'est désormais de plus en plus au nom des privilégiés, au nom d'une élite, qu'elle postule, qu'elle s'exprime.

Du côté de ces gens-là, dans la dernière période, on a eu le front de se réclamer - ou plutôt se réclamer m'aurait plutôt rassuré de monopoliser le terme de la République. Mes chers camarades, au frontispice de la République, il y a égalité, fraternité, et liberté. Où est l'égalité lorsqu'on tonne contre l'égalitarisme ? Où est la fraternité lorsqu'on porte des attaques violentes et de plus en plus systématiquement personnelles contre les adversaires politiques, contre le gouvernement au pouvoir ? Où est la liberté lorsqu'on laisse s'agiter dans l'ombre des gens qui se réclament ouvertement du fascisme ?

(Applaudissements)

Voilà toute une série de problèmes, chers camarades, qu'au titre de l'analuse politique, nous allons, dans une certaine mesure, parler et dont j'ai choisi en tout cas, de parler lors de cette Convention.

Mais on a aussi ici parlé d'autre chose. Par un bond dans l'avenir qui temoigne d'une impatience bien entendu révolutionnaire, j'ai entendu avec plaisir Jean-Pierre Chevènement, et je dirais même parfois avec amusement, j'ai écouté en effet ,au risque de répeter Coquard, voir l'inventuer de la belle et bonne chaussure, qui evoquait tout à l'heure "le godillot", redécouvrir ici pour nous que le salut devait venir du Parti. Il faut croire que le salut a été assuré ce matin,

puisqu'il n'est pas la cet après-midi.
Je dois dire aussi, toujours en badinant, à Jean-Pierre Chevènement, de me pardonner de ne pas avoir les mêmes méthodes de datation que lui. Il faut reconnaître qu'il a des méthodes un peu plus subjectives que celles du Carbone 14, (rires) et je suis pas sûr personellement que l'histoire retiendra, jugeant de cette période de la Gauche au pouvoir, comme il me le suggère modestement et d'entrée de jeu dans son propos, qu'il y avait l'avant Chevènement et l'après Chevènement… (Applaudissements) D'autant que si j'ai bien entendu Motchane, prisonnier que je suis d'une tentation logicienne, comme notre ploitique n'a pas été appliquée depuis le début, c'est au fond le 21 mai qu'il aurait dû partir, je ne peux le croire…

Didier Motchane – Tu m'as mal entendu !

Lionel Jospin - J'entends très bien.
Chers camarades, je veux vous le dire ici, pour moi en tout cas - mais je reconnais que ma subjectivité est, de toute façon, d'une autre nature et que, n'ayant pas eu à entrer ni à sortir du gouvernement, je n'ai pas eu à changer de point de vue sur sa politique... (rires et applaudissements)... - ce n'est pas la présence d'un homme ou son absence qui permet de juger une politique, mais l'examen des faits.
Je n'ai pas bien compris, ou pas tout à fait compris, ce que souhaitait Jean-Pierre Chevènement.
Que s'est-il passé, en effet, depuis le dernier Comité directeur où nous avons approuvé le plan du 25 mars à l'unanimité, qui justifie tout d'un coup cette diatribe sur les deux politiques, ou la politique qui n 'était pas appliquée ?
Retard ?… Myopie ?... Ou manque de franchise ?... Il faudra que la réponse nous soit donnée.
Je n'ai pas bien compris non plus s'il souhaitait qu'on aille moins loin dans les mesures actuelles ou parfois, m'a-t-il semblé - autre musique que j'ai entendue dans certaines déclarations ou dans certains articles - plus loin finalement dans les mesures actuelles.
Veut-il qu'on mène une autre politique ? Mais laquelle, chers camarades ? Car il ne me semble pas que l'on puisse faire une politique avec des "y a qu'à".
Pierre Mauroy disait ce matin, en badinant, qu'il ne suffisait pas de faire 7 fois le tour d'une ville avec les trompettes pour que les remparts tombent, et un responsable, que je n'ose pas citer, livrait à ma réflexion un proverbe vietnamien qui dit que, même avec 9 femmes, on ne va pas faire un enfant en un mois !
(Rires et applaudissements)
Un exemple, chers camarades : le flottement de la monnaie, dont Jean-Pierre Chevènement nous a dit qu'il était la nécessité absolue, avant de nous dire qu'on pourrait peut-être rester dans le serpent, à condition de renégocier, ce qui, là encore, laisse un flou sur les intentions... Mais justement, cela permettra le débat et peut-être - pourquoi pas ? - la synthèse.
Le flottement du franc, chers camarades, est un choix qu'on peut défendre et un

choix - moi, je n'ai pas de religion de ce point de vue - qui, peut-être même, a été envisagé à un moment. Cela, ce sont des choses que l'on peut dire ; c'est un choix que, peut-être, il faudra faire à un moment ou à un autre. Cela aussi, ce sont des choses que l'on peut penser. Mais il est bien tôt pour y songer.

Mais ce qu'il n'est pas possible de croire - et c'est là où on retrouve la méthode du "y a qu'à", c'est que faire flotter le Franc empêche par miracle que soit posé le problème du rapport de forces entre le Mark et le Franc, entre le Dollar et le Franc, c'est-à-dire que soit posé le problème de la parité Franc/Dollar.

Donc, sur ce terrain, il faudra donner de meilleures réponses, et sur le plan économique, et sur le plan politique.

Bien sûr, de toute façon, il ne vaudra mieux pas - je pense que cela ne sert jamais à grand chose - faire allusion, dans des Congrès ou des Conventions du Parti Socialiste, à tel ou tel problème monétaire... J'espère bien me faire comprendre. Laissons cela, s'il vous plaît, à la Droite ! J'espère avoir été bien compris sur ce point.

(Applaudissements)

C'est pourquoi, sans doute, son intervention ne m'a pas paru recueillir ici, en attendant l'avenir, un grand succès.

C'est vrai que nous sommes, et sur ce terrain je vais rejoindre quelque peu Didier Motchane - non pas dans son ton, qui une fois de plus m'a littéralement fait trembler... (quelques rires)… mais sur un certain nombre de problèmes qu'il pose - confrontés à des difficultés sérieuses et à de grands problèmes et qu'il faut parler de ces problèmes. Je suis d'accord avec Didier Motchane sur ce plan.

Il faut se rassembler, comme nous y a conviés Pierre Mauroy, bien sûr ; je me bats aussi pour cela. Mais il faut débattre, y compris pour se rassembler.

Comment assurer la croissance, dont nous pensons tous qu'elle est nécessaire, comment éviter la montée du chômage,si nous ne retrouvons pas rapidement un rythme plus fort de croissance ? Comment reconquérir des marges d'autonomie nécessaire pour notre politique économique, nécessaire pour notre indépendance, que ce soit sur le terrain financier avec le problème de l'endettement, ou sur le terrain du commerce extérieur ? Comment assurer l'équilibre des systèmes de protection sociale lorsque les dépenses montent, qu'on ne peut pas toucher aux prestations, qu'on ne veut pas toucher aux cotisations, et que la croissance, là encore, ne distribue pas les revenus qui permettraient l'équilibre ?

Sur ces questions et sur d'autres, il faut effectivement débattre, et j'ai fait ces derniers jours, avec un certain nombre de camarades - je les soumettrai donc à la discussion, ou par écrit - un certain nombre de propositions.

Mes chers camarades - et c'est peut-être sur ce terrain, pour conclure, que je voudrais dire que je n'approuve pas la méthode choisie par un certain nombre de camarades et que je me sépare un peu, pour le moment, de Didier Motchane - fouetter les mollets des camarades ou du gouvernement, oui, leur couper les jarrets, non !

(Aplaudissements)

Eclaircir les idées par la vivacité et la rectitude du débat, oui, assommer l'esprit

Fondation Jean-Jaurès

par la prophétie pessimiste, non !
Pousser à améliorer ce qui doit l'être, oui, informer sur ce qui est ressenti en bas - puisqu'on nous a parlé d'en bas - oui, décrédibiliser notre propre politique et notre action commune sans faire des propositions concrètes et positives, non !
(Applaudissements)
La capacité de débat du PS, chers camarades, n'est pas en cause. Il faut aussi, pour nous, pour lui, continuer à démontrer notre capacité à gouverner.
C'est pourquoi, je vous le dis, chers camarades responsables, premiers fédéraux, membres du Comité directeur, élus, rassemblés dans cette Convention : dans la période qui vient, et donc aussi pour le Congrès, puisqu'on a parlé du Congrès, tenez bien ces deux fils ensemble. Si vous le faites, vous aiderez le gouvernement, vous permettrez au Parti de jouer vraiment son rôle en étant écouté et crédible, vous aurez la confiance du Parti pour vous-mêmes dans les échéances qui viennent et nous garderons la confiance des Français.
(Très vifs applaudissements)

Le Président - Merci, Lionel.
Chers camarades, avant de poursuivre la discussion, il faut que nous procédions d'urgence - car je vois de nombreux camarades qui se lèvent - au vote du quitus national.
Sont appelés à voter les délégués, les premiers secrétaires fédéraux ou leurs représentants, et il faut que vous puissiez voter avec un carton de délégué visible à la main.
Je vais commencer par demander qui est contre le quitus à la Direction nationale du Parti.
…..
1.
Abstentions ?
…..
1.
Refus de vote ?
Personne n'a refusé de voter.
Le reste est pour ?
…..
Mes chers camarades, c'est donc l'unanimité, moins un contre et une abstention, pour le quitus à la Direction nationale
(Applaudissements)
Il nous reste 4 ou 5 orateurs. Si chacun essaye de faire une intervention relativement ramassée, il sera possible - il serait même éminemment souhaitable - d'arriver au bout. Mais s'il vous plaît, ayez un peu d'attention et la capacité de rester davantage en séance, puisqu'il y a une motion finale qui sera soumise au vote dans un court moment et qu'il serait tout à fait souhaitable que nous ne votions pas cette résolution finale devant une assemblée restreinte.
La parole est à Gérard Fuchs.

Gérard Fuchs

Chers camarades, je voudrais à mon tour revenir sur l'intervention que nous a faits ce matin Jean-Pierre Chevènement. Mais, avant d'aborder ce point, je voudrais évoquer un autre problème, qui était un problème de notre vie intérieure et qui est devenu malheureusement un problème extérieur, je veux parler de l'exclusion du Maire d'Angers, Jean Monnier.

Chers camarades, nous sommes un Parti où l'on adhère par sa volonté propre, un Parti où la discipline est donc librement consentie et doit, par conséquent, être d'autant mieux respectée.

Par ailleurs, nous sommes un Parti qui a choisi la stratégie de l'union de la Gauche et qui entend, à juste titre, maintenir cette stratégie.

Par son expression et par son action publiques, Jean Monnier s'est écarté de notre discipline et de notre stratégie. Des sanctions ont été demandées contre lui, il était normal qu'il en soit ainsi.

Dans le respect de la chose jugée, je voudrais cependant, chers camarades, dire aujourd'hui que la sanction qui a été finalement retenue me paraît excessive. Elle me paraît nous faire courir le risque d'être mal comprise à l'extérieur de notre Parti et d'altérer aux yeux de l'opinion une image où liberté et discipline s'équilibrent. Elle risque de compromettre le développement d'une fédération militante, l'une des plus profondément ancrées dans ce monde ouvrier, dans ce monde populaire dont nous voulons traduire les aspirations. Elle frappe enfin un militant de longue date, militant syndical et militant ouvrier, dont la fidélité à l'engagement Socialiste ne peut être mise en doute par aucun de ceux qui le connaissent.

Chers camarades, je ne veux pas en dire plus, je ne voulais pas en dire moins.

J'en vient à l'intervention faite ce matin par Jean-Pierre Chevènement et je voudrais y réagir à travers trois idées simples.

1°) Je dis que le plan de redressement qui a été adopté en mars était inévitable et je dis aussi que nul autre choix ne nous était possible.

Le déficit extérieur - je n'y insiste pas, cela a été répété aujourd'hui - risquait, à être poursuivi, de mettre en question notre liberté de manoeuvre, de mettre en question notre autonomie politique et de mettre en question la réalisation même de nos objectifs Socialistes.

Mais pour autant je tiens à dire ici avec force qu'une sortie du système monétaire européen en mars était extraordinairement dangereuse. Je n'ai pas moi non plus la religion du système monétaire européen, je m'aperçois aussi que le précédent Président de la République est sorti à plusieurs reprises de ce système. Mes chers camarades, je tiens à rappeler ici qu'une sortie dans des conditions où la dépréciation du Franc n'aurait pu être maîtrisée, bien loin de réduire le problème du déficit extérieur, l'aurait mécaniquement accru. Je tiens à dire ici que bien loin de réduire l'effort nécessaire une telle sortie l'aurait au contraire aggravé.

Alors, chers camarades, Jean-Pierre Chevènement est allé plus loin ce matin, et il a posé une question à laquelle je souhaite que nous réfléchissions. Il a laissé entendre, c'est tout au moins ainsi que je l'ai pour ma part compris, qu'un tel

effort pouvait être évité si un certain nombre de mesures de restriction à nos importrations étaient prises.

Alors, chers camarades, je crois que sur ce point nous devons être clairs. Ou bien il s'agit d'en rester aux mesures qu'il a évoquée - je veux parler de visas, de normes et de restrictions aux importations -. Alors nous devons bien savoir entre nous qu'avec de telles mesures on peut peut-être - et peut-être cela est-il souhaitable ou nécessaire à un moment ou à un autre - gagner 5 ou 10 milliards de francs, mais on ne règle pas le problème d'un déficit extérieur compris entre 90 et 100 milliards. Ou alors, mais il faut le dire, on entend aller plus loin, on entend véritablement mettre en oeuvre une politique protectionnistes capable de régler à elle seule quelques dizaines de milliards de notre déficit extérieur.

Mais, chers camarades, je vous interroge, dans ce combat, alors, où les rétorsions sont inévitables, où la France se battrait seule contre tous, quelle serait notre chance de l'emporter, en refusant de passer dans le temps un certain nombre de compromis qui sont malheureusement inévitables ?

Alors, je voudrais tirer de cela deux conclusions.

Oui, dans l'immédiat nous ne pouvons pas avoir une croissance très sensiblement plus forte que celle de notre environnement, et je dis bien : dans l'immédiat. Et, oui, il n'en est que plus urgent de mettre en oeuvre une politique industrielle qui permettre de desserrer cette contrainte extérieure. Il est scandaleux, c'est vrai, que Giscard d'Estaing nous ai laissé une industrie ne fabriquant pas de motocyclettes ou de magnétoscope, et une industrie qui nous oblige à importer la moitié de nos appareils électro-ménagers.

Cette politique industrielle est indispensable, elle doit être entreprise, et la reconquête d'une plus large marge de manoeuvre est un objectif essentiel.

Mais je voudrais revenir à ma deuxième idée simple. Oui,le plan de redressement était inévitable, mais oui aussi ce plan de redressement à lui tout seul ne représente pas une politique. Et là je crois qu'il nous faut peut-être être plus précis que nous ne l'avons été ces derniers mois. Je crois qu'il nous faut dire avec clarté que quelles que soient les mesures de rigueur que nous avons prises ou que nous pourrons prendre, elles ne constituent en rien pour nous des objectifs, elles ne doivent pas nous faire perdre de vue nos perspectives Socialistes. Elles ne doivent pas surtout nous faire oublier de présenter aux Français et au peuple de Gauche ces perspectives et leur maintien.

Oui, sans doute, notre première obligation est aujourd'hui de rétablir notre équilibre extérieur. Oui, sans doute notre deuxième obligation est aujourd'hui de desserrer cette contrainte extérieure. Mais notre premier objectif, lui, doit demeurer la lutte contre le chômage.

Mes chers camarades, allons plus loin encore. Si la croissance ne peut être trop forte aujourd'hui comme nous l'espérons, on ne peut lutter contre le chômage sans poser le problème du partage du travail, et ce dossier nous devons avoir le courage de l'aborder en discutant avec les organisations syndicales et en posant de front le double problème de l'utilisation des équipements et de l'évolution future des revenus.

Notre deuxième objectif doit demeurer la réduction des inégalités. C'est plus

difficile avec une croissance plus faible, c'est vrai, car davantage doivent payer pour que les plus bas revenus voient leur situation et leurs conditions de vie améliorés. Je tiens à dire que cela est faisable, que l'on peut continuer à agmenter le pouvoir d'achat jusqu'à deux fois le SMIC en ne touchant qu'aux revenus de ceux qui gagnent au-dessus de ce seuil-là.

Il nous faut réfléchir. Je n'insiste pas, pour être bref, cela a été évoqué quant aux problèmes de la protection sociale. Il nous faut réfléchir enfin, et peut-être surtout car le socialisme, chers camarades - ou alors, paradoxalement cela serait effectivement de la social-démocratie - le Socialisme n'est pas simplement un autre partage des revenus, c'est aussi un autre partage des pouvoirs et des responsabilités. Et je crois que la démocratisation du secteur public, la mise en oeuvre des lois Auroux, l'accélération de la décentralisation, avec l'attribution de responsabilités, non seulement aux élus, mais aussi aux citoyens de ce pays, ce sont là des directions dans lesquelles nous devons poursuivre notre avancée, quelles que soient les résistances sociales, et elles sont grandes, mais nous ne devons pas en être surpris, qui se manifesteront.

Alors, dernière idée simple, pour conclure : Valence n'a pas été encore, je crois, un Congrès de Parti de gouvernement. Nous étions tous dans l'état de grâce, nous venions tout juste de réaliser qu'après vingt-cinq ans nous avions gagné, et nous avons tous ensemble exprimé à peu près des idées voisines. Mes chers camarades, dans deux ans au Congrès qui aura lieu après celui de Bourg-en-Bresse, bien qu'il ne sera qu'à moins d'un an des élections législatives, ce que nous pourrons décider alors risquerait à bien des égards d'être trop tardif si nous n'avons pas à Bourg-en-Bresse même abordé de front les différents sujets qui ont été évoqués aujourd'hui et sur lesquels j'ai essayé de dessiner diverses pistes d'action. Alors, Chers camarades, nous devons aborder ce débat de Bourg-en-Bresse en Parti de gouvernement, nous devons l'aborder en sachant dépasser autant que possible des clivages anciens qui sont parfois aujourd'hui des clivages historiques que de pensée, et l'expression d'un certain nombre de camarades aujourd'hui l'a bien montré.

Nous devons avoir enfin, et je terminerai par cette phrase, la volonté de faire du Congrès de Bourg-en-Bresse, non pas un Congrès pour la seule orientation de notre Parti, mais un Congrès qui prenne en charge la transition au Socialisme dans notre pays.

(Applaudissements)

Le Président - La parole est à Jean-Marie Testu.

Jean-Marie-Testu

Chers camarades, il me sera bien sûr très difficile, après toutes les interventions qui ont été réalisées ce matin et cet après-midi, de revenir sur un certain nombre d'idées, et je m'en abstiendrai.

Cependant, j'avais prévu, puisque je me suis inscrit tôt ce matin, d'intervenir sur trois points.

Le premier, mais le terrain a été déblayé, c'était répondre, modestement bien

sûr, à notre camarade Jean-Pierre Chevènement. Et je ne dirai qu'une chose, puisque nous sommes en Convention et que c'est la première fois que je participe à cette cérémonie : c'est que je me demandais à la limite si dans ce Parti que je fréquente depuis sa naissance, nous n'avions plus qu'une unanimité de façade ou s'il existait encore des sensibilités, des courants, voire des divergences.

Mais il est vrai qu'en période de basses eaux, dirons-nous, la politesse, si ce n'est parfois l'hypocrisie, entre nous, consiste à laisser sur le côté tout ce qui nous gêne. Et à ce propos je remercie très modestement les camarades qui ont aujourd'hui même fait état d'un certain nombre de différences très sensibles.

Notre camarade Didier Motchane a évoqué, après Jean-Pierre Chevènement, les contenus du Socialisme, mais il a évoqué surtout les pratiques Socialistes. Et force est de constater que la Convention qui a pour objet principal de faire le bilan, nous permet de constater que la direction du Parti, le vote est un témoignage de cela, a rempli sa mission et qu'un certain nombre d'objectifs définis à Valence avaient été atteints.

Le deuxième point concernait les relations entre ce que j'appellerai "les institutions"- j'entends par "institutions" les institutions en tant que Présidence de la République, gouvernement, groupe parlementaire. Je suis l'un des élus de la vague rose, comme dit Jospin - et le Parti. Et, dans une formule intéressante, notre camarade Chevènement - vous m'excuserez de citer les bons auteurs - a évoqué le contrôle de l'Etat, et je dirai :

Est-ce que le Parti arrivera à insuffler une certaine orientation ? Est-ce que plutôt nous devrons suivre perpétuellement et non pas couper les jarets, ni fouetter les mollets, mais simplement toujours passer du baume ?

Point n'est ma position, et la critique doit être constructive. Or, force est de constater, et ce sera l'objet de mon troisième point, qu'il existe une réalité de la base, une réalité de nos adhérents, mais aussi des sympathisants et du corps électoral.

Un certain nombre de choses ont été dites, et je crois que c'est Lionel, dans sa dernière intervention, qui a évoqué le problème de l'Education nationale.

J'avais prévu sept paragraphe, mais je vais raccourcir et n'en traiter que deux.

Pour l'Education nationale nous avons vécu un système qui a consisté à fabriquer un certain nombre de citoyens et de citoyennes qui sont tout à fait respectables mais qu'on n'a pas voulu équiper pour pouvoir assumer toutes les responsabilités. Et l'objectif de la Gauche est bien justement de contrer cela. Et la priorité des priorités à nos yeux doit demeurer l'Education nationale, et donc qu'un certain nombre de moyens lui soient fournis, mais aussi et surtout qu'une action en profondeur soit entreprise pour redonner confiance aux enseignants, pour les mobiliser, mais aussi aux parents, aux utilisateurs.

Je terminerai par un point qui me tient à coeur : c'est le problème de la communication à l'intérieur du Parti.

La communication à travers le Parti : il ne s'agit pas que tout descende d'en haut, il ne s'agit pas non plus de faire du basisme, mais force est de constater qu'un travail énorme a été accompli depuis deux ans, et que dans nos provinces,

où les gens disent : "Ils causes bien tous ces gars-là", on ne sait pas très bien comment expliquer la politique gouvernementale. Et les camarades manquent d'éléments, parce que nous ne les avons pas toujours. Et je crois que là il y a une lacune grave, il faudra essayer d'y pallier.
J'insisterai sur un point important que j'aurais pu placer dans le cadre des relations entre les institutions. Nous constatons chaque jour dans notre activité politique des hiatus, des lenteurs, qui sont dûs à des freinages, à des oppositions, voire des blocages, de la part d'administrations. Et il faudra qu'une fois pour toutes nous arrivions à faire appliquer les décisions gouvernementales dans les départements là où elles doivent être appliquées.
Pour terminer, je dirai que j'ai été un peu déçu des propos que j'ai entendu. Je le dis très sincèrement parce que je les ai jugés en majeure partie tournés vers le passé, négatifs, et peu mobilisateurs. La base qui nous a élus, ceux qui nous ont fait confiance, sont encore prêts à nous suivre, sont encore prêts à nous appuyer, à la condition qu'on le leur propose des objectifs précis, et qu'on puisse leur dire de façon clair où nous allons.
Ceci doit s'accompagner d'une grande foi et d'une profonde conviction. C'est ainsi que nous arriverons à construire le Socialisme en France.
(Applaudissements)

Le Président - La parole est à Marie-Noëlle Lienemann.

Marie-Noëlle Lienemann
Chers camarades, il est clair que les mesures dites de rigueur ne sont pas facilement acceptées par les Français et singulièrement par les couches petites et moyennes salariées, et il est clair que le Parti ne peut rester indifférent. Cela suppose qu'il prenne à bras le corps le problème du soutien de la solidarité active avec le gouvernement et une réflexion plus globale sur les perspectives à court et moyen terme.
Solidarité active tout d'abord : il est de bon ton de multiplier réticences, critiques, sur ces mesures ; cette attitude, il faut le constater, reste bien fréquente à l'échelon local, alors qu'au niveau national les voix les plus virulentes se taisent aujourd'hui et d'autres commencent à s'élever, mais je crains que pour de nombreux camarades le soutien à l'action gouvernementale soit un peu comme celui de la corde qui soutient le pendu. Trop souvent les arguments entendus sont de cet ordre : ce gouvernement est le nôtre, nous ne pouvons pas ne pas le soutenir. Est-ce bien convaincant ? Est-ce mobilisateur ? Notre soutien actif ai-je dit doit être fondé sur la mise en évidence de deux affirmations : les mesures de rigueur étaient devenues inévitables et indispensables, la logique qui sous-tend les choix récents du gouvernement était juste.
Les mesures étaient inévitables, Gérard Fuchs a détaillé cet argumentation, je ne la reprendrai pas.
La logique des arbitrages effectués par le gouvernemnt est juste, oui ; le refus d'une politique protectionniste et de repli sur l'hexagone, oui ; le choix européen, oui ; le combat contre l'inflation, pour retrouver la compétitivité

Fondation Jean Jaurès

économique, oui ; le souci d'éviter aux plus démunis le poids des efforts. Ces choix sont cohérents avec notre volonté d'éviter à la France une situation mauvaise et pour un nouveau mode de développement social. Ils sont aussi révélateurs de nos adhérences sociales. Le protectionnisme amène toujours en corollaire deux alternatives et elles sont lourdes. La première c'est une forme plus ou moins déguisée d'union nationale qui a toujours dans l'histoire de la France comme des pays développés représenté un statu quo, la seconde une forme d'économie administrative souvent privative de démocratie; de liberté et de responsabilité.

Alors, s'il est vrai qu'il faut éviter les dogmes théologiques, nos choix politiques doivent être clairs, ils doivent être affirmés haut et fort par le Parti : une voie ouverte sur le monde, parce qu'une France en mouvement avec une société qui se transforme en profondeur est passablement sous la seule impulsion de l'Etat, mais si la rigueur s'impose, elle ne définit pas une politique. Les mesures prises ne sont pas un plan et sans être mises en perspective, elles risquent d'être inefficaces et décevantes.

Il y a à dire sur la conduite du changement : dès le début, nous avons considérablement surestimé l'action de l'Etat. Cela est vrai du gouvernement, j'ai déjà eu l'occasion de le dire et de le souligner, mais c'est aussi vrai du Parti, car il est de notre responsabilité collective de faire que le Parti devienne le catalyseur des changements profonds de la société, sinon nous échouerons socialement, donc économiquement, car surmonter les crises, ce n'est pas simplement trouver des solutions économique, c'est dégager des mutations qui ne seront pas subies, mais qui devront, si nous voulons réussir, s'engager dans le sens du Socialisme autogestionnaire.

Les Français comprennent la nécessité de la rigueur, ils savent et disent sans doute davantage que nous mêmes qu'il ne s'agit pas d'un simple gué, d'une parenthèse ou d'une mauvaise passe que nous traversons, mais que la crise est durable, que nos difficultés ne peuvent être surmontées en quelques mois. Toutefois, ils attendent un discours réaliste, du parler vrai, ils attendent des objectifs clairs à moyen terme : connaître le chemin où nous nous engageons.

Les nécessités, je l'ai dit, ne sont pas seulement celles de l'ère, ne rendent pas caduques ou à reposer à plus tard nos volontés de profonde transformation sociale et culturelle, elles les rendent impératives.

Alors, le Parti a bien cette double tâche de préciser hardiement, dans un double élan de réalisme et d'innovation, nos priorités et j'en citerai trois :

La première, c'est de bien mesurer les effets de la crise sur notre société ; les effets de marginalisation sociale d'une partie croissante de la population sont redoutables : sous-prolétariat, une partie des chômeurs, une part croissante des jeunes, la crise accroît les inégalités.

Un enjeu majeur de la période est de combattre énergiquement et surtout efficacement ces effets et ces risques. Oui, risques il y a, ceux d'une classe ouvrière émiettée, ceux de la montée des corporatismes, des réflexes défensifs se substituant à ceux de la solidarité. Ils doivent être combattus de toutes nos forces, ils doivent guider l'action du gouvernement, mais aussi et surtout celle

du Parti, de ses élus et de ses militants.
De ce point de vue, la lutte pour l'emploi doit demeurer notre axe politique prioritaire et là aussi parlons vrai. La croissance seule ne permettra pas de résorber le chômage, alors parions sur la réduction du temps de travail, vers les 35 h. négociées, partage du travail, partage des revenus ; parions sur l'utilisation négociée des fonds salariaux dégagés par l'épargne de la croissance attendue des salaires pour des investissements et des mesures de partage du travail ; parions sur un grand bond de l'économie sociale et sortons du schéma entreprise = patron. Ouvrons les voies de l'innovation et de l'expérimentation.
Le second axe est celui de la politique industrielle qui me parait tout à fait absente et incertaine aujourd'hui : nous ne pourrons pas faire l'économie d'un débat approfondi sur ce point, mais ne concevons nous pas la politique industrielle trop isolée du reste ? Comment parler de la reconquête du marché intérieur sans parler de la remise en cause du mode de consommation qui prédomine aujourd'hui : gâchis, gadgets, envahissement sans cesse plus croissant de la zone marchande ? Le quoi produire ? Comment produire ? Doit être envisagé avec le : quoi consommer ? Le comment consommer ? Il n'y a pas d'un côté le consommateur et de l'autre le travailleur. La prise en compte de cette nécessité peut être un élément de modification de notre outil industriel et de reconquête d'une place unique dans l'économie nationale d'abord et mondiale ensuite.
Notre ambition, celle du Socialisme autogestionnaire, c'est bien aussi celle d'une révolution culturelle. Prenons garde en préconisant la priorité à la recherche et à l'industrie de ne pas développer une image trop productiviste de la société que nous voulons construire. Elle serait dépassée et erronée.
Oui, dans cette perspective, il nous faut débattre, il nous faut réaffirmer la place respective des industries nationalisées et des entreprises privées, de l'économie sociale qui est insuffisamment développée et soutenue.
Le troisième point est celui de la lutte contre les inégalités qui ne peut être conçue comme une simple répartition du pouvoir d'achat, mais bien comme une répartition générale des revenus et des pouvoirs du savoir. La Droite en mesure l'enjeu. Elle sait se mobiliser quand les hiérarchies des privilèges sont remis en question.
Prenons l'exemple de la mobilisation des chefs de clinique et des médecins qui est révélatrice. Comment ne pas être frappé de l'inorganisation des forces populaires et de l'insuffisante présence du Parti en face ? Nous n'avons pas su ou pu mobiliser les usagers de la santé, permettre la riposte avec les organisations syndicales qui devront bientôt se présenter aux élections de la sécurité sociale; or, nous aurions pu concrétiser ce qui était dans nos textes sur le nécessariat, entre le mouvement d'en haut et le mouvement d'en bas.
Sommes nous assez actifs contre la montée du racisme et de l'idéologie culturelle ? Croyons nous que les lois Auroux et Quillot s'appliqueront sans un formidable bond en avant de la participation des travailleurs et une patiente intervention des citoyens pour que ces avancées impulsées du haut se retrouvent dans le quotidien, car sans mobilisation populaire, le gouvernement sera placé

seul devant la poussée des corporatismes. Il sera bien démuni pour ne pas y céder.
Si, pour l'enseignement supérieur, le pire a été évité je regrette toutefois que certains reculs significatifs soient envisagés par rapport aux propositions initiales d'Alain Savary et par rapport aux idées du rapport Gentet.
On ne mobilise par décret, même sur des objectifs justes et le Parti a, dans cette affaire, un rôle déterminant. Il doit faire des efforts pour rechercher des convergences qui permettent de cimenter l'union des forces populaires qu' il est toujours plus aisé de faire contre quelque chose que pour construire.
Lionel Jospin a fait état des rencontres avec les organisations syndicales, avons nous eu le même souci, la même démarche localement avec les associations ou autres ?
Quel bilan politique tirons nous de ces rencontres ?
Quelles propositions pouvons nous faire aux organisation ssyndicales ou au monde associatif, au monde populaire, pour ne pas limiter nos rencontres à un simple échange de vues, mais pour rencontrer l'action, définir des objectifs à moyen terme pour la Gauche unie.
Ainsi, le Parti n'a pas su engager pleinement sa mutation de Parti majoritaire. Il nous faut à tout prix aller de l'avant dans ce point.
Il nous faut évoquer le problème de la nature et du rôle du Parti, mais aussi de son fonctionnement.
Nous devons remettre en cause un certain nombre de règles qui nous paralysent trop et qui favorisent ce que Paul Quilès appelle "nos récations malthusiennes".
Nous avons maintes fois évoqués les liens Parti / gouvernement, c'est bien normal, mais penchons nous aujourd'hui avec la même attention sur les liens Parti / Société. J'espère que ce sera l'enjeu du Congrès. Que le débat que tant souhaitent dans le Parti ne sera pas surtout un règlement de compte et des avis donnés au gouvernement, mais bien l'engagement collectif que nous aurons dans l'action pour transformer la société dans le sens de l'auto gestion.
(Applaudissements)

Le Président - Daniel Vaillant, rapidement, pour un compte rendu du groupe de travail et pour quelques cas de contentieux.

Daniel Vaillant
Mes chers camarades, je ne vous prendrai que quelques minutes, mais il est de règle que nos statuts soient appliqués, aussi au nom de la Commission qui s'est réunie, unanime, je vous présenterai deux ratifications de dissolution de section.
La 1ère, la fédération de Romagnat dans le Puy de Dôme, et je vous propose, au nom de la Commission unanime, de donner acte à la fédération de la dissolution de cette section, en demandant que très rapidement la fédération procède à la reconstitution de la section, en veillant à ce que, notamment, les éléments qui ont contribué à en arriver à la dissolution soient mis à l'écart dans un premier temps. C'est le souhait de la Commission unanime.

Fondation Jean Jaurès

La deuxième section concernée, c'est celle de Cernay la Ville dans le Haut-Rhin. Là encore, unanimité de la Commission pour que ratification soit aportée à la dissolution de la section.
Ensuite il y a trois cas de réintégrations individuelles.
La 1ère, celle du camarade René Chêne dans les Charentes.
La fédération a souhaité, voilà déjà un bon momment, la réintégration de ce camarade et c'est à l'unanimité que nous vous proposons de procéder à cette réintégration.
La même chose pour le maire de Saint-Priest, René Broca.
Il est proposé à la Convention de procéder à la réintégration de ce camarade qui, à l'occasion des élections municipales notamment, s'est vu confier par la fédération la tête de liste avec l'accord du Comité directeur. Il est donc souhaité que ce camarade soit réintégré au sein du Parti.
De même pour Albert Daury, en Ille-et-Vilaine, pour qui il est demandé un réintégration ; ce camarade est conseiller général.
Voilà les trois cas de réintégration.
Enfin, et c'est le dernier point – vous voyez que nous aurons été brefs – et le moins nous avons de contentieux, le mieux c'est, il s'agit de l'approbation des statuts fédéraux de la fédération de l'hérault, qui ont été examinés par le secteur contentieux et dont la Commission vous propose l'adoption, tout au moins, il n'y a pas de réserves à émettre, à l'unanimité de la Commission.
Je pense que le mieux serait de procéder à un vote bloqué, à moins que ces interventions naissent à partir de ce rapport. Dans le cas contraire je vous remercie.

Le Président - Merci. Il nous faut procéder à un vote d'ensemble sur les attendus de la Commission qui viennent de vous être rapportés par Daniel Vaillant. Quelqu'un souhaite intervenir ?

….. - Pour l'Hérault, c'est le règlement inté rieur, ce ne sont pas des statuts. Les statuts sont nationaux.

Le Président - Bien, pour l'Hérault il s'agit du règlement intérieur de la fédération.

….. - Pour le Nord, il y a une section dont la fédération a demandé la dissolution et en même temps sa reconstitution immédiate.

Daniel Vaillant - Effectivement c'est un oubli matériel. Il y avait une section du Nord, je m'en souviens, pour laquelle nous devons ratifier la dissolution, je ne sais pas si la Convention en serait d'accord, mais le mandat pourrait être donné au Bureau exécutif pour ratifier la décision mercredi, afin que formellement la Convention ne soit pas mise devant un dossier que la Commission n'aurait pas examiné.

Le Président - Alors, le mandat au Bureau exécutif vous agrée ?
Personne ne voit à y redire ?...
Alors nous allons procéder au vote.
Qui est contre les attendus du groupe de travail sur les problèmes de contentieux ?
…..
Qui s'abstient ?
…..
Je ne vois pas de carton ?
Qui refuse de prendre part au vote ?
…..
Pas davantage. J'en conclus donc que les attendus sont adoptés à l'unanimité.
Maintenant je passe la parole à Jean-Pierre Worms.

Jean-Pierre Worms
Camarades, avec Alain Richard et Marie-Noëlle Lienemann, qui a parlé juste avant moi, j'ai élaboré et je signerai une contribution, bien plus, si je le crois, si nous le croyons nécessaire, nous signerons le moment venu une motion afin de permettre aux débats de se développer pleinement dans le Parti et de permettre à une synthèse d'être recherchée dans la clarté au Congrès.
Cette synthèse, ce rassemblement le plus large possible des Socialistes, je les crois indispensables et je ferai tout pour les favoriser.
Mais une synthèse suppose d'abord l'honnêteté intellectuelle, la clarté et la précision des positions de chacun,Il n'y a pas dans le débat démocratique de risque de division du Parti, mais il y a un réel danger d'affaiblissement du Parti dans un compromis fourre-tout, où chacun garderait par-devers lui ses réticences et ses divergences, dans un arrangement de pure opportunité, qui ne pourrait que bloquer la volonté et la capacité d'initiative du Parti pour les deux ans à venir.
J'ai toujours cru que la lucidité était pour un Socialiste la première vertu militante, que comme disait Jaurès, le courage c'est de toujours rechercher la vérité et de la dire.
Ce devoir de vérité on le doit à l'opinion, mais un Socialiste le doit aussi et d'abord à ses camarades de Parti, et je voudrais m'en expliquer devant vous.
Camarades, comme beaucoup d'entre vous, je suis inquiet, comme vous tous je sais, je suis inquiet de la montée de la Droite, d'une Droite particulièrement hideuse, qui pour beaucoup d'entre nous nous rappelle de fort mauvais souvenirs, comme vous tous je suis inquiet de la démobilisation de notre soutien populaire, de la montée des corporatismes, de l'inertie et du sabotage larvé.
Mais, camarades, je suis également inquiet de notre propre comportement.
Premier sujet d'inquiétude, ce que je ressens comme une scandaleuse absence de courage politique, absence de plus en plus répandue dans le Parti et jusque chez certains de ses responsables.
Que faut-il penser en effet de ces déclarations tonitruantes de soutien au gouvernement, immédiatement suivies de quelques petites phrases, ou attitudes, pour prendre le maximum de distance par rapport à sa politique. Oh certes il ne

s'agit pas de déclarations publiques et il est caractéristique à cet égard qu'il n'y ait pas eu de telles contorsions à cette Convention, mais il s'agit de confidences discrètes, insuffisamment discrètes toutefois pour n'être pas connues à l'extérieur, comme s'il s'agissait de faire bien comprendre à l'opinion et à nos électeurs, qu'il y a la politique du gouvernement, qui n'est pas nécessairement la nôtre, mais que nous soutenons seulement par devoir de solidarité et par discipline militante.

Une telle attitude ne me semble pas seulement moralement inacceptable et même parfaitement scandaleuse, mais elle est politiquement suicidaire, suicidaire d'abord pour le Parti lui-même, car elle le déconsidère, si nous sommes contre la politique du gouvernement, qu'on ait le courage de le dire. Jean-Pierre Chevènement et Didier Motchane l'ont fait, je suis en total désaccord avec eux, mais je leur reconnais au moins le mérite de la franchise.

Mais, ce soutien en clair-obscur, ce soutien plein de réticences, à demi avouées, n'est pas seulement suicidaire pour le Parti, cette attitude est suicidaire pour le gouvernement et pour notre entreprise commune, car elle la décrédibilise, plus encore peut-être que la critique ouverte, car on voudrait alors la faire passer pour celle du Parti tout entier.

Que restera-t-il en effet comme appui au gouvernement si la première force politique du pays et à fortiori de la majorité, si le Parti qui dispose à lui seul de la majorité absolue à l'Assemblée Nationale, ne le soutient que du bout des lèvres, ne lui accorde son appui qu'en l'agrémentant de réticences et de sous-entendus sussurés ?

Non, camarades, ayons le courage d'affirmer haut et clair qu'une politique de rigueur financière et d'assainissement de notre économie est aujourd'hui nécessaire et qu'elle le demeurera sans doute encore longtemps.

Elle est nécessaire précisément pour retrouver l'initiative politique, pour conserver en même temps que la rigueur, la capacité politique de poursuivre l'entreprise de transformation sociale engagée, pour continuer résolument notre marche en avant, pour ouvrir la voie d'un Socialisme autogestionnaire.

Mais j'ai une seconde raison d'inquiétude à notre sujet, je suis inquiet devant une certaine attitude de crispation face aux épreuves que nous traversons, devant la recherche de bouc-émissaires à nos difficultés, devant certains appels à moins de tolérance, voire à l'épuration des médias, des administrations et des entreprises, certains n'hésitent pas à parler de la nécessité d'une certaine normalisation.

Camarades, réfléchissons à l'effet désastreux de la répétition de certains discours de Valence, mais surtout à la formidable fonction d'occultation des vrais problèmes de ce genre de discours.

J'ai peur d'un Congrès vaste défouloir de nos frustrations, d'un Congrès de grogne et de grognons, devenant in fine un Parti de grognards, rassemblés en bons petits soldats que nous sommes dans la discipline et en rang par deux derrière nos dirigeants et derrière le gouvernement et le Président de la République.

Non, camarades, il ne faut pas être derrière, il faut être devant.

Nous avons hérité d'une longue histoire d'opposition. Cela n'est pas neutre quant à notre culture politique, quant à nos attitudes et nos comportements quotidiens.

Un parti d'opposition a naturellement tendance à se comporter comme une forteresse assiégée. Il n'est certes pas facile de passer du jour au lendemain d'une culture politique d'opposition à une culture de responsabilité d'un Parti au pouvoir.

Plus que jamais, parce que nous sommes au pouvoir, le Parti doit s'ouvrir à la société, s'immerger dans le corps social, sans crainte et sans sectarisme.

Plus que jamais le Parti doit être l'instrument d'expression et de mobilisation du mouvement social et non seulement l'instrument de sélection interne d'une élite de pouvoir.

J'ai une troisième raison d'être inquiet. Je suis inquiet devant ce que je ressens comme un certain grippage, sinon comme l'arrêt complet de notre réflexion sur notre projet politique à moyen terme, de notre capacité d'imagination et de créativité politique.

J'en prendrai un seul exemple - on pourrait en prendre bien d'autres - celui des conditions d'une véritable politique de solidarité.

Les données sont là, sachons les regarder en face.

Le budget social, l'équivalent du budget de la nation, croît plus vite - nettement plus vite - que la production intérieure brute. En quelque quinze ans, le prélèvement sur la richesse nationale, pour faire vivre notre système de gestion de la société et notre système de solidarité, a cru de 10%. 10% de plus de PIB. en prélèvements obligatoires en quinze ans. Nous sommes aujourd'hui à près de 45% de PIB. en prélèvements obligatoires.

Pouvons-nous continuer sur cette lancée ? N'a-t-on pas déjà atteint un seuil que la société, bientôt, ne pourra plus supporter ? Quel en est le risque ?

Au mieux, le risque - et je dis bien "au mieux" - c'est Reagan ou Thatcher. Plus grave, c'est Chirac.

Mais il y a pire.

A partir d'une source de réformes anti-impôts comme nous en avons vu se développer dans d'autres pays, notamment en Amérique et notamment en Angleterre, avant les élections dont je viens de parler, la naissance"d'une sorte de poujadisme catégoriel fascisant, xénophobe et autoritaire, qui pourrait emporter la démocratie elle-même.

L'enjeu est considérable, vous le voyez.

Camarades, pouvez-vous me dire où on y réfléchit sérieusement ? Où recherche-t-on quels pourraient être d'autres modes de gestion sociale moins coûteux en prélèvements obligatoires, d'autres mécanismes de solidarité, à la fois plus efficaces, car moins bureaucratiques, et moins dispendieux car plus proches des citoyens, plus décentralisés et mieux partagés ?

Camarades, je terminerai en vous disant, après tant d'inquiétudes, mes raisons d'espérer.

Je crois profondément qu'il y a un bon usage de la rigueur à condition de l'assumer pleinement et de l'utiliser comme un levier de changement. Sachons

utiliser les contraintes incontournables de la situation actuelle non comme une pilule amère qu'il faut avaler en fermant les yeux, non comme une pause provisoire ou comme une parenthèse, mais comme un défi à relever, comme une opportunité pour faire preuve de courage et de volonté, pour imaginer et mettre en oeuvre le projet d'une autre société, d'une autre façon de gouverner, d'une autre relation de l'Etat et de la société, d'autres modes de produire et de consommer, d'un autre partage du travail, des revenus et de la responsabilité, bref d'une autre façon de vivre ensemble.
Camarades, sachons profiter de nos difficultés actuelles pour affiner et pour affirmer, pour mettre en oeuvre notre projet.
Je crois que c'est possible et je crois que cela ne dépend que de nous. Si nous le pensons tous, alors, oui, la synthèse entre nous est possible et elle sera porteuse d'un formidable nouvel élan de notre Parti, de la relance, de l'espérance partagée.
(Applaudissements)

Le Président - Merci.
Le dernier intervenant inscrit, Alfred Recours, n'étant pas là, la parole est à Poperen.

Jean Poperen
Chers camarades, nous avons besoin d'un mandat qui serait donné, si vous en étiez d'accord, au Bureau exécutif, pour la ratification des listes de candidats aux élections sénatoriales.
Il se trouve, en effet, qu'un certain nombre de fédérations ne nous ont pas encore transmis leurs propositions, en sorte que nous sommes hors d'état de faire délibérer la Convention. Pour la bonne marche des choses, il faut qu'il soit bien entendu que nous avons, nous, Bureau exécutif, un mandat de procéder, dans les meilleurs délais, j'en profite pour insister, cela devrait être fait, à cette ratification.
Je demande au Président de consulter la Convention pour savoir si elle est prête à se dessaisir au bénéfice du Bureau exécutif de cette mission.

Le Président - Sur la proposition qui vient de vous être faite par Jean Poperen, de mandater le Bureau exécutif pour ces ratifications, cartons rouges à la main s'il vous plaît, qui est contre ?
Je ne vois personne. Qui s'abstient ? Personne.
Qui refuse de voter ?
La proposition qui a été formulée est acceptée à l'unanimité. Je passe la parole à Paul Quilès qui va vous donner lecture de la résolution finale.

Paul Quilès - Je vais vous lire le texte de la résolution qui est proposée à votre vote, qui doit clore cette Convention nationale. C'est un peu long, je vais lire lentement. Si vous avez des commentaires, je vous demande de les noter au fur et à mesure, étant entendu que ce texte résume les débats de notre Convention

Fondation Jean-Jaurès

sur l'objet propre de cette Convention. Voici.

RESOLUTION FINALE
CONVENTION NATIONALE DU PRE ST GERVAIS
28 MAI 1983

Depuis sa dernière Convention nationale, tenue à Cachan, en Juin 1982, le Parti Socialiste a déployé un effort constant et systématique d'information et d'explication sur la politique du gouvernement, pour le soutien actif à cette politique. Les campagnes propres du PS, notamment à l'automne 82, y ont beaucoup contribué, ainsi que les initiatives diverses et multiformes pour entraîner de nouvelles couches de la population vers la prise de conscience politique, voire dans le combat politique : contacts consolidés avec les grandes organisations syndicales, rencontres des acteurs du changement, délibérations et décisions de l'Internationale Socialiste, rôle du Mouvement de la jeunesse Socialiste lors du vote de la loi sur l'enseignement supérieur. Sur le fond de cette orientation générale et dans un contexte qui ne pouvait être que difficile, la Convention nationale du PS réunie au Pré St Gervais le 28 mai, estime comme l'a fait le Comité directeur de mars dernier que le PS a su faire face à l'échéance des élections municipales : sur l'ensemble, il a maintenu et parfois consolidé sa très importante implantation locale. Il reste vrai qu'une partie des forces qui ont permsi la victoire de 1981 ont pu rester sur la réserve, même si certaines se sont finalement ressaisies au second tour.
Le gouvernement, qui a déjà réussi à donner un coup de frein tout à la fois à l'inflation et au chômage, mais qui, pour réussir, doit surmonter les conséquences d'une crise très profonde et qui se prolonge, a été amené à arrêter une nouvelle série de mesures, notamment destinées à réduire le déficit de notre commerce extérieur. La Convention nationale approuve ce dispositif.
La réussite des mesures d'assainissement est un moment nécessaire et difficile du succès de l'ensemble de notre politique, et pour lequel le Parti engage toutes ses forces.
La majorité élue au printemps 81 et le gouvernement sont forts de ce qu'ils ont déjà réalisé ou mis en chantier, c'est à dire la plus grande partie des engagements de François Mitterrand. Les grandes réformes voulues par la majorité de notre peuple depuis tant d'années sont votées. Elles sont devenues la loi :
- la nationalisation des grands pôles de domination industriels et économiques qui étaient le fruit de la concentration capitaliste.
- la 5ème semaine de congés payés.
- le droit à la retraite à 60 ans.
- la réduction progressive du temps de travail.
- l'extension des droits des travailleurs dans le secteur privé comme dans le secteur public.
- l'augmentation sensible du pouvoir d'achat des couches populaires les plus défa vorisées.

L'Assemblée Nationale, le gouvernement et le Parlement continuent cette grande oeuvre de réformes pour une société plus juste et moins inégalitaire : la démocratisation de l'enseignement supérieur, si violemment combattue par tous ceux qui se décernaient à eux-mêmes la qualité d'"élites", en est la preuve la plus actuelle. La Droite, en effet, ne s'y trompe pas : elle combat de toutes ses forces contre la politique du gouvernement parce que c'est la politique de la Gauche.
Tous les moyens sont bons. Elle a essayé d'ébranler le gouvernement légitime du pays en réclamant des élections législatives anticipées, en utilisant les élections municipales, en essayant de susciter des mouvements racistes, en recourant à la violence y compris contre un ministre : elle a échoué. Elle échouera, parce que le pays ne veut pas du retour de la Droite au pouvoir.
Il faut maintenant que les travailleurs de notre pays puissent utiliser tous les droits nouveaux ouverts par les réformes votées. C'est le sens de l'effort accru réalisé par le PS pour faire passer dans les faits la politique qui est la sienne.

Faire accéder les travailleurs à la responsabilité économique, c'est l'une des grandes ambitions des Socialistes. Contrairement à ce que dit la Droite, il n'y a pas d'opposition entre la démocratisation des choix économiques et une plus grande efficacité. Au contraire, une intervention plus large des travailleurs, parce qu'ils connaissent bien les problèmes concrets qui se posent dans l'atelier ou au bureau, conditionne directement la compétitivité de l'entreprise.
Changer la vie, faire évoluer les relations sociales; dans les entreprises, notamment dans le secteur public et nationalisé, c'est encore le meilleur moyen de gagner la bataille de la reconquête du marché intérieur, du redressement de notre balance commerciale et du redéploiement industriel.
La Convention nationale demande à tous les militants et élus du Parti Socialiste de contribuer pleinement au succès de la campagne engagée pour populariser les lois sur l'extension des droits des travailleurs, votées par l'Assemblée Nationale. Elle invite les fédérations à multiplier les initiatives en direction des entreprises pour y renforcer l'influence des Socialistes.
Une campagne nationale d'adhésions est lancée, qui doit amplifier et accompagner le mouvement spontané constaté depuis les récentes élections municipales. Cette campagne s'adresse aux nombreux sympathisants du Parti Socialiste qui souhaitent rejoindre les Socialistes pour agir avec eux parce qu'ils ont conscience qu'il n'est pas possible aujourd'hui de rester au bord du chemin.
Elle vise à transformer le Parti Socialiste en un véritable parti de masse, encore mieux inséré dans la société, avant tout dans le monde du travail, et à le renforcer pour qu'il puisse pleinement remplir son rôle de Parti d'exercice du pouvoir. Cette campagne exigera des Socialistes et en premier lieu des responsables nationaux et locaux un effort important d'accueil des nouveaux adhérents, qui constitue une condition indispensable de la réussite.

Dans la période actuelle, les Socialistes doivent plus que jamais faire preuve de responsabilité, en apportant un soutien actif au gouvernement et en ripostant

comme il convient à l'offensive idéologique et activiste de la Droite qui s'exprime à partir des vieux thèmes inegalitaires et élitistes. Les Socialistes doivent se comporter plus que jamais en acteurs du changement, en animateurs permanents de l'appui populaire indispensable à la réussite de notre politique.
(Applaudissements)

Le Président - Merci. Qui souhaite intervenir sur le projet de résolution ? Tu as la parole.

Michel Coffineau
Mes chers camarades, le projet de résolution qui vient de nous être lu et qui est excellent dans son ensemble propose, à un endroit, vous l'avez tous entendu, à propos de la politique de rigueur mise en place actuellement par le gouvernement, de dire que la Convention nationale approuve ce dispositif. C'est une phrase claire, nette, précise, sans bavures. Il me semble que le débat que nous avons eu aujourd'hui a été plus nuancé sur cette approbation et je vous propose de remplacer cette phrase par un texte, court texte, qui, finalement, a pour ambition d'éclairer et de nuancer la proposition du Parti, plutôt l'analyse et l'approbation du Parti de la politique du gouvernement, et donc de formuler quelques propositions dans ce sens, qui, ne craignez rien, ne sont pas des propositions "coupe-jarret".
Le Parti Socialiste est solidaire du gouvernement. C'est précisément au nom de cette solidarité et parce qu'il est le lien indispensable par lequel l'action d'en haut et l'action d'en bas se rejoignent qu'il doit donner à notre pays toutes les chances de choisir son propre destin.
Le Parti Socialiste a été l'artisan de la victoire de 1981 Il est aujourd'hui le mieux placé pour défendre la politique gouvernementale et formuler les propositions qui conduisent à la réussite.
Une réflexion approfondie du Parti est, en effet, un gage de succès. Connaissant les contraintes et l'étendue de la crise qui secoue le monde capitaliste et à laquelle le gouvernement de Gauche est confronté, il est de la responsabilité du Parti d'appeler l'attention du gouvernement sur les risques encourus sur les plans économique, politique et social, s'il venait à mettre durablement en oeuvre une logique qui tournerait le dos aux engagements pris devant le peuple français il y a deux ans, et qui se résument en quelques mots : croissance, emploi, indépendance, solidarité.
Les trois principaux risques encourus sont les suivants :
- risque de nous aligner sur des politiques monétaristes dont les coûts économique et social sont très lourds, baisse de la production industrielle, augmentation du chômage
- risque de réduire à néant nos efforts pour accroître notre indépendance nationale et peser dans le sens de nouveaux équilibres
- risque de nous isoler de ceux-là mêmes qui nous ont portés au pouvoir, l'inquiétude aujourd'hui ressentie par beaucoup de travailleurs contient en germe une cassure difficilement surmontable, au moment où les corporatismes

peuvent se coaliser contre nous.
En fonction de cette analyse, le Parti Socialiste propose :
- une juste appréciation des contraintes et de la marge de manoeuvre dont dispose notre économie
- une conception offensive et démocratique du plan, outil déterminant de mobilisation contre la crise.
- la conscience que la poursuite de la politique de réindustrialisation de notre pays et de reconquête du marché intérieur n'est pas compatible avec une démarche qui fait de la compression de la demande l'arme de l'assainissement économique.
- la volonté de mettre en oeuvre des mesures conservatoires et conjoncturelles contre les importations abusives
- une politique ferme de lutte contre l'inflation en s'attaquant à ses causes structurelles
- la pleine utilisation des réformes engagées, nationalisation des groupes industriels et du secteur bancaire, extension des pouvoirs économiques des travailleurs, et la poursuite de la lutte contre les inégalités qui passe par une réelle réforme fiscale.

C'est en appliquant une telle politique qu'il sera possible de donner un sens aux efforts demandés et de mobiliser largement notre peuple.
Voilà l'amendement que je propose. Je dis à Paul Quilès qu'au niveau de la rédaction, il est bien entendu facile ensuite de le réintégrer au reste du texte.

Paul Quilès
Il n'a échappé à personne qu'il y avait entre les deux textes des nuances. Je crois qu'il faudra que notre camarade Coffineau revoie le sens précis du mot nuances et je suis sûr qu'il le savait avant de nous lire son texte qui - cela n'a échappé probablement à personne - est totalement contradictoire avec le texte que je vous ai présenté il y a un instant. On nous dit clairement que le gouvernement risque de suivre une logique différente, où l'on aperçoit que le plan directeur, l'ensemble des mesures prises par le gouvernement est l'objet d'une critique ferme et déterminée, ce n'est pas surprenant après certaines interventions de la journée.
Je voudrais rappeler, d'autre part, et je m'étonne que Coffineau soit surpris, qu'il soit fait mention dans ce texte de l'approbation de la Convention nationale et donc du Parti au dispositif pris par le gouvernement puisqu'en définitif, le dernier Comité directeur, celui du mois de mars, avait approuvé à l'unanimùité les mesures prises par le gouvernement Il est dit clairement dans le texte que je viens de vous lire que la Convention confirmait la position prise par les instances supérieures, c'est-à-dire le Comité directeur. Il me semble donc, et je le dis en tant que rapporteur de cette résolution finale, qu'il y a contradiction totale entre les deux textes et je pense qu'il faudra procéder à un vote contradictoire, si vous le maintenez.

Le Président - Nous allons passer au vote concernant le projet de résolution tel

qu'il a été lu par Paul Quilès...

Coffineau - Pardon... J'ai proposé mon texte comme amendement, il me semble qu'on pourrait le voter comme amendement.

Le Président - O.K...

Coffineau - Comme amendement, avant...

Le Président - Si tu veux. On va commencer par le vote de l'amendement... qui a la même longueur que le texte du projet.
Qui est pour l'amendement présenté par Cofineau ?
…..
2.
Qui est contre ?
…..
Qui s'abstient ?
Je n'en vois pas.
Qui refuse de voter ?
L'amendement est repoussé à une large majorité... A l'unanimité moins 2 voix, me dit Marcel qui fait dans la nuance !
On en revient au projet de résolution finale tel qu'il a été lu par notre camarade Paul Quilès.
Qui est contre ?
Personne.
Qui s'abstient ?
…..
2.
Qui refuse de voter ?
Personne.
Qui est pour ?
…..
Tout le reste.
Le projet de résolution est devenu autre chose qu'un projet, c'est la Résolution finale adoptée à l'unanimité moins 2 abstentions.
(Applaudissements)
Mes chers camarades, la Convention nationale ordinaire est close. Merci et à bientôt.

Fondation Jean-Jaurès